

une publication du
Centre d'Etudes Juridiques
Françaises

Universität des Saarlandes
D-66041 Saarbrücken

n° 7

verwaltungsgerichtsordnung
- VwGO -
loi sur
la juridiction administrative

christian autexier
anne cathaly

(édition synoptique bilingue)
- 1995 -

VERWALTUNGSGERICHTSORDNUNG /

**LOI SUR LA
JURIDICTION ADMINISTRATIVE**

(zweisprachige Ausgabe /
édition synoptique bilingue)
- 1995

**Christian AUTEXIER
Anne CATHALY**

Les "études et documents du c.e.j.f." sont publiés par le Centre d'Etudes Juridiques Françaises, avec le soutien de l'Université de la Sarre. Les responsables de cette publication sont Christian AUTEXIER et Claude WITZ, directeurs du Centre d'Etudes Juridiques Françaises.

Avertissements

- Conformément à l'esprit de la collection, les textes reproduits ici ont un caractère provisoire. Si vous désirez les utiliser, vérifier auprès du C.E.J.F. si des modifications sont intervenues depuis la date de parution.
- La numérotation des phrases à l'intérieur de chaque article ou alinéa n'obéit qu'à un souci de précision didactique. Les lecteurs français doivent savoir qu'il est d'usage dans la doctrine allemande de citer une disposition législative par l'ensemble des numéros de l'article, de l'alinéa et de la phrase, très souvent en alternant chiffres arabes et chiffres romains. Ainsi "Art. 7 III 1 LF" renvoie à l'article 7, alinéa 3, 1ère phrase de la Loi fondamentale.

1995 © Centre d'Etudes Juridiques Françaises
UNIVERSITÄT DES SAARLANDES

Nicht im Buchhandel erhältlich

Abgabe gegen eine Schutzgebühr von DM 15,-

INTRODUCTION

L'article 92 de la Loi fondamentale (LF) dispose que le pouvoir de rendre la justice "est exercé par la Cour constitutionnelle fédérale, par les Cours fédérales prévues par la Loi fondamentale (LF) et par les tribunaux des Länder". Si on laisse de côté la branche très particulière des juridictions constitutionnelles, l'art. 95 LF ne prévoit pas moins de 5 ordres de juridictions autonomes, relevant chacun d'une Cour suprême, à savoir la juridiction ordinaire, la juridiction administrative, la juridiction financière, la juridiction du travail et la juridiction sociale.

Cette apparente complexité ne doit pas faire illusion car en fait deux ordres de juridiction font figure de juridiction de droit commun dans chacune des deux grandes familles primordiales : juridictions appliquant le droit privé et juridictions appliquant le droit public.

Dans ce dernier groupe, c'est la juridiction administrative qui joue le rôle de juridiction de droit commun, tandis que les tribunaux sociaux et les tribunaux financiers font figure de juridictions administratives spéciales. Le § 40, al. 1^{er} de la loi sur la juridiction administrative consacre cette prééminence en disposant que "le recours devant la juridiction administrative est ouvert pour tous les litiges de droit public qui n'ont pas un caractère constitutionnel et qui n'ont pas été attribués expressément par une loi fédérale à d'autres tribunaux".

En application de l'art. 74 n° 1 LF, qui fait de l'organisation et de la procédure judiciaire une matière de compétence législative concurrente, la Fédération a fait usage de son pouvoir législatif en adoptant la **loi du 21 janvier 1960 (BGBI. I p. 17) sur la juridiction administrative (Verwaltungsgerichtsordnung : VwGO)**, dont le présent cahier présente une traduction synoptique.

L'existence de cette loi qui a codifié et modernisé le contentieux administratif allemand ne laisse plus qu'une place restreinte à l'intervention législative des Länder, pour la mise en oeuvre de la loi fédérale. Les textes complémentaires ainsi intervenus au niveau des Länder sont les suivants :

- Bade-Wurtemberg : L. 22.3.1960, dernière modif. : L. 16.8.1994,
- Basse-Saxe : L. 22.5.1981, dernière modif. : L. 1.7.1993,
- Bavière : L. 28.11.1960, dernière modif. : L. 20.6.1992,
- Berlin : L. 22.2.1977, dernière modif. : L. 29.3.1994,
- Brandebourg : L. 10.12.1992, dernière modif. : L. 21.12.1993,
- Brême : L. 15.3.1960, dernière modif. : L. 2.11.1993,
- Hambourg : L. 29.3.1960, dernière modif. : L. 14.6.1989,
- Hesse : L. 6.2.1962, dernière modif. : L. 13.5.1994,
- Mecklembourg : Lois des 19.3.1991, 10.6.1992 et 17.7.1992,

IV

- Rhénanie du nord - Westphalie : L. 26.3.1960, en sa version issue de la L. 17.12.1991,
- Rhénanie-Palatinat : L. 5.12.1977, dernière modif. : L. 6.11.1989,
- Sarre : L. 5.7.1960, dernière modif. : L. 4.11.1987,
- Saxe : L. 30.6.1992,
- Saxe-Anhalt : L. 28.1.1992, dernière modif. : L. 27.4.1994,
- Schleswig-Holstein : L. 21.3.1960, dernière modif. : L. 6.3.1990,
- Thuringe : L. 15.12.1992.

*

Au delà des principes d'organisation de la juridiction administrative, l'attention du juriste français se concentrera probablement sur les différentes actions et sur les principales caractéristiques du contentieux administratif allemand.

A. Le système des formes d'actions est bien connu depuis l'introduction au droit allemand par Michel Fromont et Alfred Rieg (notam. tome II, p. 174 et s.) et la description actualisée qui en est faite par Karl-Peter Sommermann à la revue française de droit administratif (à paraître).

Ce système d'actions reflète le caractère essentiellement subjectif du contentieux administratif allemand, axé dans la logique de l'article 19 IV de la Loi fondamentale sur la protection des droits subjectifs des individus, lésés ou méconnus par l'action de l'administration. L'accent ainsi mis sur la protection de droits subjectifs est incompatible avec tout mécanisme d'action populaire.

La loi sur la juridiction administrative ne procède pas à une énumération exhaustive des formes d'actions, et il est admis que les formes d'actions non expressément prévues par ce texte doivent être recevables "afin de ne pas faire échec à la clause générale du § 40 al. 1^{er}, 1^{ère} phrase : dans l'intérêt d'une pleine et entière protection des droits, le système des formes d'action reste ouvert, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de *numerus clausus* des formes d'actions" (Sommermann, *op. cit.*).

Au demeurant, les principales formes d'actions sont :

- *L'action en annulation (Anfechtungsklage : §§ 42, 68 et s., 113 al. 1-4, 167 al. 2)* : son objet est d'obtenir la suppression d'un acte administratif individuel lésant les droits subjectifs publics du requérant, que celui-ci soit destinataire de l'acte ou non, dès lors, dans le dernier cas, qu'il existe une norme de protection des droits des tiers.
- *L'action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel (Verpflichtungsklage)* est réglée dans les mêmes paragraphes que l'action en annulation. Subordonnée de façon analogue à l'action en annulation à l'atteinte portée à un droit subjectif du requérant, elle permet de faire échec soit à un refus explicite de l'administration, soit à la carence de celle-ci.

- *L'action générale tendant à l'obtention d'une prestation (Leistungsklage : §§ 43 al. 2, 111, 113 al. 4 et 169 al. 2) tend à obtenir de l'administration une prestation (autre que l'émission d'un acte administratif individuel), qu'il s'agisse d'une action déterminée, du versement d'une somme d'argent, voire même de prévenir un comportement futur de l'administration.*
- *L'action déclaratoire (Feststellungsklage : § 43) : elle tend à la constatation de l'existence ou de la non-existence d'un rapport de droit, ou encore de l'inexistence d'un acte administratif individuel. Cette action n'est ouverte qu'en l'absence d'autres voies de recours et est soumise à la condition restrictive de l'existence d'un intérêt légitime du requérant.*
- *L'action en contrôle abstrait des normes infra-législatives (Normenkontrollantrag : § 47) constitue le seul type de recours tendant à assurer un contrôle objectif de la légalité de l'activité réglementaire de l'administration (certains règlements locaux et décrets réglementaires dans le secteur de la construction et, pour le reste, dans la mesure et dans les conditions fixées par le droit du Land).*
- *Les recours tendant à la suspension d'un acte administratif individuel ou à la remise en vigueur d'un acte suspendu (Aussetzung der Vollziehung / Anordnung der Vollziehbarkeit eines Verwaltungsakts : §§ 80 al. 5, 80a al. 3).*
- *Les recours en édition d'une ordonnance de référé (Antrag auf Erlaß einer einstweiligen Anordnung : § 123).*
- *Les recours tendant à l'exécution d'un jugement (Rechtsbehelfe im Vollstreckungsverfahren : § 167 et s.).*

B. Les caractéristiques principales du contentieux administratif allemand peuvent être résumées comme suit, en s'inspirant de l'un des commentateurs les plus connus de cette loi (Ferdinand Kopp, *Verwaltungsverfahrensgesetz / Verwaltungsgerichtsordnung*, série : "Beck-Texte im dtv", 20^{ème} éd. 1994) :

- Le requérant, le défendeur, la personne appelée en cause et le représentant de l'intérêt général sont les parties à la procédure (§ 63). Ont la capacité nécessaire : les personnes physiques et morales, les groupements - dans la mesure où ils peuvent être titulaires d'un droit - et les autorités administratives - dans la mesure où le droit du Land en dispose ainsi - (§ 61). Le ministère d'avocat n'est requis à proprement parler que devant la Cour fédérale administrative (§ 67).
- Le principe constitutionnel selon lequel nul ne doit être soustrait à son juge légal (art. 101 I 2 LF) est concrétisé par les dispositions de compétence *ratione materiae* et *ratione loci* (§§ 45-53).
- Les dispositions de procédure sont impératives et ne laissent qu'une place très limitée à l'initiative du tribunal.

VI

- Les débats sont oraux et publics. La procédure se déroule devant les juges qui rendront le jugement (§§ 96, 101 et s.).
- L'impartialité des juges et des autres personnes participant à la procédure (experts, traducteurs) est garantie par les possibilités d'exclusion et de récusation (§§ 54, 138 n° 2).
- Les parties ont la maîtrise des moments clés de la procédure, qu'il s'agisse d'introduire un recours, de le modifier, de fixer l'objet du litige ou de transiger (§§ 81 et s., 91 et s., 160).
- La procédure est inquisitoire, en ce sens que le tribunal recherche de son propre chef la vérité matérielle. Les parties sont invitées à collaborer à l'action du tribunal (§ 86).
- La procédure doit être menée de manière à permettre un règlement rapide du litige, si possible en une seule séance de débats oraux (§ 87).
- Les parties ont le droit d'être entendues et de consulter les pièces du dossier en possession du tribunal (§§ 108, 100 et s.).
- Les jugements doivent être motivés par écrit (§§ 108 et 117).
- Les jugements ne produisent effet qu'après prononcé et signification (§ 116).
- Les voies de réformation d'un jugement sont l'appel (§§ 124-131) et la révision (§§ 132-145) ; contre les arrêts et autres décisions du tribunal, la voie de réformation est normalement le pourvoi (*Beschwerde*, §§ 146-152). L'exercice d'une voie de réformation ne peut conduire à une aggravation de la situation de son auteur (pas de *reformatio in pejus*!).
- La reprise de la procédure (§ 153) est possible dans des conditions analogues à celles de la procédure civile.
- L'exécution des décisions de la justice administrative (§§ 167 et s.) est organisée de manière très proche de celle des actes administratifs individuels.
- La charge des dépens (§§ 154-166) obéit aux mêmes principes que dans le procès civil. Elle pèse normalement sur la partie qui succombe.
- L'aide juridictionnelle (ex-assistance judiciaire) est également réglée par référence à la procédure civile (§ 166) ; en matière sociale, la gratuité est la règle (§ 188).

*

Une traduction due à M. Pierre Chenut de cette loi du 21 janvier 1960 sur la juridiction administrative avait été publiée en 1976 par M. Michel Fromont, sous l'égide du Centre français de droit comparé. Malheureusement rapidement frappée d'obsolétesse par les multiples modifications intervenues depuis lors, cette traduction était de surcroît devenue pratiquement introuvable.

C'est pourquoi dans le cadre de sa politique de diffusion des informations sur le droit allemand, soit sous la forme de sa banque de données bibliographiques BIJUS, soit sous celle de mise à disposition des grands textes du droit public allemand, le **Centre d'Etudes Juridiques Françaises** de l'**Université de la Sarre** a pris l'initiative de procéder à une nouvelle traduction de cette loi, qui vient s'insérer entre celles de la loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale, du traité d'Union et de la loi sur la procédure administrative non-contentieuse (à paraître en 1995), sans oublier bien sûr celle de la Loi fondamentale, réalisée par Chr. Autexier, J.-F. Flausse, M. Fromont, C. Grewe, O. Jouanjan et P. Koenig, publiée en 1992 et 1995 par l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral.

La présente traduction a été soigneusement coordonnée avec ces autres textes ; la responsabilité essentielle de ce travail, ingrat mais indispensable, incombe à Mlle Anne Cathaly. Ont également concouru au travail de traduction les autres collaborateurs de la chaire de droit public français de l'Université de la Sarre et notamment Odile Fillacier, Bernhard Gemmel et Barbara Genius-Devime.

Christian Autexier

Anne Cathaly

Christian AUTEXIER, Professeur des Universités,
Directeur du Centre d'Etudes Juridiques Françaises de l'Université de la Sarre

Anne CATHALY, Maître en droit, certifiée d'Etudes européennes de l'Europa-Institut de l'Université de la Sarre,
Assistante à la chaire de droit public français de l'Université de la Sarre

Adresse professionnelle : Centre d'Etudes Juridiques Françaises
Universität des Saarlandes
Postfach 15 11 50
D 66041 SAARBRÜCKEN

Tél. : (49.681) 302 2185
Fax. : (49.681) 302 4668
E-mail : bijus@rz.uni-sb.de

VERWALTUNGSGERICHTSORDNUNG (VwGO)

In der Fassung der Bekanntmachung vom 19. März 1991 (BGBI. I S. 686), geänd. durch Art. 3 G zur Neuregelung des Asylverfahrens v. 26.6.1992 (BGBI. I S. 1126), Art. 9 G zur Entlastung der Rechtspflege v. 11.1.1993 (BGBI. I S. 50), Art. 5 Fünftes G zur Änd. d. G. über das Bundesverfassungsgericht v. 2.8.1993 (BGBI. I S. 1442), Art. 7 PlanungsvereinfachungsG. v. 17.12.1993 (BGBI. I S. 2123) und Art. 7 G zur Änd. d. Rechtspflegegesetzes und anderer Gesetze v. 24.6.1994 (BGBI. I S. 1374).

(BGBI. III 340-1)

LOI DU 21 JANVIER 1960 SUR LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Dans la version publiée le 19 mars 1991 (BGBI. I p. 686), modifiée par l'article 3 de la loi du 26 juin 1992 portant refonte de la procédure d'asile (BGBI. I p. 1126), par l'article 9 de la loi du 11 janvier 1993 tendant à remédier à la saturation de la justice (BGBI. I p. 50), par l'article 5 de la cinquième loi portant modification de la loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale (loi du 2 août 1993, BGBI. I p. 1442), par l'article 7 de la loi du 17 décembre 1993 tendant à la simplification de la planification d'infrastructures (BGBI. I p. 2123) et par l'article 7 de la loi du 24 juin 1994 portant modification de la loi sur l'administration de la justice et de diverses autres lois (BGBI. I p. 1374).

INHALTSÜBERSICHT

Teil I: Gerichtsverfassung

§§:

1. Abschnitt: Gerichte	1-14
2. Abschnitt: Richter	15-18
3. Abschnitt: Ehrenamtliche Richter	19-34
4. Abschnitt: Vertreter des öffentlichen Interesses	35-37
5. Abschnitt: Gerichtsverwaltung	38-39
6. Abschnitt: Verwaltungsrechtsweg und Zuständigkeit	40-53

Teil II: Verfahren

7. Abschnitt: Allgemeine Verfahrensvorschriften	54-67a
8. Abschnitt: Besondere Vorschriften für Anfechtungs- und Verpflichtungsklagen	68-80a
9. Abschnitt: Verfahren im ersten Rechtszug	81-106
10. Abschnitt: Urteile und andere Entscheidungen	107-122
11. Abschnitt: Einstweilige Anordnung	123

Teil III: Rechtsmittel und Wiederaufnahme des Verfahrens

12. Abschnitt: Berufung	124-131
13. Abschnitt: Revision	132-145
14. Abschnitt: Beschwerde	146-152
15. Abschnitt: Wiederaufnahme des Verfahrens	153

Teil IV: Kosten und Vollstreckung

16. Abschnitt: Kosten	154-166
17. Abschnitt: Vollstreckung	167-172

Teil V: Schluß- und Übergangsbestimmungen

173-195

SOMMAIRE

Première Partie : Organisation des tribunaux

§§ :

Section 1 : Les tribunaux	1 à 14
Section 2 : Les juges	15 à 18
Section 3 : Les juges non-professionnels	19 à 34
Section 4 : Les représentants de l'intérêt général	35 à 37
Section 5 : L'administration du tribunal	38 à 39
Section 6 : La voie du contentieux administratif, compétence	40 à 53

Deuxième Partie : Procédure

Section 7 : Dispositions générales de procédure	54 à 67
Section 8 : Dispositions spéciales aux actions en annulation et aux actions tendant à l'émission d'un acte administratif individuel	68 à 80
Section 9 : Procédure en première instance	81 à 106
Section 10 : Jugements et autres décisions	107 à 122
Section 11 : Ordonnances de référé	123

Troisième Partie : Voies de réformation et reprise de la procédure

Section 12 : L'appel	124 à 131
Section 13 : La révision	132 à 145
Section 14 : Le pourvoi	146 à 152
Section 15 : La reprise de la procédure	153

Quatrième Partie : Dépens et exécution du jugement

Section 16 : Dépens	154 à 166
Section 17 : Exécution du jugement	167 à 172

Cinquième Partie : Dispositions transitoires et finales

173 à 195

**TEIL:
GERICHTSVERFASSUNG**

**1. Abschnitt:
Gerichte**

§ 1 [Unabhängigkeit der Verwaltungsgerichte] Die Verwaltungsgerichtsbarkeit wird durch unabhängige, von den Verwaltungsbehörden getrennte Gerichte ausgeübt.

§ 2 [Gerichte und Instanzen der Verwaltungsgerichtsbarkeit] Es sind im Rahmen der allgemeinen Verwaltungsgerichtsbarkeit zu errichten in den Ländern Verwaltungsgerichte und das Oberverwaltungsgericht, im Bund das Bundesverwaltungsgericht mit dem Sitz in Berlin.

§ 3 [Gerichtsorganisation] (1) Durch Gesetz werden angeordnet

1. die Errichtung und Aufhebung eines Verwaltungsgerichts oder eines Oberverwaltungsgerichts,
2. die Verlegung eines Gerichtssitzes,
3. Änderungen in der Abgrenzung der Gerichtsbezirke,
4. die Zuweisung einzelner Sachgebiete an ein Verwaltungsgericht für die Bezirke mehrerer Verwaltungsgerichte,
5. die Errichtung einzelner Kammern des Verwaltungsgerichts oder einzelner Senate des Oberverwaltungsgerichts an anderen Orten,
6. der Übergang anhängiger Verfahren auf ein anderes Gericht bei Maßnahmen nach den Nummern 1, 3 und 4, wenn sich die Zuständigkeit nicht nach den bisher geltenden Vorschriften richten soll.

(2) Mehrere Länder können die Errichtung eines gemeinsamen Gerichts oder gemeinsamer Spruchkörper eines Gerichts oder die Ausdehnung von Gerichtsbezirken über die Landesgrenzen hinaus, auch für einzelne Sachgebiete, vereinbaren.

§ 4 [Präsidium und Geschäftsverteilung] Für die Gerichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit gelten die Vorschriften des zweiten Titels des Gerichtsverfassungsgesetzes entsprechend.

§ 5 [Besetzung und Gliederung der VG] (1) Das Verwaltungsgericht besteht aus dem Präsidenten und aus den Vorsitzenden Richtern und weiteren Richtern in erforderlicher Anzahl.

(2) Bei dem Verwaltungsgericht werden Kammern gebildet.

PREMIÈRE PARTIE : ORGANISATION DES TRIBUNAUX

Section 1 : Les tribunaux

§ 1 [Indépendance des tribunaux administratifs] La juridiction administrative est exercée par des tribunaux indépendants, distincts des autorités administratives.

§ 2 [Tribunaux et degrés de la juridiction administrative] Au titre de la juridiction administrative de droit commun, il sera créé dans le cadre des *Länder* des tribunaux administratifs (*Verwaltungsgericht*) et un tribunal administratif supérieur (*Oberverwaltungsgericht*), dans le cadre de la Fédération la Cour fédérale administrative (*Bundesverwaltungsgericht*) ayant son siège à Berlin.

§ 3 [Organisation des tribunaux] (1) La loi fixe :

1. la création et la suppression d'un tribunal administratif ou d'un tribunal administratif supérieur,
2. le transfert du siège d'un tribunal,
3. les modifications des limites des ressorts territoriaux des tribunaux,
4. l'attribution de certaines catégories d'affaires à un seul tribunal administratif pour les ressorts territoriaux de plusieurs tribunaux,
5. la création délocalisée de certaines sections (*Kammer*) d'un tribunal administratif ou de certaines chambres (*Senat*) d'un tribunal administratif supérieur,
6. le transfert de procédures pendantes à un autre tribunal, au cas de mesures prises en vertu des n° 1, 3 et 4, si la compétence n'est plus celle découlant des dispositions antérieures.

(2) Plusieurs *Länder* peuvent convenir de créer un tribunal commun ou des formations de jugement communes au sein d'un tribunal, ou d'étendre les ressorts territoriaux de tribunaux au-delà des limites d'un *Land*, y compris pour des catégories particulières d'affaires.

§ 4 [Conférence des présidents (*Präsidium*) et répartition des affaires] Les dispositions du titre deux de la loi sur l'organisation judiciaire s'appliquent par analogie aux tribunaux de la juridiction administrative.

§ 5 [Composition et structure des tribunaux administratifs] (1) Le tribunal administratif se compose du président, des présidents de sections et d'autres juges en nombre requis.

(2) Des sections sont constituées au sein du tribunal administratif.

(3) ¹Die Kammer des Verwaltungsgerichts entscheidet in der Besetzung von drei Richtern und zwei ehrenamtlichen Richtern, soweit nicht ein Einzelrichter entscheidet. ²Bei Beschlüssen außerhalb der mündlichen Verhandlung und bei Gerichtsbescheiden (§ 84) wirken die ehrenamtlichen Richter nicht mit.

§ 6 [Übertragung auf Einzelrichter, Rückübertragung auf die Kammer]

(1) ¹Die Kammer soll in der Regel den Rechtsstreit einem ihrer Mitglieder als Einzelrichter zur Entscheidung übertragen, wenn

1. die Sache keine besonderen Schwierigkeiten tatsächlicher oder rechtlicher Art aufweist und
2. die Rechtssache keine grundsätzliche Bedeutung hat.

²Ein Richter auf Probe darf im ersten Jahr nach seiner Ernennung nicht Einzelrichter sein.

(2) Der Rechtsstreit darf dem Einzelrichter nicht übertragen werden, wenn bereits vor der Kammer mündlich verhandelt worden ist, es sei denn, daß inzwischen ein Vorbehalts-, Teil- oder Zwischenurteil ergangen ist.

(3) ¹Der Einzelrichter kann nach Anhörung der Beteiligten den Rechtsstreit auf die Kammer zurückübertragen, wenn sich aus einer wesentlichen Änderung der Prozeßlage ergibt, daß die Rechtssache grundsätzliche Bedeutung hat oder die Sache besondere Schwierigkeiten tatsächlicher oder rechtlicher Art aufweist. ²Eine erneute Übertragung auf den Einzelrichter ist ausgeschlossen.

(4) ¹Beschlüsse nach den Absätzen 1 und 3 sind unanfechtbar. ²Auf eine unterlassene Übertragung kann ein Rechtsbehelf nicht gestützt werden.

§§ 7 bis 8 (weggefallen)

§ 9 [Besetzung und Gliederung der OVG] (1) Das Oberverwaltungsgericht besteht aus dem Präsidenten und aus den Vorsitzenden Richtern und weiteren Richtern in erforderlicher Anzahl.

(2) Bei dem Oberverwaltungsgericht werden Senate gebildet.

(3) ¹Die Senate des Oberverwaltungsgerichts entscheiden in der Besetzung von drei Richtern; die Landesgesetzgebung kann vorsehen, daß die Senate in der Besetzung von fünf Richtern entscheiden, von denen zwei auch ehrenamtliche Richter sein können. ²Für die Fälle des § 48 Abs. 1 kann auch vorgesehen werden, daß die Senate in der Besetzung von fünf Richtern und zwei ehrenamtlichen Richtern entscheiden.

(3) ¹Chaque section du tribunal administratif statue à effectif de trois juges et deux juges non-professionnels, sauf s'il est statué par un juge unique. ²Les juges non-professionnels ne concourent ni aux arrêts rendus en dehors de débats oraux, ni aux décisions en forme simplifiée (article 84).

§ 6 [Transmission à un juge unique, retransmission à la section] (1) ¹En règle générale, la section doit transmettre le litige à un de ses membres, statuant comme juge unique, lorsque :

1. l'affaire ne présente pas de difficultés particulières, ni en fait, ni en droit, et que
2. l'affaire n'a pas de portée de principe.

²Un juge stagiaire ne peut être juge unique dans l'année qui suit sa nomination.

(2) Si des débats oraux ont déjà eu lieu devant la section, le litige ne peut être transmis au juge unique, à moins que n'ait été rendu entre-temps un jugement sous réserve, un jugement partiel ou un jugement incident.

(3) ¹Après avoir entendu les parties, le juge unique peut retransmettre le litige à la section, s'il résulte d'une modification essentielle des données du procès que l'affaire a une portée de principe ou présente des difficultés particulières en fait ou en droit. ²Il n'est alors plus possible de transmettre à nouveau l'affaire au juge unique.

(4) ¹Les arrêts rendus en vertu des alinéas 1 et 3 sont insusceptibles de recours. ²Une omission de transmission ne peut servir de fondement à une voie de recours.

§§ 7 et 8 (abrogés)

§ 9 [Composition et structure des tribunaux administratifs supérieurs] (1) Le tribunal administratif supérieur se compose du président, des présidents de chambres et d'autres juges en nombre requis.

(2) Des chambres sont constituées au sein du tribunal administratif supérieur.

(3) ¹Les chambres du tribunal administratif supérieur statuent à effectif de trois juges ; la législation des *Länder* peut prévoir que les chambres statuent à effectif de cinq juges, deux d'entre eux pouvant également être des juges non-professionnels. ²Pour les cas visés au § 48, al. 1, il peut être également prévu que les chambres statuent à effectif de cinq juges et deux juges non-professionnels.

§ 10 [Besetzung und Gliederung des BVerwG] (1) Das Bundesverwaltungsgericht besteht aus dem Präsidenten und aus den Vorsitzenden Richtern und weiteren Richtern in erforderlicher Anzahl.

(2) Bei dem Bundesverwaltungsgericht werden Senate gebildet.

(3) Die Senate des Bundesverwaltungsgerichts entscheiden in der Besetzung von fünf Richtern, bei Beschlüssen außerhalb der mündlichen Verhandlung in der Besetzung von drei Richtern.

§ 11 [Großer Senat beim BVerwG] (1) Bei dem Bundesverwaltungsgericht wird ein Großer Senat gebildet.

(2) Der Große Senat entscheidet, wenn ein Senat in einer Rechtsfrage von der Entscheidung eines anderen Senats oder des Großen Senats abweichen will.

(3) ¹Eine Vorlage an den Großen Senat ist nur zulässig, wenn der Senat, von dessen Entscheidung abgewichen werden soll, auf Anfrage des erkennenden Senats erklärt hat, daß er an seiner Rechtsauffassung festhält. ²Kann der Senat, von dessen Entscheidung abgewichen werden soll, wegen einer Änderung des Geschäftsverteilungsplanes mit der Rechtsfrage nicht mehr befaßt werden, tritt der Senat an seine Stelle, der nach dem Geschäftsverteilungsplan für den Fall, in dem abweichend entschieden wurde, nunmehr zuständig wäre. ³Über die Anfrage und die Antwort entscheidet der jeweilige Senat durch Beschuß in der für Urteile erforderlichen Besetzung.

(4) Der erkennende Senat kann eine Frage von grundsätzlicher Bedeutung dem Großen Senat zur Entscheidung vorlegen, wenn das nach seiner Auffassung zur Fortbildung des Rechts oder zur Sicherung einer einheitlichen Rechtsprechung erforderlich ist.

(5) ¹Der Große Senat besteht aus dem Präsidenten und je einem Richter der Revisionssenate, in denen der Präsident nicht den Vorsitz führt. ²Legt ein anderer als ein Revisionssenat vor oder soll von dessen Entscheidung abgewichen werden, ist auch ein Mitglied dieses Senats im Großen Senat vertreten. ³Bei einer Verhinderung des Präsidenten tritt ein Richter des Senats, dem er angehört, an seine Stelle.

(6) ¹Die Mitglieder und die Vertreter werden durch das Präsidium für ein Geschäftsjahr bestellt. ²Das gilt auch für das Mitglied eines anderen Senats nach Absatz 5 Satz 2 und für seinen Vertreter. ³Den Vorsitz im Großen Senat führt der Präsident, bei Verhinderung das dienstälteste Mitglied. ⁴Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 10 [Composition et structure de la Cour fédérale administrative] (1) La Cour fédérale administrative se compose du président, des présidents de chambres et d'autres juges en nombre requis.

(2) Des chambres sont constituées au sein de la Cour fédérale administrative.

(3) Les chambres de la Cour fédérale administrative statuent à effectif de cinq juges, et à effectif de trois juges pour les arrêts rendus en dehors de débats oraux.

§ 11 [Chambre plénière au sein de la Cour fédérale administrative (*Großer Senat*)] (1) Une chambre plénière (*Großer Senat*) est constituée au sein de la Cour fédérale administrative.

(2) La chambre plénière statue quand, sur un point de droit, une chambre entend s'écartier de la décision d'une autre chambre ou de la chambre plénière.

(3) ¹Un renvoi à la chambre plénière n'est admissible que si, sur la demande de la chambre saisie au fond, la chambre qui a rendu la décision dont il est envisagé de s'écartier a déclaré maintenir sa position. ²Si la chambre qui a rendu la décision dont il est envisagé de s'écartier ne peut plus être saisie du point de droit en raison d'une modification du plan de répartition des affaires, s'y substitue la chambre qui, selon le plan de répartition des affaires, serait désormais compétente pour connaître de l'affaire dans laquelle la décision divergente a été rendue. ³Les chambres statuent respectivement sur la question et sur la réponse par voie d'arrêt, à l'effectif requis pour les jugements.

(4) La chambre saisie au fond peut renvoyer à la chambre plénière une question de principe, si elle l'estime nécessaire pour le perfectionnement du droit ou le maintien de l'unité de la jurisprudence.

(5) ¹La chambre plénière se compose du président et d'un juge par chambre de révision dont le président n'assure pas la présidence. ²Si la chambre qui effectue le renvoi ou qui a rendu la décision dont il est envisagé de s'écartier n'est pas une chambre de révision, un membre de cette chambre participe également à la chambre plénière. ³En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par un juge de la chambre dont il fait partie.

(6) ¹Les membres et les suppléants sont désignés pour une année judiciaire par la conférence des présidents. ²Ceci s'applique également au membre d'une autre chambre visée à l'alinéa 5, 2^{ème} phrase ainsi qu'à son suppléant. ³La présidence de la chambre plénière est assurée par le président de la Cour fédérale administrative, en cas d'empêchement, par le membre le plus ancien. ⁴En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

(7) ¹Der Große Senat entscheidet nur über die Rechtsfrage. ²Er kann ohne mündliche Verhandlung entscheiden. ³Seine Entscheidung ist in der vorliegenden Sache für den erkennenden Senat bindend.

§ 12 [Großer Senat beim OVG] (1) ¹Die Vorschriften des § 11 gelten für das Oberverwaltungsgericht entsprechend, soweit es über eine Frage des Landesrechts endgültig entscheidet. ²An die Stelle der Revisionssenate treten die nach diesem Gesetz gebildeten Berufungssenate.

(2) Besteht ein Oberverwaltungsgericht nur aus zwei Berufungssenaten, so treten an die Stelle des Großen Senats die Vereinigten Senate.

(3) Durch Landesgesetz kann eine abweichende Zusammensetzung des Großen Senats bestimmt werden.

§ 13 [Geschäftsstelle] ¹Bei jedem Gericht wird eine Geschäftsstelle eingerichtet. ²Sie wird mit der erforderlichen Anzahl von Urkundsbeamten besetzt.

§ 14 [Rechts- und Amtshilfe] Alle Gerichte und Verwaltungsbehörden leisten den Gerichten der Verwaltungsgerichtsbarkeit Rechts- und Amtshilfe.

2. Abschnitt: Richter

§ 15 [Hauptamtliche Richter]. (1) Die Richter werden auf Lebenszeit ernannt, soweit nicht in §§ 16 und 17 Abweichendes bestimmt ist.

(2) (wegefallen)

(3) Die Richter des Bundesverwaltungsgerichts müssen das fünfunddreißigste Lebensjahr vollendet haben.

§ 16 [Richter im Nebenamt] Bei dem Oberverwaltungsgericht und bei dem Verwaltungsgericht können auf Lebenszeit ernannte Richter anderer Gerichte und ordentliche Professoren des Rechts für eine bestimmte Zeit von mindestens zwei Jahren, längstens jedoch für die Dauer ihres Hauptamtes, zu Richtern im Nebenamt ernannt werden.

§ 17 [Richter auf Probe, Richter kraft Auftrags]. Bei den Verwaltungsgerichten können Richter auf Probe oder Richter kraft Auftrags verwendet werden.

§ 18 (gestrichen)

(7) ¹La chambre plénière ne statue que sur le point de droit. ²Elle peut statuer sans débats oraux. ³Sa décision s'impose dans le cas d'espèce à la chambre saisie au fond.

§ 12 [Chambre plénière au sein du tribunal administratif supérieur] (1) ¹Les dispositions du § 11 sont applicables par analogie au tribunal administratif supérieur, dans la mesure où il statue définitivement sur un point de droit du *Land*. ²Les chambres d'appel formées en vertu de cette loi se substituent aux chambres de révision.

(2) Si un tribunal administratif supérieur n'est composé que de deux chambres d'appel, les chambres réunies se substituent à la chambre plénière.

(3) La législation d'un *Land* peut prévoir une composition différente de la chambre plénière.

§ 13 [Greffe] ¹Auprès de tout tribunal est créé un greffe. ²Celui-ci comporte le nombre requis de greffiers.

§ 14 [Entraide judiciaire et administrative] Tous les tribunaux et autorités administratives apportent entraide judiciaire et administrative aux tribunaux de la juridiction administrative.

Section 2 : Les juges

§ 15 [Juges à titre principal] (1) Les juges sont nommés à vie, sauf les dispositions contraires des §§ 16 et 17.

(2) (abrogé)

(3) Les juges de la Cour fédérale administrative doivent avoir atteint l'âge de trente cinq ans révolus.

§ 16 [Juges vacataires] Des juges d'autres tribunaux, nommés à vie, et des professeurs de droit titulaires peuvent être nommés juges vacataires auprès d'un tribunal administratif supérieur et auprès d'un tribunal administratif pour une période déterminée de deux ans au moins mais ne pouvant excéder la durée de leur fonction principale.

§ 17 [Juges stagiaires, juges commis] Des juges stagiaires ou des juges commis peuvent être employés auprès des tribunaux administratifs.

§ 18 (abrogé)

3. Abschnitt: Ehrenamtliche Richter

§ 19 [Aufgaben] Der ehrenamtliche Richter wirkt bei der mündlichen Verhandlung und der Urteilsfindung mit gleichen Rechten wie der Richter mit.

§ 20 [Voraussetzungen der Berufung] ¹Der ehrenamtliche Richter muß Deutscher sein. ²Er soll das dreißigste Lebensjahr vollendet und während des letzten Jahres vor seiner Wahl seinen Wohnsitz innerhalb des Gerichtsbezirks gehabt haben.

§ 21 [Ausschluß vom Ehrenamt] Vom Amt des ehrenamtlichen Richters sind ausgeschlossen

1. Personen, die infolge Richterspruchs die Fähigkeit zur Bekleidung öffentlicher Ämter nicht besitzen oder wegen einer vorsätzlichen Tat zu einer Freiheitsstrafe von mehr als sechs Monaten verurteilt worden sind,
2. Personen, gegen die Anklage wegen einer Tat erhoben ist, die den Verlust der Fähigkeit zur Bekleidung öffentlicher Ämter zur Folge haben kann,
3. Personen, die durch gerichtliche Anordnung in der Verfügung über ihr Vermögen beschränkt sind,
4. Personen, die nicht das Wahlrecht zu den gesetzgebenden Körperschaften des Landes besitzen.

§ 22 [Hinderungsgründe für Laienbeisitzer] Zu ehrenamtlichen Richtern können nicht berufen werden

1. Mitglieder des Bundestages, des Europäischen Parlaments, der gesetzgebenden Körperschaften eines Landes, der Bundesregierung oder einer Landesregierung,
2. Richter,
3. Beamte und Angestellte im öffentlichen Dienst, soweit sie nicht ehrenamtlich tätig sind,
4. Berufssoldaten und Soldaten auf Zeit,
- 4a.berufsmäßige Angehörige und Angehörige auf Zeit des Zivilschutzkorps,
5. Rechtsanwälte, Notare und Personen, die fremde Rechtsangelegenheiten geschäftsmäßig besorgen.

Section 3 : Les juges non-professionnels

§ 19 [Missions] Le juge non-professionnel concourt aux débats oraux et à l'élaboration des jugements avec des droits égaux à ceux du juge.

§ 20 [Conditions de désignation] ¹Le juge non-professionnel doit être citoyen allemand. ²Il doit avoir atteint l'âge de trente ans révolus et avoir été domicilié dans le ressort du tribunal considéré durant l'année qui précède immédiatement sa désignation.

§ 21 [Impossibilité d'exercer les fonctions de juge non-professionnel] Ne peuvent exercer les fonctions de juge non-professionnel :

1. les personnes qui, par suite d'une décision de justice, ne possèdent pas l'aptitude à remplir des fonctions publiques ou ont été condamnées pour un acte commis de propos délibéré à une peine privative de liberté de plus de six mois,
2. les personnes contre lesquelles est introduite une action en justice en raison d'un acte pouvant avoir pour conséquence la déchéance de l'aptitude à remplir des fonctions publiques,
3. les personnes qui, en vertu d'une ordonnance judiciaire, font l'objet de mesures restrictives quant à la disposition de leur patrimoine,
4. les personnes qui ne possèdent pas le droit de vote aux assemblées législatives du *Land*.

§ 22 [Motifs d'empêchement particuliers aux assesseurs non-professionnels]
Ne peuvent être désignés comme juges non-professionnels :

1. les membres du *Bundestag*, du Parlement européen, des assemblées législatives d'un *Land*, du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement de *Land*,
2. les juges professionnels,
3. les fonctionnaires et employés du service public, dans la mesure où ils n'exercent pas leurs fonctions à titre non-professionnel,
4. les militaires de carrière et les militaires servant en vertu d'un engagement à temps,
- 4a. les membres à titre professionnel du corps de la protection civile et les membres de ce service en vertu d'un engagement à temps,
5. les avocats, notaires et personnes traitant à titre professionnel de questions juridiques concernant des tiers.

§ 23 [Ablehnungsrecht] (1) Die Berufung zum Amt des ehrenamtlichen Richters dürfen ablehnen

1. Geistliche und Religionsdiener,
2. Schöffen und andere ehrenamtliche Richter
3. Personen, die acht Jahre lang als ehrenamtliche Richter bei Gerichten der allgemeinen Verwaltungsgerichtsbarkeit tätig gewesen sind,
4. Ärzte, Krankenpfleger, Hebammen,
5. Apotheker, die keine Gehilfen haben,
6. Personen, die das fünfundsechzigste Lebensjahr vollendet haben.

(2) In besonderen Härtefällen kann außerdem auf Antrag von der Übernahme des Amtes befreit werden.

§ 24 [Entbindung vom Ehrenamt] (1) Ein ehrenamtlicher Richter ist von seinem Amt zu entbinden, wenn er

1. nach §§ 20 bis 22 nicht berufen werden konnte oder nicht mehr berufen werden kann oder
2. seine Amtspflichten gröblich verletzt hat oder
3. einen Ablehnungsgrund nach § 23 Abs. 1 geltend macht oder
4. die zur Ausübung seines Amtes erforderlichen geistigen oder körperlichen Fähigkeiten nicht mehr besitzt oder
5. seinen Wohnsitz im Gerichtsbezirk aufgibt.

(2) In besonderen Härtefällen kann außerdem auf Antrag von der weiteren Ausübung des Amtes entbunden werden.

(3) ¹Die Entscheidung trifft ein Senat des Oberverwaltungsgerichts in den Fällen des Absatzes 1 Nr. 1, 2 und 4 auf Antrag des Präsidenten des Verwaltungsgerichts, in den Fällen des Absatzes 1 Nr. 3 und 5 und des Absatzes 2 auf Antrag des ehrenamtlichen Richters. ²Die Entscheidung ergeht durch Beschuß nach Anhörung des ehrenamtlichen Richters. ³Sie ist unanfechtbar.

(4) Absatz 3 gilt entsprechend in den Fällen des § 23 Abs. 2.

(5) Auf Antrag des ehrenamtlichen Richters ist die Entscheidung nach Absatz 3 von dem Senat des Oberverwaltungsgerichts aufzuheben, wenn Anklage nach § 21 Nr. 2 erhoben war und der Angeklagte rechtskräftig außer Verfolgung gesetzt oder freigesprochen worden ist.

§ 25 [Wahlperiode] Die ehrenamtlichen Richter werden auf vier Jahre gewählt.

§ 23 [Droit de décliner la désignation comme juge non-professionnel] (1)

Peuvent décliner leur désignation aux fonctions de juge non-professionnel :

1. les ministres des cultes et des confessions religieuses,
2. les échevins et autres juges non-professionnels,
3. les personnes ayant exercé pendant une durée de huit ans les fonctions de juge non-professionnel auprès des tribunaux de la juridiction administrative de droit commun,
4. les médecins, infirmiers, sages-femmes,
5. les pharmaciens n'ayant pas de préparateurs,
6. les personnes ayant atteint l'âge de soixante cinq ans révolus.

(2) En outre, une dispense d'exercer cette fonction peut être accordée, sur requête, dans des situations de particulière dureté.

§ 24 [Décharge des fonctions de juge non-professionnel] (1) Un juge non-professionnel doit être déchargé de sa fonction :

1. si, en vertu des §§ 20 à 22, il ne pouvait ou ne peut plus faire l'objet d'une désignation,
2. s'il a violé de manière grave les devoirs de la fonction,
3. s'il invoque un motif de déclinement prévu par le § 23, al. 1^{er},
4. s'il ne possède plus les aptitudes intellectuelles ou physiques nécessaires à l'exercice de sa fonction,
5. s'il cesse d'être domicilié dans le ressort du tribunal.

(2) En outre, l'intéressé peut, sur sa requête, être déchargé de sa fonction, dans des situations de particulière dureté.

(3) ¹La décision est prise par une chambre du tribunal administratif supérieur, sur requête du président du tribunal administratif dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} n^o. 1, 2 et 4 sur requête du juge non-professionnel dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} n^o. 3 et 5 et à l'alinéa 2.²La décision est rendue par voie d'arrêt après audition du juge non-professionnel.³Elle est insusceptible de recours.

(4) L'alinéa 3 est applicable par analogie dans les cas visés au § 23, al. 2.

(5) Une décision rendue en vertu de l'alinéa 3 doit être annulée par la chambre du tribunal administratif supérieur sur requête du juge non-professionnel, lorsqu'une action en justice visée au § 21 n^o 2 a été intentée et que l'inculpé a bénéficié d'un non-lieu ou d'un acquittement par une décision ayant force de chose jugée.

§ 25 [Durée des fonctions de juge non-professionnel] Les juges non-professionnels sont élus pour quatre ans.

§ 26 [Wahlausschuß] (1) Bei jedem Verwaltungsgericht wird ein Ausschuß zur Wahl der ehrenamtlichen Richter bestellt.

(2) ¹Der Ausschuß besteht aus dem Präsidenten des Verwaltungsgerichts als Vorsitzendem, einem von der Landesregierung bestimmten Verwaltungsbeamten und sieben Vertrauensleuten als Beisitzern. ²Die Vertrauensleute, ferner sieben Vertreter werden aus den Einwohnern des Verwaltungsgerichtsbezirks vom Landtag oder von einem durch ihn bestimmten Landtagsausschuß oder nach Maßgabe eines Landesgesetzes gewählt. ³Sie müssen die Voraussetzungen zur Berufung als ehrenamtliche Richter erfüllen. ⁴Die Landesregierungen werden ermächtigt, durch Rechtsverordnung die Zuständigkeit für die Bestimmung des Verwaltungsbeamten abweichend von Satz 1 zu regeln. ⁵Sie können diese Ermächtigung auf oberste Landesbehörden übertragen.

(3) Der Ausschuß ist beschlußfähig, wenn wenigstens der Vorsitzende, der Verwaltungsbeamte und drei Vertrauensleute anwesend sind.

§ 27 [Zahl der ehrenamtlichen Richter] Die für jedes Verwaltungsgericht erforderliche Zahl von ehrenamtlichen Richtern wird durch den Präsidenten so bestimmt, daß voraussichtlich jeder zu höchstens zwölf ordentlichen Sitzungstagen im Jahr herangezogen wird.

§ 28 [Vorschlagsliste] ¹Die Kreise und kreisfreien Städte stellen in jedem vierten Jahr eine Vorschlagsliste für ehrenamtliche Richter auf. ²Der Ausschuß bestimmt für jeden Kreis und für jede kreisfreie Stadt die Zahl der Personen, die in die Vorschlagsliste aufzunehmen sind. ³Hierbei ist die doppelte Anzahl der nach § 27 erforderlichen ehrenamtlichen Richter zugrunde zu legen. ⁴Für die Aufnahme in die Liste ist die Zustimmung von mindestens zwei Dritteln der gesetzlichen Mitgliederzahl der Vertretungskörperschaft des Kreises oder der kreisfreien Stadt erforderlich. ⁵Die Vorschlagslisten sollen außer dem Namen auch den Geburtsort, den Geburtstag und Beruf des Vorgeschlagenen enthalten; sie sind dem Präsidenten des zuständigen Verwaltungsgerichts zuzusenden.

§ 29 [Wahlverfahren] (1) Der Ausschuß wählt aus den Vorschlagslisten mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der Stimmen die erforderliche Zahl von ehrenamtlichen Richtern.

(2) Bis zur Neuwahl bleiben die bisherigen ehrenamtlichen Richter im Amt.

§ 26 [Commission électorale] (1) Une commission pour l'élection des juges non-professionnels est instituée auprès de chaque tribunal administratif.

(2) ¹La commission se compose du président du tribunal administratif, qui assure la présidence, d'un fonctionnaire de l'administration désigné par le gouvernement du *Land* et de sept personnalités qualifiées siégeant comme assesseurs. ²Les personnalités qualifiées, ainsi que sept suppléants, sont élues par le *Landtag*, ou par une commission du *Landtag* désignée par lui, ou selon les modalités prévues par une loi de *Land*, parmi les personnes domiciliées dans le ressort du tribunal administratif. ³Elles doivent satisfaire aux conditions requises pour être désignées aux fonctions de juge non-professionnel. ⁴Les gouvernements des *Länder* sont autorisés à déroger à la 1^{re} phrase par voie de règlement pour ce qui concerne la désignation du fonctionnaire de l'administration. ⁵Ils peuvent déléguer cette autorisation aux autorités administratives suprêmes d'un *Land*.

(3) La commission peut délibérer valablement si au moins le président, le fonctionnaire de l'administration et trois personnalités qualifiées sont présents.

§ 27 [Nombre de juges non-professionnels] Le nombre de juges non-professionnels requis pour chaque tribunal administratif est fixé par le président de telle manière que chacun d'entre eux soit susceptible d'être appelé à siéger douze jours de session ordinaire par an au maximum.

§ 28 [Liste de propositions] ¹Les arrondissements et les villes assimilées aux arrondissements dressent tous les quatre ans une liste de propositions aux fonctions de juges non-professionnels. ²La commission détermine pour chaque arrondissement et ville assimilée à un arrondissement le nombre des personnes devant être inscrites sur la liste de propositions. ³Doivent y figurer des propositions en nombre double de celui des juges non-professionnels requis en vertu du § 27. ⁴L'inscription sur la liste requiert l'approbation des deux tiers au moins du nombre légal des membres de l'assemblée représentative de l'arrondissement ou de la ville assimilée à un arrondissement. ⁵Les listes de propositions doivent comporter, outre le nom des personnes proposées, leur lieu et date de naissance et leur profession ; elles doivent être adressées au président du tribunal administratif compétent.

§ 29 [Election] (1) A partir des listes de propositions, la commission désigne le nombre requis de juges non-professionnels à la majorité des deux tiers des voix au moins.

(2) Les anciens juges non-professionnels demeurent en fonction jusqu'à la nouvelle élection.

§ 30 [Heranziehung zu Sitzungen, Vertreter] (1) ¹Das Präsidium des Verwaltungsgerichts bestimmt vor Beginn des Geschäftsjahres die Reihenfolge, in der die ehrenamtlichen Richter zu den Sitzungen heranzuziehen sind. ²Für jede Kammer ist eine Liste aufzustellen, die mindestens zwölf Namen enthalten muß.

(2) Für die Heranziehung von Vertretern bei unvorhergesehener Verhinderung kann eine Hilfsliste aus ehrenamtlichen Richtern aufgestellt werden, die am Gerichtssitz oder in seiner Nähe wohnen.

§ 31 (weggefallen)

§ 32 [Entschädigung] Der ehrenamtliche Richter und der Vertrauensmann (§ 26) erhalten eine Entschädigung nach dem Gesetz über die Entschädigung der ehrenamtlichen Richter.

§ 33 [Ordnungsgeld] (1) ¹Gegen einen ehrenamtlichen Richter, der sich ohne genügende Entschuldigung zu einer Sitzung nicht rechtzeitig einfindet oder der sich seinen Pflichten auf andere Weise entzieht, kann ein Ordnungsgeld festgesetzt werden. ²Zugleich können ihm die durch sein Verhalten verursachten Kosten auferlegt werden.

(2) ¹Die Entscheidung trifft der Vorsitzende. ²Bei nachträglicher Entschuldigung kann er sie ganz oder zum Teil aufheben.

§ 34 [Ehrenamtliche Richter beim OVG] §§ 19 bis 33 gelten für die ehrenamtlichen Richter bei dem Oberverwaltungsgericht entsprechend, wenn die Landesgesetzgebung bestimmt hat, daß bei diesem Gericht ehrenamtliche Richter mitwirken.

4. Abschnitt:
Vertreter des öffentlichen Interesses

§ 35 [Oberbundesanwalt] (1) ¹Bei dem Bundesverwaltungsgericht wird ein Oberbundesanwalt bestellt. ²Dieser kann sich zur Wahrung des öffentlichen Interesses an jedem Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht beteiligen; dies gilt nicht für Verfahren vor den Disziplinarsenaten und Wehrdienstsenaten. ³Er ist an die Weisungen der Bundesregierung gebunden.

(2) Das Bundesverwaltungsgericht gibt dem Oberbundesanwalt Gelegenheit zur Äußerung.

§ 30 [Convocation aux séances, suppléants] (1) ¹La conférence des présidents du tribunal administratif détermine, avant le début de l'année judiciaire, l'ordre dans lequel les juges non-professionnels seront appelés à siéger. ²Pour chaque section, il doit être dressé une liste comportant au moins douze noms.

(2) Afin d'appeler des suppléants à siéger en cas d'empêchement imprévu, il peut être établi une liste subsidiaire de juges non-professionnels résidant au siège du tribunal ou à proximité de celui-ci.

§ 31 (abrogé)

§ 32 [Indemnisation] Le juge non-professionnel et la personnalité qualifiée visée par le § 26 perçoivent une indemnisation selon la loi sur l'indemnisation des juges non-professionnels.

§ 33 [Amende] (1) ¹Une amende peut être infligée à un juge non-professionnel qui ne se présente pas en temps utile à une séance sans fournir d'excuse valable ou qui se soustrait d'une autre manière à ses devoirs. ²Simultanément, les frais occasionnés par son comportement peuvent être mis à sa charge.

(2) ¹La décision est prise par le président. ²En cas d'excuse ultérieure, il peut l'annuler en tout ou partie.

§ 34 [Juges non-professionnels auprès du tribunal administratif supérieur]
Les §§ 19 à 33 sont applicables par analogie aux juges non-professionnels auprès du tribunal administratif supérieur, si la législation du *Land* prévoit leur concours auprès de ce tribunal.

Section 4 :
Les représentants de l'intérêt général

§ 35 [Procureur général fédéral auprès de la Cour fédérale administrative]
(1) ¹Un procureur général fédéral est institué auprès de la Cour fédérale administrative. ²Celui-ci peut participer à toute procédure devant la Cour fédérale administrative, en vue de la protection de l'intérêt général ; cette règle ne s'applique pas aux procédures se déroulant devant les chambres disciplinaires et les chambres militaires. ³Le procureur général fédéral est lié par les instructions du gouvernement fédéral.

(2) La Cour fédérale administrative donne au procureur général fédéral la possibilité d'exprimer son point de vue.

§ 36 [Vertreter des öffentl. Interesses] (1) ¹Bei dem Oberverwaltungsgericht und bei dem Verwaltungsgericht kann nach Maßgabe einer Rechtsverordnung der Landesregierung ein Vertreter des öffentlichen Interesses bestimmt werden. ²Dabei kann ihm allgemein oder für bestimmte Fälle die Vertretung des Landes oder von Landesbehörden übertragen werden.

(2) § 35 Abs. 2 gilt entsprechend.

§ 37 [Befähigung zum Richteramt] (1) Der Oberbundesanwalt und seine hauptamtlichen Mitarbeiter des höheren Dienstes müssen die Befähigung zum Richteramt haben oder die Voraussetzungen des § 110 Satz 1 des Deutschen Richtergesetzes erfüllen.

(2) Der Vertreter des öffentlichen Interesses bei dem Oberverwaltungsgericht und bei dem Verwaltungsgericht muß die Befähigung zum Richteramt nach dem Deutschen Richtergesetz haben; § 174 bleibt unberührt.

5. Abschnitt: Gerichtsverwaltung

§ 38 [Dienstaufsicht] (1) Der Präsident des Gerichts übt die Dienstaufsicht über die Richter, Beamten, Angestellten und Arbeiter aus.

(2) Übergeordnete Dienstaufsichtsbehörde für das Verwaltungsgericht ist der Präsident des Oberverwaltungsgerichts.

§ 39 [Verwaltungsgeschäfte] Dem Gericht dürfen keine Verwaltungsgeschäfte außerhalb der Gerichtsverwaltung übertragen werden.

6. Abschnitt: Verwaltungsrechtsweg und Zuständigkeit

§ 40 [Zulässigkeit des Verwaltungsrechtsweges] (1) ¹Der Verwaltungsrechtsweg ist in allen öffentlich-rechtlichen Streitigkeiten nichtverfassungsrechtlicher Art gegeben, soweit die Streitigkeiten nicht durch Bundesgesetz einem anderen Gericht ausdrücklich zugewiesen sind. ²Öffentlich-rechtliche Streitigkeiten auf dem Gebiet des Landesrechts können einem anderen Gericht auch durch Landesgesetz zugewiesen werden.

(2) ¹Für vermögensrechtliche Ansprüche aus Aufopferung für das gemeine Wohl und aus öffentlich-rechtlicher Verwahrung sowie für Schadensersatzansprüche aus der Verletzung öffentlich-rechtlicher Pflichten, die nicht auf einem öffentlich-rechtlichen Vertrag beruhen, ist der ordentliche Rechtsweg gegeben. ²Die

§ 36 [Représentant de l'intérêt général] (1) ¹Un représentant de l'intérêt général peut être désigné auprès du tribunal administratif supérieur et auprès du tribunal administratif selon les modalités prévues par règlement du gouvernement du *Land*. ²La charge de représenter le *Land* ou des autorités du *Land*, de manière générale ou dans certains cas, peut lui être déléguée.

(2) Le § 35, al. 2 est applicable par analogie.

§ 37 [Aptitude aux fonctions de juge] (1) Le procureur général fédéral et ses collaborateurs permanents de catégorie A doivent avoir l'aptitude aux fonctions de juge ou satisfaire aux conditions prévues par le § 110, 1^{ère} phrase de la loi sur les juges allemands (*Deutsches Richtergesetz*).

(2) Le représentant de l'intérêt général auprès du tribunal administratif supérieur et auprès du tribunal administratif doit avoir l'aptitude aux fonctions de juge selon la loi sur les juges allemands ; le § 174 n'est pas affecté par ce qui précède.

Section 5 : L'administration du tribunal

§ 38 [Contrôle hiérarchique] (1) Le président du tribunal exerce le contrôle hiérarchique sur les juges, fonctionnaires, employés et ouvriers du tribunal.

(2) L'autorité hiérarchique sur le tribunal administratif est exercée par le président du tribunal administratif supérieur.

§ 39 [Absence d'attributions administratives] En dehors de l'administration du tribunal, aucune attribution d'administration ne peut être confiée à celui-ci.

Section 6 : La voie du contentieux administratif, compétence

§ 40 [Ouverture de la voie du contentieux administratif] (1) ¹La voie du contentieux administratif est ouverte pour tous les litiges de droit public qui ne sont pas de nature constitutionnelle, dans la mesure où la connaissance de ces litiges n'est pas expressément attribuée par une loi fédérale à une autre juridiction. ²Les litiges de droit public relevant du droit des *Länder* peuvent également être attribués à une autre juridiction par la loi d'un *Land*.

(2) ¹Les prétentions de caractère patrimonial résultant d'une charge particulière imposée pour le bien commun ou d'un dépôt de droit public ainsi que les prétentions relatives à des dommages-intérêts fondées sur la violation d'obligations de droit public n'ayant pas leur origine dans un contrat de droit public relèvent de la

besonderen Vorschriften des Beamtenrechts sowie über den Rechtsweg bei Ausgleich von Vermögensnachteilen wegen Rücknahme rechtswidriger Verwaltungsakte bleiben unberührt.

§ 41 (weggefallen)

§ 42 [Anfechtungs- und Verpflichtungsklage] (1) Durch Klage kann die Aufhebung eines Verwaltungsakts (Anfechtungsklage) sowie die Verurteilung zum Erlaß eines abgelehnten oder unterlassenen Verwaltungsakts (Verpflichtungsklage) begehrt werden.

(2) Soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, ist die Klage nur zulässig, wenn der Kläger geltend macht, durch den Verwaltungsakt oder seine Ablehnung oder Unterlassung in seinen Rechten verletzt zu sein.

§ 43 [Feststellungsklage] (1) Durch Klage kann die Feststellung des Bestehens oder Nichtbestehens eines Rechtsverhältnisses oder der Nichtigkeit eines Verwaltungsakts begehrt werden, wenn der Kläger ein berechtigtes Interesse an der baldigen Feststellung hat (Feststellungsklage).

(2) ¹Die Feststellung kann nicht begehrt werden, soweit der Kläger seine Rechte durch Gestaltungs- oder Leistungsklage verfolgen kann oder hätte verfolgen können. ²Dies gilt nicht, wenn die Feststellung der Nichtigkeit eines Verwaltungsakts begehrt wird.

§ 44 [Objektive Klagehäufung] Mehrere Klagebegehren können vom Kläger in einer Klage zusammen verfolgt werden, wenn sie sich gegen denselben Beklagten richten, im Zusammenhang stehen und dasselbe Gericht zuständig ist.

§ 44a [Rechtsbehelfe gegen behördliche Verfahrenshandlungen] ¹Rechtsbehelfe gegen behördliche Verfahrenshandlungen können nur gleichzeitig mit den gegen die Sachentscheidung zulässigen Rechtsbehelfen geltend gemacht werden. ²Dies gilt nicht, wenn behördliche Verfahrenshandlungen vollstreckt werden können oder gegen einen Nichtbeteiligten ergehen.

§ 45 [Sachliche Zuständigkeit] Das Verwaltungsgericht entscheidet im ersten Rechtszug über alle Streitigkeiten, für die der Verwaltungsrechtsweg offensteht.

juridiction ordinaire.² Les dispositions spéciales du droit de la fonction publique ainsi que les dispositions relatives aux voies de droit ouvertes pour la compensation de préjudices pécuniaires dûs au retrait d'actes administratifs individuels irréguliers ne sont pas affectées par ce qui précède.

§ 41 (abrogé)

§ 42 [Action en annulation, action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel] (1) L'annulation d'un acte administratif individuel peut être sollicitée par recours (action en annulation = *Anfechtungsklage*), ainsi que la condamnation à édicter un acte administratif individuel suite au refus ou à l'abstention de l'édicter (action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel = *Verpflichtungsklage*).

(2) Dans la mesure où la loi n'en dispose pas autrement, le recours n'est recevable que si le requérant fait valoir qu'il est lésé dans ses droits par l'acte administratif individuel en cause ou par le refus ou l'abstention de l'édicter.

§ 43 [Action déclaratoire]. (1) La constatation de l'existence ou de la non-existence d'un rapport de droit ou de l'inexistence d'un acte administratif individuel peut être sollicitée par recours, si le requérant a un intérêt légitime à obtenir promptement une telle constatation (action déclaratoire = *Feststellungsklage*).

(2) ¹La constatation ne peut être sollicitée lorsque le requérant peut ou aurait pu agir pour la défense de ses droits par une action tendant à la modification d'une situation juridique (*Gestaltungsklage*) ou à l'obtention d'une prestation (*Leistungsklage*). ²Cette règle ne s'applique pas lorsque la constatation de l'inexistence d'un acte administratif individuel est sollicitée.

§ 44 [Groupement de recours] Plusieurs chefs de demandes peuvent être groupés par le requérant dans un recours unique s'ils visent le même défendeur, s'ils ont un lien de connexité et si le même tribunal est compétent.

§ 44a [Voies de recours contre des actes procéduraux de l'administration] Les voies de recours contre des actes procéduraux de l'administration ne peuvent être exercées que simultanément avec les voies de recours ouvertes contre la décision sur le fond. ²Cela ne s'applique pas si les actes procéduraux de l'administration sont exécutoires ou s'ils sont dirigés contre un tiers non-partie.

§ 45 [Compétence *ratione materiae*] Le tribunal administratif statue en première instance sur tous les litiges pour lesquels la voie du contentieux administratif est ouverte.

§ 46 [Instanzielle Zuständigkeit des OVG] Das Oberverwaltungsgericht entscheidet über das Rechtsmittel

1. der Berufung gegen Urteile des Verwaltungsgerichts,
2. der Beschwerde gegen andere Entscheidungen des Verwaltungsgerichts und
3. der Revision gegen Urteile des Verwaltungsgerichts nach § 145.

§ 47 [Sachliche Zuständigkeit des OVG bei der Normenkontrolle] (1) Das Oberverwaltungsgericht entscheidet im Rahmen seiner Gerichtsbarkeit auf Antrag über die Gültigkeit

1. von Satzungen, die nach den Vorschriften des Baugesetzbuchs erlassen worden sind, sowie von Rechtsverordnungen auf Grund des § 246 Abs. 2 des Baugesetzbuchs,
2. von anderen im Rang unter dem Landesgesetz stehenden Rechtsvorschriften, sofern das Landesrecht dies bestimmt.

(2) ¹Den Antrag kann jede natürliche oder juristische Person, die durch die Rechtsvorschrift oder deren Anwendung einen Nachteil erlitten oder in absehbarer Zeit zu erwarten hat, sowie jede Behörde stellen. ²Er ist gegen die Körperschaft, Anstalt oder Stiftung zu richten, welche die Rechtsvorschrift erlassen hat. ³Das Oberverwaltungsgericht kann dem Land und anderen juristischen Personen des öffentlichen Rechts, deren Zuständigkeit durch die Rechtsvorschrift berührt wird, Gelegenheit zur Äußerung binnen einer zu bestimmenden Frist geben.

(3) Das Oberverwaltungsgericht prüft die Vereinbarkeit der Rechtsvorschrift mit Landesrecht nicht, soweit gesetzlich vorgesehen ist, daß die Rechtsvorschrift ausschließlich durch das Verfassungsgericht eines Landes nachprüfbar ist.

(4) Ist ein Verfahren zur Überprüfung der Gültigkeit der Rechtsvorschrift bei einem Verfassungsgericht anhängig, so kann das Oberverwaltungsgericht anordnen, daß die Verhandlung bis zur Erledigung des Verfahrens vor dem Verfassungsgericht auszusetzen sei.

(5) ¹Das Oberverwaltungsgericht legt die Sache unter Begründung seiner Rechtsauffassung dem Bundesverwaltungsgericht zur Entscheidung über die Auslegung revisiblen Rechts vor, wenn

1. die Rechtssache grundsätzliche Bedeutung hat oder
2. das Oberverwaltungsgericht von der Entscheidung eines anderen Oberverwaltungsgerichts, des Bundesverwaltungsgerichts, des Gemeinsamen Senats der obersten Gerichtshöfe des Bundes oder des Bundesverfassungsgerichts abweichen will.

²Der Beschuß über die Vorlegung ist den Beteiligten bekanntzumachen. ³Das Bundesverwaltungsgericht entscheidet nur über die Rechtsfrage.

§ 46 [Compétence du tribunal administratif supérieur en seconde instance]

Le tribunal administratif supérieur connaît des voies de réformation suivantes :

1. appel contre les jugements du tribunal administratif,
2. pourvoi contre d'autres décisions du tribunal administratif,
3. révision contre les jugements du tribunal administratif en vertu du § 145.

§ 47 [Compétence *ratione materiae* du tribunal administratif supérieur en cas de contrôle abstrait des normes] (1) Sur requête, le tribunal administratif supérieur statue dans le cadre de sa juridiction sur la validité

1. des règlements locaux édictés en vertu des dispositions du code de la construction, ainsi que des décrets réglementaires pris sur la base du § 246, al. 2 du code de la construction,
2. d'autres règles de droit de rang inférieur aux lois des *Länder*, dans la mesure où le droit du *Land* le prévoit.

(2) ¹La requête peut être formée par toute personne physique ou morale qui a subi un préjudice du fait de la règle de droit ou de son application ou peut s'attendre à subir un tel préjudice dans un délai prévisible, ainsi que par toute autorité administrative. ²Elle doit être dirigée contre la collectivité, l'établissement ou la fondation qui a édicté la règle de droit. ³Le tribunal administratif supérieur peut donner au *Land* et à d'autres personnes morales de droit public, dont la compétence est touchée par la règle de droit, la possibilité de s'exprimer dans un délai à fixer.

(3) Lorsque la loi prévoit que seule la Cour constitutionnelle d'un *Land* peut contrôler la règle de droit, le tribunal administratif supérieur n'examine pas la compatibilité de la règle de droit avec le droit du *Land*.

(4) Si une procédure de vérification de la validité de la règle de droit est pendante devant une Cour constitutionnelle, le tribunal administratif supérieur peut ordonner la suspension des débats jusqu'au terme de la procédure devant la Cour constitutionnelle.

(5) ¹Le tribunal administratif supérieur renvoie l'affaire en motivant sa position à la Cour fédérale administrative afin qu'elle statue sur l'interprétation d'une règle de droit susceptible de révision si :

1. l'affaire a une portée de principe, ou si
2. le tribunal administratif supérieur veut s'écartier de la décision d'un autre tribunal administratif supérieur, de la Cour fédérale administrative, de la chambre commune des cours suprêmes de la Fédération ou de la Cour constitutionnelle fédérale.

²L'arrêt statuant sur le renvoi doit être porté à la connaissance des parties. ³La Cour fédérale administrative ne statue que sur le point de droit.

(6) ¹Das Oberverwaltungsgericht entscheidet durch Urteil oder, wenn es eine mündliche Verhandlung nicht für erforderlich hält, durch Beschuß. ²Kommt das Oberverwaltungsgericht zu der Überzeugung, daß die Rechtsvorschrift ungültig ist, so erklärt es sie für nichtig; in diesem Fall ist die Entscheidung allgemein verbindlich und die Entscheidungsformel vom Antragsgegner ebenso zu veröffentlichen wie die Rechtsvorschrift bekanntzumachen wäre. ³Für die Wirkung der Entscheidung gilt § 183 entsprechend.

(7) ¹Die Nichtvorlage nach Absatz 5 kann durch Beschwerde angefochten werden. ²Für das Beschwerdeverfahren gilt § 133 Abs. 2, 3 Satz 1 und 2, Abs. 4 und 5 Satz 3 entsprechend. ³In der Begründung der Beschwerde muß die grundsätzliche Bedeutung der Rechtssache dargelegt oder die Entscheidung, von der die angefochtene Entscheidung abweicht, bezeichnet werden. ⁴Das Bundesverwaltungsgericht entscheidet durch Beschuß. ⁵Ist die Beschwerde begründet oder hat das Oberverwaltungsgericht ihr abgeholfen, entscheidet das Bundesverwaltungsgericht über die Rechtsfrage. ⁶Hat das Oberverwaltungsgericht die Rechtsfrage abweichend beantwortet und beruht seine Entscheidung auf der Abweichung, verweist das Bundesverwaltungsgericht die Sache an das Oberverwaltungsgericht zurück, das unter Aufhebung seiner Entscheidung neu entscheidet.

(8) Das Gericht kann auf Antrag eine einstweilige Anordnung erlassen, wenn dies zur Abwehr schwerer Nachteile oder aus anderen wichtigen Gründen dringend geboten ist.

§ 48 [Sachliche Zuständigkeit des OVG in Vereinssachen] (1) Das Oberverwaltungsgericht entscheidet im ersten Rechtszug über sämtliche Streitigkeiten, die betreffen

1. die Errichtung, den Betrieb, die sonstige Innehabung, die Veränderung, die Stilllegung, den sicheren Einschluß und den Abbau von Anlagen im Sinne der §§ 7 und 9a Abs. 3 des Atomgesetzes,
2. die Bearbeitung, Verarbeitung und sonstige Verwendung von Kernbrennstoffen außerhalb von Anlagen der in § 7 des Atomgesetzes bezeichneten Art (§ 9 des Atomgesetzes) und die wesentliche Abweichung oder die wesentliche Veränderung im Sinne des § 9 Abs. 1 Satz 2 des Atomgesetzes sowie die Aufbewahrung von Kernbrennstoffen außerhalb der staatlichen Verwahrung (§ 6 des Atomgesetzes),
3. die Errichtung, den Betrieb und die Änderung von Kraftwerken mit Feuerungsanlagen für feste, flüssige und gasförmige Brennstoffe mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als dreihundert Megawatt,
4. die Errichtung von Freileitungen mit mehr als einhunderttausend Volt Nennspannung sowie die Änderung ihrer Liniensführung,
5. Planfeststellungsverfahren nach § 7 des Abfallgesetzes für die Errichtung, den Betrieb und die wesentliche Änderung von ortsfesten Anlagen zur Verbrennung oder thermischen Zersetzung von Abfällen mit einer jährlichen Durchsatzleistung (effektive Leistung) von mehr als einhunderttau-

(6) ¹Le tribunal administratif supérieur statue par voie de jugement ou, s'il estime que des débats oraux ne sont pas nécessaires, par voie d'arrêt. ²Si le tribunal administratif supérieur acquiert la conviction que la règle de droit n'est pas valide, il la déclare nulle et non-avenue ; dans ce cas, la décision a force obligatoire générale et l'adversaire doit en publier le dispositif dans les conditions de publicité qui seraient applicables à cette règle de droit. ³Le § 183 est applicable par analogie à l'effet de la décision.

(7) ¹Le défaut de renvoi en violation de l'alinéa 5 peut être attaqué par la voie du pourvoi. ²Le § 133, al. 2 et 3, 1^{ère} et 2^{ème} phrases, al. 4 et 5, 3^{ème} phrase est applicable par analogie à la procédure du pourvoi. ³Le pourvoi, dans sa motivation, doit rendre compte de la portée de principe de l'affaire, ou désigner la décision dont s'écarte la décision attaquée. ⁴La Cour fédérale administrative statue par voie d'arrêt. ⁵Si le pourvoi est fondé ou si le tribunal administratif supérieur y a fait droit, la Cour fédérale administrative statue sur le point de droit. ⁶Si le tribunal administratif supérieur a statué de façon divergente sur le point de droit et si sa décision repose sur cette divergence, la Cour fédérale administrative renvoie l'affaire au tribunal administratif supérieur qui, infirmant sa décision, statue à nouveau.

(8) Sur requête, le tribunal peut rendre une ordonnance de référé s'il y a urgente nécessité de parer à des préjudices graves ou d'autres raisons importantes.

§ 48 [Autres compétences du tribunal administratif supérieur en première instance] (1) ¹Le tribunal administratif supérieur statue en première instance sur l'ensemble des litiges concernant :

1. la construction, l'exploitation, toute autre forme de détention, la transformation, la mise hors-service, la sécurité et le démontage d'installations au sens des §§ 7 et 9a, al. 3 de la loi sur les installations nucléaires,
2. l'usinage, le traitement et toute autre utilisation de combustibles nucléaires en dehors des installations visées au § 7 de la loi sur les installations nucléaires (§ 9 de la loi sur les installations nucléaires) et les variations substantielles ou modifications substantielles au sens du § 9, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase de la loi sur les installations nucléaires, ainsi que la conservation de combustibles nucléaires en dehors des dépôts de l'Etat (§ 6 de la loi sur les installations nucléaires),
3. la construction, l'exploitation et la modification de centrales thermiques brûlant des combustibles solides, liquides et gazeux et ayant une puissance de plus de 300 mégawatts,
4. la construction de lignes aériennes ayant une tension nominale de plus de cent mille volts ainsi que la modification du tracé de la ligne,
5. les procédures d'établissement d'un plan prévues au § 7 de la loi sur les déchets pour la construction, l'exploitation et la modification substantielle d'installations fixes destinées à l'incinération ou à la désintégration thermique de déchets et ayant une capacité moyenne annuelle (capacité

- send Tonnen und von ortsfesten Anlagen, in denen ganz oder teilweise Abfälle im Sinne des § 2 Abs. 2 des Abfallgesetzes gelagert oder abgelagert werden,
6. das Anlegen, die Erweiterung oder Änderung und den Betrieb von Verkehrsflughäfen und von Verkehrslandeplätzen mit beschränktem Bauabschutzbereich,
 7. Planfeststellungsverfahren für den Bau oder die Änderung neuer Strecken von Straßenbahnen und von öffentlichen Eisenbahnen sowie für den Bau oder die Änderung von Rangier- und Containerbahnhöfen,
 8. Planfeststellungsverfahren für den Bau oder die Änderung von Bundesfernstraßen,
 9. Planfeststellungsverfahren für den Neubau oder den Ausbau von Bundeswasserstraßen.

²Satz 1 gilt für Streitigkeiten über sämtliche für das Vorhaben erforderlichen Genehmigungen und Erlaubnisse, auch soweit sie Nebeneinrichtungen betreffen, die mit ihm in einem räumlichen und betrieblichen Zusammenhang stehen. ³Die Länder können durch Gesetz vorschreiben, daß über Streitigkeiten, die Besitzteinweisungen in den Fällen des Satzes 1 betreffen, das Oberverwaltungsgericht im ersten Rechtszug entscheidet.

(2) Das Oberverwaltungsgericht entscheidet im ersten Rechtszug ferner über Klagen gegen die von einer obersten Landesbehörde nach § 3 Abs. 2 Nr. 1 des Vereinsgesetzes ausgesprochenen Vereinsverbote und nach § 8 Abs. 2 Satz 1 des Vereinsgesetzes erlassenen Verfügungen.

(3) Das Oberverwaltungsgericht Berlin entscheidet im ersten Rechtszug über Klagen gegen die vom Senat von Berlin getroffenen Feststellungen nach § 5 Abs. 2 des Vereinsgesetzes.

§ 49 [Instanzielle Zuständigkeit des BVerwG] Das Bundesverwaltungsgericht entscheidet über das Rechtsmittel

1. der Revision gegen Urteile des Oberverwaltungsgerichts nach § 132,
2. der Revision gegen Urteile des Verwaltungsgerichts nach §§ 134 und 135,
3. der Beschwerde nach § 47 Abs. 7, § 99 Abs. 2 und § 133 Abs. 1 dieses Gesetzes sowie nach § 17 a Abs. 4 Satz 4 des Gerichtsverfassungsgesetzes.

- effective) de plus de cent mille tonnes et d'installations fixes dans lesquelles des déchets visés par le § 2, al. 2 de la loi sur les déchets sont, en totalité ou en partie, stockés ou laissés en dépôt,
6. l'aménagement, l'agrandissement ou la modification et l'exploitation d'aéroports publics et de terrains d'atterrissement publics avec zone de protection limitée,
 7. les procédures d'établissement d'un plan pour la construction ou la modification de nouvelles lignes de tramways et de chemins de fer publics, ainsi que pour la construction ou la modification des gares de triage et de conteneurs,
 8. les procédures d'établissement d'un plan pour la construction ou la modification de routes fédérales,
 9. les procédures d'établissement d'un plan pour la construction nouvelle ou l'extension de voies navigables fédérales.

²La 1^{ère} phrase est applicable aux litiges portant sur l'ensemble des agréments et permis dont l'obtention est nécessaire pour le projet, même s'ils concernent des installations annexes ayant un rapport spatial et fonctionnel avec le projet. ³La législation des *Länder* peut prévoir que le tribunal administratif supérieur statue en première instance sur les litiges portant sur des envois en possession dans les cas visés par la 1^{ère} phrase.

(2) En outre, le tribunal administratif supérieur statue en première instance sur les recours contre les interdictions d'associations prononcées par une autorité administrative suprême de *Land* en vertu du § 3, al. 2, n° 1 de la loi sur les associations (*Vereinsgesetz*) et contre les prescriptions édictées en vertu du § 8, al. 2, 1^{ère} phrase de cette même loi.

(3) Le tribunal administratif supérieur de Berlin statue en première instance sur les recours contre les constatations effectuées par le Sénat de Berlin en vertu du § 5, al. 2 de la loi sur les associations.

§ 49 [Compétence de la Cour fédérale administrative en dernière instance]

La Cour fédérale administrative connaît des voies de réformation suivantes :

1. la révision contre les jugements de tribunaux administratifs supérieurs en vertu du § 132,
2. la révision contre les jugements de tribunaux administratifs, en vertu des §§ 134 et 135,
3. le pourvoi intenté en vertu du § 47, al. 7, du § 99, al. 2, et du § 133, al. 1^{er} de la présente loi ainsi que du § 17a, al. 4, 4^{ème} phrase de la loi sur l'organisation judiciaire.

§ 50 [Erstinstanzliche Zuständigkeit des BVerwG] (1) Das Bundesverwaltungsgericht entscheidet im ersten und letzten Rechtszug

1. über öffentlich-rechtliche Streitigkeiten nichtverfassungsrechtlicher Art zwischen dem Bund und den Ländern und zwischen verschiedenen Ländern,
2. über Klagen gegen die vom Bundesminister des Innern nach § 3 Abs. 2 Nr. 2 des Vereinsgesetzes ausgesprochenen Vereinsverbote und nach § 8 Abs. 2 Satz 1 des Vereinsgesetzes erlassenen Verfügungen.
3. (weggefallen)
4. über Klagen gegen den Bund, denen dienstrechtlche Vorgänge im Geschäftsbereich des Bundesnachrichtendienstes zugrunde liegen.

(2) (weggefallen)

(3) Hält das Bundesverwaltungsgericht nach Absatz 1 Nr. 1 eine Streitigkeit für verfassungsrechtlich, so legt es die Sache dem Bundesverfassungsgericht zur Entscheidung vor.

§ 51 [Aussetzung bei Verfahren über Vereinsverbote] (1) Ist gemäß § 5 Abs. 3 des Vereinsgesetzes das Verbot des Gesamtvereins anstelle des Verbots eines Teilvereins zu vollziehen, so ist ein Verfahren über eine Klage dieses Teilvereins gegen das ihm gegenüber erlassene Verbot bis zum Erlaß der Entscheidung über eine Klage gegen das Verbot des Gesamtvereins auszusetzen.

(2) ¹Wird eine vom Senat von Berlin getroffene Feststellung nach § 5 Abs. 2 des Vereinsgesetzes mit der Begründung angefochten, das Verbot oder die Verfügung nach § 8 Abs. 2 Satz 1 des Vereinsgesetzes sei nicht rechtmäßig, so hat das Oberverwaltungsgericht das Verfahren bis zum Erlaß der Entscheidung über eine Klage gegen das Verbot oder die Verfügung nach § 8 Abs. 2 Satz 1 des Vereinsgesetzes auszusetzen. ²§ 16 Abs. 4 des Vereinsgesetzes bleibt unberührt.

(3) Eine Entscheidung des Bundesverwaltungsgerichts bindet in den Fällen der Absätze 1 und 2 die Oberverwaltungsgerichte.

(4) Das Bundesverwaltungsgericht unterrichtet die Oberverwaltungsgerichte über die Klage eines Vereins nach § 50 Abs. 1 Nr. 2.

§ 50 [Compétence de la Cour fédérale administrative en première instance]

(1) La Cour fédérale administrative statue en première et dernière instance :

1. sur les litiges de droit public de nature non constitutionnelle entre la Fédération et les *Länder* et entre différents *Länder*,
2. sur les recours contre les interdictions d'associations prononcées par le ministre fédéral de l'Intérieur en vertu du § 3, al. 2, n^o 2 de la loi sur les associations et contre les prescriptions édictées en vertu du § 8, al. 2, 1^{ère} phrase de cette même loi,
3. (abrogé)
4. sur les recours contre la Fédération, qui ont pour origine des faits de service rentrant dans le secteur d'activité des services fédéraux d'information.

(2) (abrogé)

(3) Si la Cour fédérale administrative considère, en vertu de l'alinéa 1^{er}, n^o 1 un litige comme relevant du droit constitutionnel, elle renvoie l'affaire à la Cour constitutionnelle fédérale pour décision.

§ 51 [Sursis à statuer dans la procédure relative à une interdiction d'association]

(1) S'il y a lieu de mettre en oeuvre une interdiction, en vertu du § 5, al. 3 de la loi sur les associations, de l'ensemble d'une association au lieu d'une interdiction d'une fraction de l'association, la procédure relative au recours de cette fraction de l'association contre l'interdiction prononcée à son encontre doit être suspendue jusqu'à l'édition de la décision sur le recours contre l'interdiction de l'ensemble de l'association.

(2) ¹Si une constatation effectuée par le Sénat de Berlin en vertu du § 5, al. 2 de la loi sur les associations est attaquée au motif que l'interdiction ou la prescription édictée en vertu du § 8, al. 2, 1^{ère} phrase de la loi sur les associations est irrégulière, le tribunal administratif supérieur doit suspendre la procédure jusqu'à l'édition de la décision sur le recours contre l'interdiction ou contre la prescription édictée en vertu du § 8, al. 2, 1^{ère} phrase de la loi sur les associations. ²Le § 16, al. 4, de la loi sur les associations n'est pas affecté par ce qui précède.

(3) Dans les cas visés par les alinéas 1 et 2, une décision de la Cour fédérale administrative lie les tribunaux administratifs supérieurs.

(4) La Cour fédérale administrative informe les tribunaux administratifs supérieurs du recours formé par une association en vertu du § 50, al. 1^{er}, n^o 2.

§ 52 [Örtliche Zuständigkeit] Für die örtliche Zuständigkeit gilt folgendes:

1. in Streitigkeiten, die sich auf unbewegliches Vermögen oder ein ortsgebundenes Recht oder Rechtsverhältnis beziehen, ist nur das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk das Vermögen oder der Ort liegt.
2. ¹Bei Anfechtungsklagen gegen den Verwaltungsakt einer Bundesbehörde oder einer bundesunmittelbaren Körperschaft, Anstalt oder Stiftung des öffentlichen Rechts ist das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk die Bundesbehörde, die Körperschaft, Anstalt oder Stiftung ihren Sitz hat, vorbehaltlich der Nummern 1 und 4. ²Dies gilt auch bei Verpflichtungsklagen in den Fällen des Satzes 1. ³In Streitigkeiten nach dem Asylverfahrensgesetz und wegen Verwaltungsakten der Ausländerbehörde gegen Asylbewerber ist jedoch das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk der Asylantragsteller mit Zustimmung der zuständigen Ausländerbehörde entweder seinen Wohnsitz oder in Ermangelung dessen seinen Aufenthalt hat oder seinen letzten Wohnsitz oder Aufenthalt hatte; ist eine örtliche Zuständigkeit danach nicht gegeben, bestimmt sie sich nach Nummer 3 Satz 1. ⁴Für Klagen gegen den Bund auf Gebieten, die in die Zuständigkeit der diplomatischen und konsularischen Auslandsvertretungen der Bundesrepublik Deutschland fallen, ist das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk die Bundesregierung ihren Sitz hat.
3. ¹Bei allen anderen Anfechtungsklagen vorbehaltlich der Nummern 1 und 4 ist das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk der Verwaltungsakt erlassen wurde. ²Ist er von einer Behörde, deren Zuständigkeit sich auf mehrere Verwaltungsgerichtsbezirke erstreckt, oder von einer gemeinsamen Behörde mehrerer oder aller Länder erlassen, so ist das Verwaltungsgericht zuständig, in dessen Bezirk der Beschwerde seinen Sitz oder Wohnsitz hat. ³Fehlt ein solcher innerhalb des Zuständigkeitsbereichs der Behörde, so bestimmt sich die Zuständigkeit nach Nummer 5. ⁴Bei Anfechtungsklagen gegen Verwaltungsakte der von den Ländern errichteten Zentralstelle für die Vergabe von Studienplätzen ist jedoch das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk die Stelle ihren Sitz hat. ⁵Dies gilt auch bei Verpflichtungsklagen in den Fällen der Sätze 1, 2 und 4.
4. ¹Für alle Klagen gegen eine juristische Person des öffentlichen Rechts oder eine Behörde auf einem gegenwärtigen oder früheren Beamten-, Richter-, Wehrpflicht-, Wehrdienst- oder Zivildienstverhältnis oder Dienstverhältnis im Zivilschutzkorps und für Streitigkeiten, die sich auf die Entstehung eines solchen Verhältnisses beziehen, ist das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk der Kläger seinen dienstlichen Wohnsitz oder

§ 52 [Compétence *ratione loci*] La compétence *ratione loci* se détermine selon les dispositions suivantes :

1. Dans les litiges qui ont trait à des biens immeubles ou à un droit ou un rapport de droit attaché à un certain lieu, seul est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve ce bien ou ce lieu.
2. ¹En cas d'actions en annulation contre l'acte administratif individuel d'une autorité fédérale ou d'une collectivité, établissement ou fondation de droit public rattaché directement à la Fédération, est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel l'autorité fédérale, la collectivité, l'établissement ou la fondation a son siège, sous réserve des dispositions des n^os 1 et 4. ²Ceci s'applique également aux actions tendant à l'émission d'un acte administratif individuel dans les hypothèses visées à la 1^{ère} phrase. ³Toutefois, dans les litiges mettant en oeuvre la loi sur la procédure d'asile, est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel l'étranger doit séjourner selon la loi sur la procédure d'asile ; s'il n'en résulte pas une compétence territoriale, celle-ci est fixée conformément au n^o 3. ⁴Pour les recours contre la Fédération dans des domaines rentrant dans la compétence des représentations diplomatiques et consulaires de la République Fédérale d'Allemagne à l'étranger, est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel le gouvernement fédéral a son siège.
3. ¹Pour toutes les actions en annulation autres que celles visées aux n^os 1 et 4, le tribunal administratif dans le ressort duquel l'acte administratif individuel a été édicté est territorialement compétent. ²Si cet acte est édicté par une autorité administrative dont la compétence s'étend aux ressorts de plusieurs tribunaux administratifs, ou par une autorité administrative commune à plusieurs ou à tous les *Länder*, est compétent le tribunal dans le ressort duquel la personne lésée a son siège ou son domicile. ³Si ceux-ci font défaut dans le ressort de compétence de l'autorité administrative, le tribunal compétent est déterminé selon les dispositions du n^o 5. ⁴Toutefois, pour les actions en annulation contre des actes administratifs individuels de l'office central de répartition des places d'études mis en place par les *Länder*, le tribunal territorialement compétent est celui dans le ressort duquel l'office a son siège. ⁵Cette règle s'applique également aux actions tendant à l'émission d'un acte administratif individuel dans les hypothèses visées par les 1^{ère}, 2^{ème} et 4^{ème} phrases.
4. ¹Pour tous les recours ~~dirigés contre une personne morale de droit public ou contre une autorité administrative~~ fondés sur un rapport de service présent ou passé, que ce soit en tant que fonctionnaire, juge, conscrit, militaire ou objecteur de conscience, ou sur un rapport de service dans le corps de la protection civile et pour les litiges se rapportant à la formation d'un tel rapport, est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel le requérant a sa résidence

in Ermangelung dessen seinen Wohnsitz hat.² Hat der Kläger keinen dienstlichen Wohnsitz oder keinen Wohnsitz innerhalb des Zuständigkeitsbereichs der Behörde, die den ursprünglichen Verwaltungsakt erlassen hat, so ist das Gericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk diese Behörde ihren Sitz hat.³ Die Sätze 1 und 2 gelten für Klagen nach § 79 des Gesetzes zur Regelung der Rechtsverhältnisse der unter Artikel 131 des Grundgesetzes fallenden Personen entsprechend.

- OW | 5. In allen anderen Fällen ist das Verwaltungsgericht örtlich zuständig, in dessen Bezirk der Beklagte seinen Sitz, Wohnsitz oder in Ermangelung dessen seinen Aufenthalt hat oder seinen letzten Wohnsitz oder Aufenthalt hatte.

§ 53 [Bestimmung des zuständigen Gerichts] (1) Das zuständige Gericht innerhalb der Verwaltungsgerichtsbarkeit wird durch das nächsthöhere Gericht bestimmt,

1. wenn das an sich zuständige Gericht in einem einzelnen Fall an der Ausübung der Gerichtsbarkeit rechtlich oder tatsächlich verhindert ist,
2. wenn es wegen der Grenzen verschiedener Gerichtsbezirke ungewiß ist, welches Gericht für den Rechtsstreit zuständig ist,
3. wenn der Gerichtsstand sich nach § 52 richtet und verschiedene Gerichte in Betracht kommen,
4. wenn verschiedene Gerichte sich rechtskräftig für zuständig erklärt haben,
5. wenn verschiedene Gerichte, von denen eines für den Rechtsstreit zuständig ist, sich rechtskräftig für unzuständig erklärt haben.

(2) Wenn eine örtliche Zuständigkeit nach § 52 nicht gegeben ist, bestimmt das Bundesverwaltungsgericht das zuständige Gericht.

(3) ¹Jeder am Rechtsstreit Beteiligte und jedes mit dem Rechtsstreit befaßte Gericht kann das im Rechtszug höhere Gericht oder das Bundesverwaltungsgericht anrufen. ²Das angerufene Gericht kann ohne mündliche Verhandlung entscheiden.

administrative ou, à défaut, le tribunal dans le ressort duquel le requérant a son domicile.² Si le requérant n'a ni résidence administrative ni domicile dans le ressort de compétence de l'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif individuel originel, est territorialement compétent le tribunal dans le ressort duquel cette autorité a son siège.³ Les 1^{ère} et 2^{ème} phrases s'appliquent aux recours prévus par le § 79 de la loi relative aux rapports de droit des personnes visées à l'article 131 de la Loi fondamentale.

5. Dans tous les autres cas, est territorialement compétent le tribunal administratif dans le ressort duquel le défendeur a son siège, son domicile ou, à défaut, son lieu de séjour ou avait son dernier domicile ou lieu de séjour connu.

§ 53 [Détermination du tribunal compétent] (1) Le tribunal compétent au sein de la juridiction administrative est désigné par le tribunal du degré immédiatement supérieur :

1. si le tribunal en principe compétent ne peut, dans un cas d'espèce, exercer sa juridiction en raison d'un empêchement de droit ou de fait,
2. si, du fait des limites des ressorts territoriaux de plusieurs tribunaux, il n'est pas possible de déterminer avec certitude le tribunal compétent pour trancher le litige,
3. si le for est déterminé en vertu du § 52 et que plusieurs tribunaux se trouvent concurremment compétents,
4. si plusieurs tribunaux se sont déclarés compétents par des décisions ayant force de chose jugée,
5. si plusieurs tribunaux, dont l'un est compétent pour trancher le litige, ont décliné leur compétence par des décisions ayant force de chose jugée.

(2) Si le § 52 ne permet pas de déterminer le tribunal territorialement compétent, la Cour fédérale administrative désigne le tribunal compétent.

(3) ¹Toute partie au litige et tout tribunal saisi de ce litige peut saisir le tribunal du degré d'instance supérieur ou la Cour fédérale administrative. ²Le tribunal saisi peut statuer sans débats oraux.

TEIL II: VERFAHREN

7. Abschnitt: Allgemeine Verfahrensvorschriften

§ 54 [Ausschließung und Ablehnung von Gerichtspersonen] (1) Für die Ausschließung und Ablehnung der Gerichtspersonen gelten §§ 41 bis 49 der Zivilprozeßordnung entsprechend.

(2) Von der Ausübung des Amtes als Richter oder ehrenamtlicher Richter ist auch ausgeschlossen, wer bei dem vorausgegangenen Verwaltungsverfahren mitgewirkt hat.

(3) Besorgnis der Befangenheit nach § 42 der Zivilprozeßordnung ist stets dann begründet, wenn der Richter oder ehrenamtliche Richter der Vertretung einer Körperschaft angehört, deren Interessen durch das Verfahren berührt werden.

§ 55 [Ordnungsvorschriften] §§ 169, 171a bis 198 des Gerichtsverfassungsgesetzes über die Öffentlichkeit, Sitzungspolizei, Gerichtssprache, Beratung und Abstimmung finden entsprechende Anwendung.

§ 56 [Zustellungen] (1) Anordnungen und Entscheidungen, durch die eine Frist in Lauf gesetzt wird, sowie Terminbestimmungen und Ladungen sind zuzustellen, bei Verkündung jedoch nur, wenn es ausdrücklich vorgeschrieben ist.

(2) Zugestellt wird von Amts wegen nach den Vorschriften des Verwaltungszustellungsgesetzes.

(3) Wer nicht im Inland wohnt, hat auf Verlangen einen Zustellungsbevollmächtigten zu bestellen.

§ 56a [Bekanntgabe durch öffentliche Bekanntmachung] (1) ¹Sind gleiche Bekanntgaben an mehr als fünfzig Personen erforderlich, kann das Gericht für das weitere Verfahren die Bekanntgabe durch öffentliche Bekanntmachung anordnen. ²In dem Beschuß muß bestimmt werden, in welchen Tageszeitungen die Bekanntmachungen veröffentlicht werden; dabei sind Tageszeitungen vorzusehen, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich die Entscheidung voraussichtlich auswirken wird. ³Der Beschuß ist den Beteiligten zuzustellen. ⁴Die Beteiligten sind darauf hinzuweisen, auf welche Weise die weiteren Bekanntgaben bewirkt werden und wann das Schriftstück als zugestellt gilt. ⁵Der Beschuß ist unanfechtbar. ⁶Das

DEUXIÈME PARTIE : PROCÉDURE

Section 7 : Dispositions générales de procédure

§ 54 [Exclusion et récusation de personnes appartenant aux services de la justice]

(1) Les §§ 41 à 49 du Code de procédure civile sont applicables par analogie à l'exclusion et à la récusation des personnes appartenant aux services de la justice.

(2) Est également exclu de l'exercice des fonctions de juge ou de juge non-professionnel quiconque a concouru à la procédure administrative préalable au procès.

(3) Il y a toujours suspicion légitime au sens du § 42 du Code de procédure civile si le juge ou le juge non-professionnel fait partie de la représentation d'une collectivité dont les intérêts sont touchés par la procédure.

§ 55 [Dispositions relatives à la tenue des séances]

Les §§ 169 et 171a à 198 de la loi sur l'organisation judiciaire, relatifs à la publicité, à la police de l'audience, à la langue des débats, au délibéré et au vote, sont applicables par analogie.

§ 56 [Significations]

(1) Les ordonnances et décisions par lesquelles un délai est ouvert, ainsi que les fixations de dates et les citations doivent être signifiées ; toutefois, si elles ont fait l'objet d'un prononcé, elles ne doivent être signifiées qu'en vertu d'une disposition expresse.

(2) La signification d'office a lieu selon les dispositions de la loi sur les significations administratives.

(3) Quiconque ne réside pas en Allemagne fédérale est tenu, sur demande, de désigner un mandataire chargé de recevoir les significations.

§ 56a [Notification par avis public] (1) ¹Si des notifications identiques doivent être effectuées à plus de cinquante personnes, le tribunal peut ordonner, pour la suite de la procédure, que la notification soit effectuée par avis public. ²L'arrêt doit désigner les quotidiens dans lesquels les avis seront publiés ; ce faisant, on retiendra des quotidiens répandus dans le secteur dans lequel la décision est appelée à produire ses effets. ³L'arrêt doit être signifié aux parties. ⁴Les parties doivent être informées sur la façon dont les notifications suivantes seront effectuées et sur le moment à partir duquel la pièce est réputée signifiée. ⁵L'arrêt est insusceptible de recours. ⁶Le tribunal peut retirer l'arrêt à tout moment ; il doit le

Gericht kann den Beschuß jederzeit aufheben; es muß ihn aufheben, wenn die Voraussetzungen des Satzes 1 nicht vorlagen oder nicht mehr vorliegen.

(2) ¹Bei der öffentlichen Bekanntmachung ist das bekanntzugebende Schriftstück an der Gerichtstafel auszuhängen und im Bundesanzeiger sowie in den im Beschuß nach Absatz 1 Satz 2 bestimmten Tageszeitungen zu veröffentlichen. ²Bei der öffentlichen Bekanntmachung einer Entscheidung genügt der Aushang und die Veröffentlichung der Entscheidungsformel und der Rechtsbehelfsbelehrung. ³Statt des Schriftstückes kann eine Benachrichtigung ausgehängt oder veröffentlicht werden, in der angegeben ist, daß und wo das Schriftstück eingesehen werden kann. ⁴Eine Terminbestimmung oder Ladung muß im vollständigen Wortlaut ausgehängt und veröffentlicht werden.

(3) ¹Das Schriftstück gilt als an dem Tage zugestellt, an dem seit dem Tage der Veröffentlichung im Bundesanzeiger zwei Wochen verstrichen sind; darauf ist in jeder Veröffentlichung hinzuweisen. ²Nach der öffentlichen Bekanntmachung einer Entscheidung können die Beteiligten eine Ausfertigung schriftlich anfordern; darauf ist in der Veröffentlichung gleichfalls hinzuweisen.

§ 57 [Fristen] (1) Der Lauf einer Frist beginnt, soweit nichts anderes bestimmt ist, mit der Zustellung oder, wenn diese nicht vorgeschrieben ist, mit der Eröffnung oder Verkündung.

(2) Für die Fristen gelten die Vorschriften der §§ 222, 224 Abs. 2 und 3, §§ 225 und 226 der Zivilprozeßordnung.

§ 58 [Rechtsbehelfsbelehrung] (1) Die Frist für ein Rechtsmittel oder einen anderen Rechtsbehelf beginnt nur zu laufen, wenn der Beteiligte über den Rechtsbehelf, die Verwaltungsbehörde oder das Gericht, bei denen der Rechtsbehelf anzubringen ist, den Sitz und die einzuhaltende Frist schriftlich belehrt worden ist.

(2) ¹Ist die Belehrung unterblieben oder unrichtig erteilt, so ist die Einlegung des Rechtsbehelfs nur innerhalb eines Jahres seit Zustellung, Eröffnung oder Verkündung zulässig, außer wenn die Einlegung vor Ablauf der Jahresfrist infolge höherer Gewalt unmöglich war oder eine schriftliche Belehrung dahin erfolgt ist, daß ein Rechtsbehelf nicht gegeben sei. ²§ 60 Abs. 2 gilt für den Fall höherer Gewalt entsprechend.

§ 59 [Belehrungspflicht der Bundesbehörden] Erläßt eine Bundesbehörde einen schriftlichen Verwaltungsakt, der der Anfechtung unterliegt, so ist eine Erklärung beizufügen, durch die der Beteiligte über den Rechtsbehelf, der gegen den Verwaltungsakt gegeben ist, über die Stelle, bei der der Rechtsbehelf einzulegen ist, und über die Frist belehrt wird.

retirer si les conditions posées par la 1^{re} phrase n'étaient pas ou ne sont plus remplies.

(2) ¹Lors de la publication de l'avis, la pièce à notifier doit être affichée au tableau du tribunal et publiée au bulletin fédéral d'annonces légales (*Bundesanzeiger*) ainsi que dans les quotidiens désignés par l'arrêt visé à l'alinéa 1^{er}, 2^{ème} phrase. ²Lors de la publication par avis d'une décision, l'affichage et la publication du dispositif et de l'indication des voies de recours suffisent. ³Un avis faisant mention de la possibilité de consulter la pièce et de l'endroit où elle peut être consultée peut être affiché ou publié au lieu de cette pièce. ⁴Une fixation de date ou une citation doit être affichée ou publiée dans sa teneur complète.

(3) ¹La pièce est réputée signifiée à l'expiration d'un délai de deux semaines à compter du jour de la publication au bulletin fédéral d'annonces légales ; chaque publication doit insister sur ce point. ²Après la publication par avis d'une décision, les parties peuvent en réclamer par écrit une expédition ; la publication doit également insister sur cette possibilité.

§ 57 [Délais] (1) Sauf disposition contraire, le point de départ d'un délai coïncide avec la signification ou, si cette signification n'est pas requise, avec la publication ou le prononcé de la décision.

(2) Les dispositions des §§ 222, 224, al. 2 et 3, 225 et 226 du Code de procédure civile sont applicables aux délais.

§ 58 [Indication des voies de recours] (1) Le délai pour introduire une voie de réformation ou une autre voie de recours ne commence à courir que si la voie de recours, l'autorité administrative ou le tribunal devant lequel elle doit être introduite, son siège et le délai à observer ont été indiqués, par écrit, à la partie.

(2) ¹Si l'indication n'a pas été donnée, ou l'a été de manière inexacte, l'introduction de la voie de recours n'est possible que dans le délai d'un an à compter de la signification, de la publication ou du prononcé de la décision, sauf si le recours ne pouvait être introduit avant l'expiration du délai d'un an suite à un cas de force majeure ou s'il a été indiqué par écrit qu'aucune voie de recours n'était ouverte. ²Le § 60, al. 2 s'applique par analogie au cas de force majeure.

§ 59 [Indication obligatoire pour les autorités fédérales] Si une autorité fédérale édicte par écrit un acte administratif individuel susceptible de recours, elle doit y joindre une déclaration indiquant à la partie la voie de recours ouverte contre l'acte, le service auprès duquel cette voie de recours doit être introduite et le délai pour agir.

§ 60 [Wiedereinsetzung] (1) Wenn jemand ohne Verschulden verhindert war, eine gesetzliche Frist einzuhalten, so ist ihm auf Antrag Wiedereinsetzung in den vorigen Stand zu gewähren.

(2) ¹Der Antrag ist binnen zwei Wochen nach Wegfall des Hindernisses zu stellen. ²Die Tatsachen zur Begründung des Antrags sind bei der Antragstellung oder im Verfahren über den Antrag glaubhaft zu machen. ³Innerhalb der Antragsfrist ist die versäumte Rechtshandlung nachzuholen. ⁴Ist dies geschehen, so kann die Wiedereinsetzung auch ohne Antrag gewährt werden.

(3) Nach einem Jahr seit dem Ende der versäumten Frist ist der Antrag unzulässig, außer wenn der Antrag vor Ablauf der Jahresfrist infolge höherer Gewalt unmöglich war.

(4) Über den Wiedereinsetzungsantrag entscheidet das Gericht, das über die versäumte Rechtshandlung zu befinden hat.

(5) Die Wiedereinsetzung ist unanfechtbar.



§ 61 [Beteiligungsfähigkeit] Fähig, am Verfahren beteiligt zu sein, sind

1. natürliche und juristische Personen,
2. Vereinigungen, soweit ihnen ein Recht zustehen kann,
3. Behörden, sofern das Landesrecht dies bestimmt.

§ 62 [Prozeßfähigkeit]. (1) Fähig zur Vornahme von Verfahrenshandlungen sind

1. die nach bürgerlichem Recht Geschäftsfähigen,
2. die nach bürgerlichem Recht in der Geschäftsfähigkeit beschränkten, soweit sie durch Vorschriften des bürgerlichen oder öffentlichen Rechts für den Gegenstand des Verfahrens als geschäftsfähig anerkannt sind.

(2) Betrifft ein Einwilligungsvorbehalt nach § 1903 des Bürgerlichen Gesetzbuchs den Gegenstand des Verfahrens, so ist ein geschäftsfähiger Betreuer nur insoweit zur Vornahme von Verfahrenshandlungen fähig, als er nach den Vorschriften des bürgerlichen Rechts ohne Einwilligung des Betreuers handeln kann oder durch Vorschriften des öffentlichen Rechts als handlungsfähig anerkannt ist.

(3) Für Vereinigungen sowie für Behörden handeln ihre gesetzlichen Vertreter, Vorstände oder besonders Beauftragte.

(4) §§ 53 bis 58 der Zivilprozeßordnung gelten entsprechend.

§ 60 [Relevé de la forclusion] (*Wiedereinsetzung*) (1) Si, sans faute de sa part, une personne a été empêchée d'observer un délai légal, elle doit être relevée de sa forclusion sur requête.

(2) La requête doit être déposée dans un délai de deux semaines à compter de la disparition de l'empêchement.¹ Les faits motivant la requête doivent être présentés de manière crédible lors du dépôt de cette requête ou au cours de la procédure correspondante.² L'acte non accompli en temps utile doit l'être dans les limites du délai du dépôt de la requête.³ Dans ce cas, le relevé de la forclusion peut être accordé même sans requête.

(3) Lorsqu'une année s'est écoulée après le terme du délai non respecté, la requête est irrecevable, sauf s'il était impossible, par suite de force majeure, de la déposer avant l'expiration de ce délai d'une année.

(4) Il appartient au tribunal ayant à connaître de l'acte non accompli dans les délais de statuer sur la requête en relevé de forclusion.

(5) La décision relevant de la forclusion est insusceptible de recours.

§ 61 [Capacité d'être partie] Ont capacité pour être parties à la procédure :

1. les personnes physiques et morales,
2. les groupements, dans la mesure où ils peuvent être titulaires d'un droit,
3. les autorités administratives, à condition que le droit du *Land* en dispose ainsi.

§ 62 [Capacité d'ester en justice] (1) Ont capacité pour accomplir des actes procéduraux :

1. les personnes possédant la capacité d'exercice selon le droit civil,
2. les personnes dont la capacité d'exercice est restreinte au regard du droit civil, dans la mesure où elles sont reconnues capables en ce qui concerne l'objet du procès par des dispositions du droit civil ou du droit public.

(2) Si une réserve d'autorisation en vertu du § 1903 du code civil concerne l'objet de la procédure, un assisté ayant la capacité d'exercice ne peut effectuer des actes procéduraux que dans la mesure où les dispositions du droit civil lui permettent d'agir sans autorisation de l'assistant ou des dispositions de droit public lui reconnaissent la capacité d'agir.

(3) Agissent pour le compte des groupements et des autorités leurs représentants légaux, leurs organes directeurs ou des délégués spécialement désignés à cet effet.

(4) Les §§ 53 à 58 du code de procédure civile sont applicables par analogie.

§ 63 [Beteiligte] Beteiligte am Verfahren sind

1. der Kläger,
2. der Beklagte,
3. der Beigeladene (§ 65),
4. der Oberbundesanwalt oder der Vertreter des öffentlichen Interesses, falls er von seiner Beteiligungsbefugnis Gebrauch macht.

§ 64 [Streitgenossenschaft] Die Vorschriften der § 59 bis 63 der Zivilprozeßordnung über die Streitgenossenschaft sind entsprechend anzuwenden.

§ 65 [Beiladung Dritter] (1) Das Gericht kann, solange das Verfahren noch nicht rechtskräftig abgeschlossen oder in höherer Instanz anhängig ist, von Amts wegen oder auf Antrag andere, deren rechtliche Interessen durch die Entscheidung berührt werden, beiladen.

(2) Sind an dem streitigen Rechtsverhältnis Dritte derart beteiligt, daß die Entscheidung auch ihnen gegenüber nur einheitlich ergehen kann, so sind sie beizuladen (notwendige Beiladung).

(3) ¹Kommt nach Absatz 2 die Beiladung von mehr als fünfzig Personen in Betracht, kann das Gericht durch Beschuß anordnen, daß nur solche Personen beigeladen werden, die dies innerhalb einer bestimmten Frist beantragen. ²Der Beschuß ist unanfechtbar. ³Er ist im Bundesanzeiger bekanntzumachen. ⁴Er muß außerdem in Tageszeitungen veröffentlicht werden, die in dem Bereich verbreitet sind, in dem sich die Entscheidung voraussichtlich auswirken wird. ⁵Die Frist muß mindestens drei Monate seit Veröffentlichung im Bundesanzeiger betragen. ⁶In der Veröffentlichung in Tageszeitungen ist mitzuteilen, an welchem Tage die Frist abläuft. ⁷Für die Wiedereinsetzung in den vorigen Stand bei Versäumung der Frist gilt § 60 entsprechend. ⁸Das Gericht soll Personen, die von der Entscheidung erkennbar in besonderem Maße betroffen werden, auch ohne Antrag beiladen.

(4) ¹Der Beiladungsbeschuß ist allen Beteiligten zuzustellen. ²Dabei sollen der Stand der Sache und der Grund der Beiladung angegeben werden. ³Die Beiladung ist unanfechtbar.

§ 66 [Prozessuale Rechte des Beigeladenen] ¹Der Beigeladene kann innerhalb der Anträge eines Beteiligten selbständig Angriffs- und Verteidigungsmittel geltend machen und alle Verfahrenshandlungen wirksam vornehmen. ²Abweichende Sachanträge kann er nur stellen, wenn eine notwendige Beiladung vorliegt.

§ 63 [Parties à la procédure] Sont parties à la procédure :

1. le requérant,
2. le défendeur,
3. la personne appelée en cause (*Beigeladene*) (§ 65),
4. le procureur général fédéral ou le représentant de l'intérêt général, au cas où il fait usage de son pouvoir de se constituer partie.

§ 64 [Litisconsorts] Les dispositions des §§ 59 à 63 du code de procédure civile relatives aux litisconsorts sont applicables par analogie.

§ 65 [Appel en cause] (1) Le tribunal peut, aussi longtemps que la procédure n'est pas encore close par une décision ayant force de chose jugée ou qu'elle est pendante à un degré supérieur de juridiction, appeler en cause, d'office ou sur requête à cet effet, des tiers dont les intérêts juridiques sont touchés par la décision.

(2) Si des tiers sont impliqués dans le rapport de droit litigieux à tel point qu'une décision commune s'avère nécessaire, ils doivent être appelés en cause (appel en cause obligatoire).

(3) ¹S'il s'avère que l'application de l'alinéa 2 entraîne l'appel en cause de plus de cinquante personnes, le tribunal peut ordonner par arrêt que seules les personnes qui en feront la demande dans un certain délai seront appelées en cause. ²Cet arrêt est insusceptible de recours. ³Il doit faire l'objet d'une publication au bulletin fédéral d'annonces légales. ⁴Il doit en outre être publié dans des quotidiens répandus dans le secteur dans lequel la décision est appelée à produire ses effets. ⁵Le délai doit être d'au moins trois mois à compter de la publication au bulletin fédéral d'annonces légales. ⁶Le jour d'expiration du délai doit être communiqué dans la publication paraissant dans les quotidiens. ⁷Le § 60 est applicable au relevé de forclusion en cas de non respect du délai. ⁸Le tribunal doit appeler en cause, même sans requête de leur part, les personnes qui, de toute évidence, sont particulièrement concernées par la décision.

(4) ¹L'arrêt d'appel en cause doit être signifié à toutes les parties. ²L'état de l'affaire et le motif de l'appel en cause doivent être indiqués. ³L'arrêt d'appel en cause est insusceptible de recours.

§ 66 [Situation des personnes appelées en cause au regard de la procédure]

¹La personne appelée en cause peut faire valoir ses moyens propres d'action et de défense dans le cadre des requêtes d'une partie et accomplir valablement tous les actes procéduraux. ²Cette personne ne peut déposer des requêtes sur le fond s'écartant de la requête principale que s'il y a eu appel en cause obligatoire.

§ 67 [Prozeßbevollmächtigte und Beistände] (1) ¹Vor dem Bundesverwaltungsgericht muß sich jeder Beteiligte durch einen Rechtsanwalt oder einen Rechtslehrer an einer deutschen Hochschule als Bevollmächtigten vertreten lassen. ²Dies gilt auch für die Einlegung der Revision sowie der Beschwerde gegen ihre Nichtzulassung und der Beschwerde in den Fällen des § 47 Abs. 7 und des § 99 Abs. 2 dieses Gesetzes sowie des § 17 a Abs. 4 Satz 4 des Gerichtsverfassungsgesetzes. ³Juristische Personen des öffentlichen Rechts und Behörden können sich auch durch Beamte oder Angestellte mit Befähigung zum Richteramt vertreten lassen.

(2) ¹Vor dem Verwaltungsgericht und dem Oberverwaltungsgericht kann sich ein Beteiligter in jeder Lage des Verfahrens durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen und sich in der mündlichen Verhandlung eines Beistands bedienen. ²Durch Beschuß kann angeordnet werden, daß ein Bevollmächtigter bestellt oder ein Beistand hinzugezogen werden muß. ³Vor dem Verwaltungsgericht und dem Oberverwaltungsgericht kann jede Person als Bevollmächtigter und Beistand auftreten, die zum sachgemäßen Vortrag fähig ist.

(3) ¹Die Vollmacht ist schriftlich zu erteilen. ²Sie kann nachgereicht werden; hierfür kann das Gericht eine Frist bestimmen. ³Ist ein Bevollmächtigter bestellt, so sind die Zustellungen oder Mitteilungen des Gerichts an ihn zu richten.

§ 67a [Gemeinsamer Bevollmächtigter] (1) ¹Sind an einem Rechtsstreit mehr als fünfzig Personen im gleichen Interesse beteiligt, ohne durch einen Prozeßbevollmächtigten vertreten zu sein, kann das Gericht ihnen durch Beschuß aufgeben, innerhalb einer angemessenen Frist einen gemeinsamen Bevollmächtigten zu bestellen, wenn sonst die ordnungsgemäße Durchführung des Rechtsstreits beeinträchtigt wäre. ²Bestellen die Beteiligten einen gemeinsamen Bevollmächtigten nicht innerhalb der ihnen gesetzten Frist, kann das Gericht einen Rechtsanwalt als gemeinsamen Vertreter durch Beschuß bestellen. ³Die Beteiligten können Verfahrenshandlungen nur durch den gemeinsamen Bevollmächtigten oder Vertreter vornehmen. Beschlüsse nach den Sätzen 1 und 2 sind unanfechtbar.

(2) ¹Die Vertretungsmacht erlischt, sobald der Vertreter oder der Vertretene dies dem Gericht schriftlich oder zur Niederschrift des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle erklärt, der Vertreter kann die Erklärung nur hinsichtlich aller Vertretenen abgeben. ²Gibt der Vertretene eine solche Erklärung ab, so erlischt die Vertretungsmacht nur, wenn zugleich die Bestellung eines anderen Bevollmächtigten angezeigt wird.

§ 67 [Mandataires *ad litem* et conseils juridiques] (1) ¹Devant la Cour fédérale administrative, chacune des parties doit se faire représenter par un avocat ou par un professeur de droit d'une université allemande, en qualité de mandataire. ²Cette règle s'applique également à l'introduction de la révision, ainsi que du pourvoi contre son défaut d'autorisation et du pourvoi prévu par les §§ 47, al. 7 et 99, al. 2 de la présente loi ainsi que du § 17a, al. 4, 4^{ème} phrase de la loi sur l'organisation judiciaire. ³Les personnes morales de droit public et les autorités administratives peuvent également se faire représenter par des fonctionnaires ou employés ayant l'aptitude aux fonctions de juge.

(2) ¹Devant le tribunal administratif et le tribunal administratif supérieur, une partie peut se faire représenter à tout stade de la procédure par un mandataire et recourir à l'assistance d'un conseil juridique au cours des débats oraux. ²Un arrêt peut ordonner à la partie de désigner un mandataire ou de recourir à un conseil juridique. ³Toute personne capable de présenter un rapport pertinent sur l'affaire peut intervenir en qualité de mandataire ou de conseil juridique devant le tribunal administratif et le tribunal administratif supérieur.

(3) ¹Le mandat doit être donné par écrit. ²Il peut être remis ultérieurement ; le tribunal peut fixer un délai à cette fin. ³Lorsqu'un mandataire est désigné, les significations ou communications du tribunal doivent lui être adressées.

§ 67a [Mandataire commun à plusieurs parties] (1) ¹Si plus de cinquante personnes sont parties à un litige pour la défense d'un intérêt identique sans être représentées par un mandataire *ad litem*, le tribunal peut leur imposer par arrêt de désigner dans un délai raisonnable un mandataire commun, si son absence risque d'être préjudiciable au déroulement correct du litige. ²Si les parties ne désignent pas de mandataire commun dans le délai qui leur est impartie, un arrêt du tribunal peut commettre un avocat comme représentant commun. ³Les parties ne peuvent accomplir les actes procéduraux que par l'intermédiaire du mandataire ou représentant commun. ⁴Les arrêts rendus en vertu des 1^{ère} et 2^{ème} phrases sont insusceptibles de recours.

(2) ¹Le pouvoir de représentation s'éteint dès que le représentant ou le représenté fait une déclaration en ce sens, soit par écrit, soit par consignation au procès-verbal du greffier ; le représentant ne peut faire cette déclaration qu'au regard de l'ensemble des représentés. ²Si une telle déclaration émane du représenté, le pouvoir de représentation ne s'éteint que si un autre mandataire est simultanément désigné.

**8. Abschnitt:
Besondere Vorschriften für Anfechtungs- und
Verpflichtungsklagen**

§ 68 [Vorverfahren]. (1) ¹Vor Erhebung der Anfechtungsklage sind Rechtmäßigkeit und Zweckmäßigkeit des Verwaltungsakts in einem Vorverfahren nachzuprüfen. ²Einer solchen Nachprüfung bedarf es nicht, wenn ein Gesetz dies für besondere Fälle bestimmt oder wenn

1. der Verwaltungsakt von einer obersten Bundesbehörde oder von einer obersten Landesbehörde erlassen worden ist, außer wenn ein Gesetz die Nachprüfung vorschreibt, oder
2. ein Dritter Durch einen Widerspruchsbescheid erstmalig beschwert wird

(2) Für die Verpflichtungsklage gilt Absatz 1 entsprechend, wenn der Antrag auf Vornahme des Verwaltungsakts abgelehnt worden ist.

§ 69 [Widerspruch] Das Vorverfahren beginnt mit der Erhebung des Widerspruchs.

§ 70 [Form und Frist des Widerspruchs] (1) ¹Der Widerspruch ist innerhalb eines Monats, nachdem der Verwaltungsakt dem Beschweren bekanntgegeben worden ist, schriftlich oder zur Niederschrift bei der Behörde zu erheben, die den Verwaltungsakt erlassen hat. ²Die Frist wird auch durch Einlegung bei der Behörde, die den Widerspruchsbescheid zu erlassen hat, gewahrt.

(2) §§ 58 und 60 Abs. 1 bis 4 gelten entsprechend.

§ 71 [Anhörung Dritter] Kann die Aufhebung oder Änderung des Verwaltungsakts im Widerspruchsbescheid einen Dritten beschweren, so soll er vor Erlaß des Widerspruchsbescheids gehört werden.

§ 72 [Abhilfe] Hält die Behörde den Widerspruch für begründet, so hilft sie ihm ab und entscheidet über die Kosten.

§ 73 [Widerspruchsbescheid] (1) Hilft die Behörde dem Widerspruch nicht ab, so ergeht ein Widerspruchsbescheid. Diesen erläßt

1. die nächsthöhere Behörde, soweit nicht durch Gesetz eine andere höhere Behörde bestimmt wird,
2. wenn die nächsthöhere Behörde eine oberste Bundes- oder oberste Landesbehörde ist, die Behörde, die den Verwaltungsakt erlassen hat,
3. in Selbstverwaltungsangelegenheiten die Selbstverwaltungsbehörde, soweit nicht durch Gesetz anderes bestimmt wird.

Section 8 :

Dispositions spéciales aux actions en annulation et aux actions tendant à l'émission d'un acte administratif individuel

§ 68 [Recours administratif préalable] (1) ¹Avant l'introduction de l'action en annulation, la régularité et l'opportunité de l'acte administratif individuel doivent être contrôlées dans le cadre d'un recours administratif préalable. ²Ce contrôle n'est pas nécessaire si une loi en dispose ainsi pour certains cas ou si :

1. l'acte administratif individuel a été édicté par une autorité administrative suprême de la Fédération, ou par une autorité administrative suprême d'un *Land*, à moins qu'une loi n'exige le contrôle ou si
2. un tiers est lésé pour la première fois par une décision sur contredit.

(2) L'alinéa 1^{er} est applicable par analogie à l'action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel si la requête en édition de cet acte a été rejetée.

§ 69 [Contredit] Le recours administratif préalable débute avec l'introduction du contredit.

§ 70 [Forme et délai du contredit] (1) ¹Le contredit doit être introduit par écrit ou par consignation à un procès-verbal auprès de l'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif individuel, dans le délai d'un mois après que l'acte a été notifié à la personne lésée. ²Le délai est également conservé par l'introduction du contredit auprès de l'autorité administrative à qui il appartient d'édicter la décision sur contredit.

(2) Les §§ 58 et 60, al. 1 à 4 sont applicables par analogie.

§ 71 [Audition des tiers] Si l'annulation ou la modification de l'acte administratif individuel par une décision sur contredit peut léser un tiers, celui-ci doit être entendu avant que cette décision ne soit édictée.

§ 72 [Admission de la prétention] Si l'autorité estime le contredit fondé, elle y fait droit et statue sur les dépens.

§ 73 [Décision sur contredit] (1) Si l'autorité ne fait pas droit au contredit, une décision sur contredit intervient. Elle est édictée :

1. par l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure, dans la mesure où la loi ne désigne pas une autre autorité hiérarchiquement supérieure,
2. si l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure est une autorité administrative suprême de la Fédération ou une autorité administrative suprême d'un *Land*, par l'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif individuel en cause,
3. dans les affaires relevant d'une administration autonome, par l'autorité administrative autonome, à moins que la loi n'en dispose autrement.

(2) ¹Vorschriften, nach denen im Vorverfahren des Absatzes 1 Ausschüsse oder Beiräte an die Stelle einer Behörde treten, bleiben unberührt. ²Die Ausschüsse oder Beiräte können abweichend von Absatz 1 Nr. 1 auch bei der Behörde gebildet werden, die den Verwaltungsakt erlassen hat.

(3) Der Widerspruchsbescheid ist zu begründen, mit einer Rechtsmittelbelehrung zu versehen und zuzustellen. Der Widerspruchsbescheid bestimmt auch, wer die Kosten trägt.

§ 74 [Klagefrist] (1) ¹Die Anfechtungsklage muß innerhalb eines Monats nach Zustellung des Widerspruchsbescheids erhoben werden. ²Ist nach § 68 ein Widerspruchsbescheid nicht erforderlich, so muß die Klage innerhalb eines Monats nach Bekanntgabe des Verwaltungsakts erhoben werden.

(2) Für die Verpflichtungsklage gilt Absatz 1 entsprechend, wenn der Antrag auf Vornahme des Verwaltungsakts abgelehnt worden ist.

§ 75 [Klage bei Untätigkeit der Behörden] ¹Ist über einen Widerspruch oder über einen Antrag auf Vornahme eines Verwaltungsakts ohne zureichenden Grund in angemessener Frist sachlich nicht entschieden worden, so ist die Klage abweichend von § 68 zulässig. ²Die Klage kann nicht vor Ablauf von drei Monaten seit der Einlegung des Widerspruchs oder seit dem Antrag auf Vornahme des Verwaltungsakts erhoben werden, außer wenn wegen besonderer Umstände des Falles eine kürzere Frist geboten ist. ³Liegt ein zureichender Grund dafür vor, daß über den Widerspruch noch nicht entschieden oder der beantragte Verwaltungsakt noch nicht erlassen ist, so setzt das Gericht das Verfahren bis zum Ablauf einer von ihm bestimmten Frist, die verlängert werden kann, aus. ⁴Wird dem Widerspruch innerhalb der vom Gericht gesetzten Frist stattgegeben oder der Verwaltungsakt innerhalb dieser Frist erlassen, so ist die Hauptsache für erledigt zu erklären.

§ 76 (weggefallen)

§ 77 [Ausschließlichkeit des Widerspruchsverfahrens] (1) Alle bundesrechtlichen Vorschriften in anderen Gesetzen über Einspruchs- oder Beschwerdeverfahren sind durch die Vorschriften dieses Abschnitts ersetzt.

(2) Das gleiche gilt für landesrechtliche Vorschriften über Einspruchs- oder Beschwerdeverfahren als Voraussetzung der verwaltungsgerichtlichen Klage.

(2) ¹Les dispositions prévoyant que des commissions ou des conseils consultatifs interviennent à la place d'une autorité administrative dans le recours préalable visé par l'alinéa 1^{er} ne sont pas affectées par ce qui précède. ²Les commissions ou conseils consultatifs peuvent également, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, n° 1 être formés auprès de l'autorité qui a édicté l'acte administratif individuel.

(3) ¹La décision sur contredit doit être motivée, porter l'indication des voies de réformation et être signifiée. ²La décision sur contredit détermine également qui supporte les dépens.

§ 74 [Délai pour intenter le recours] (1) ¹L'action en annulation doit être introduite dans un délai d'un mois à compter de la signification de la décision sur contredit. ²Si, en vertu du § 68, une décision sur contredit n'est pas nécessaire, l'action doit être introduite dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'acte administratif individuel.

(2) L'alinéa 1^{er} est applicable par analogie à l'action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel si la requête en édition de cet acte a été rejetée.

§ 75 [Action en carence contre les autorités] ¹Si, sans motif suffisant, il n'a pas été statué au fond dans un délai raisonnable sur un contredit ou sur une requête en édition d'un acte administratif individuel, le recours est recevable par dérogation au § 68. ²Il ne peut pas être introduit avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du jour où le contredit ou la requête en édition d'un acte administratif individuel a été formé, sauf si un délai plus court s'impose en raison des circonstances particulières de l'espèce. ³S'il existe un motif suffisant pour qu'il n'ait pas encore été statué sur le contredit ou pour que l'acte administratif individuel sollicité n'ait pas encore été édicté, le tribunal suspend la procédure jusqu'à l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui pourra être prolongé. ⁴S'il est fait droit au contredit dans le délai fixé par le tribunal, ou si l'acte administratif individuel est édicté dans ce délai, l'affaire doit être déclarée définitivement réglée au fond.

§ 76 (abrogé).

§ 77 [Caractère exclusif de la procédure du contredit] (1) Les dispositions de la présente section se substituent à toutes autres dispositions législatives du droit fédéral relatives à la procédure d'opposition ou à la procédure du pourvoi.

(2) Il en va de même pour toutes les dispositions du droit des *Länder* relatives à la procédure d'opposition et à la procédure du pourvoi constituant condition préalable aux recours devant la juridiction administrative.

§ 78 [Beklagter] (1) Die Klage ist zu richten

1. gegen den Bund, das Land oder die Körperschaft, deren Behörde den angefochtenen Verwaltungsakt erlassen oder den beantragten Verwaltungsakt unterlassen hat, zur Bezeichnung des Beklagten genügt die Angabe der Behörde,
2. sofern das Landesrecht dies bestimmt, gegen die Behörde selbst, die den angefochtenen Verwaltungsakt erlassen oder den beantragten Verwaltungsakt unterlassen hat.

(2) Wenn ein Widerspruchsbescheid erlassen ist, der einen Dritten erstmalig beschwert (§ 68 Abs. 1 Satz 2 Nr. 2), so ist insoweit Behörde im Sinne des Absatzes 1 die Widerspruchsbehörde.

§ 79 [Gegenstand der Anfechtungsklage] (1) Gegenstand der Anfechtungsklage ist

1. der ursprüngliche Verwaltungsakt in der Gestalt, die er durch den Widerspruchsbescheid gefunden hat,
2. der Widerspruchsbescheid, wenn ein Dritter durch ihn erstmalig beschwert wird.

(2) ¹Der Widerspruchsbescheid kann auch dann alleiniger Gegenstand der Anfechtungsklage sein, wenn und soweit er gegenüber dem ursprünglichen Verwaltungsakt eine zusätzliche selbständige Beschwer enthält. ²Als eine zusätzliche Beschwer gilt auch die Verletzung einer wesentlichen Verfahrensvorschrift, sofern der Widerspruchsbescheid auf dieser Verletzung beruht. ³§ 78 Abs. 2 gilt entsprechend.

§ 80 [Aufschiebende Wirkung] (1) ¹Widerspruch und Anfechtungsklage haben aufschiebende Wirkung. ²Das gilt auch bei rechtsgestaltenden und feststellenden Verwaltungsakten sowie bei Verwaltungsakten mit Doppelwirkung (§ 80 a).

(2) Die aufschiebende Wirkung entfällt nur

1. bei der Anforderung von öffentlichen Abgaben und Kosten,
2. bei unaufschiebbaren Anordnungen und Maßnahmen von Polizeivollzugsbeamten,
3. in anderen durch Bundesgesetz vorgeschriebenen Fällen,
4. in den Fällen, in denen die sofortige Vollziehung im öffentlichen Interesse oder im überwiegenden Interesse eines Beteiligten von der Behörde, die den Verwaltungsakt erlassen oder über den Widerspruch zu entscheiden hat, besonders angeordnet wird.

(3) ¹In den Fällen des Absatzes 2 Nr. 4 ist das besondere Interesse an der sofortigen Vollziehung des Verwaltungsakts schriftlich zu begründen. ²Einer besonderen Begründung bedarf es nicht, wenn die Behörde bei Gefahr im Verzug,

§ 78 [Défendeurs] (1) Le recours doit être dirigé :

1. contre la Fédération, le *Land* ou la collectivité dont l'autorité administrative a édicté l'acte administratif individuel attaqué ou s'est abstenue d'édicter l'acte administratif individuel sollicité ; l'indication de cette autorité suffit pour désigner le défendeur,
2. dans la mesure où le droit du *Land* en dispose ainsi, contre l'autorité même qui a édicté l'acte administratif individuel attaqué ou s'est abstenue d'édicter l'acte administratif individuel sollicité.

(2) S'il est édicté une décision sur contredit lésant un tiers pour la première fois (§ 68, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase, n° 2) l'autorité administrative ayant la qualité de défendeur en vertu de l'alinéa 1^{er} est l'autorité compétente pour statuer sur le contredit.

§ 79 [Objet de l'action en annulation] (1) L'objet de l'action en annulation est :

1. l'acte administratif individuel originel, dans la forme que lui a donnée la décision sur contredit,
2. la décision sur contredit, si elle lèse un tiers pour la première fois.

(2) ¹La décision sur contredit peut être l'objet exclusif de l'action en annulation, si et dans la mesure où elle entraîne, par rapport à l'acte administratif individuel originel, un grief supplémentaire propre. ²La violation d'une disposition substantielle de procédure constitue également un grief supplémentaire dans la mesure où la décision sur contredit repose sur cette violation. ³Le § 78, al. 2 est applicable par analogie.

§ 80 [Effet suspensif] (1) ¹Le contredit et l'action en annulation ont un effet suspensif. ²Cette règle s'applique également dans le cas d'actes administratifs individuels modifiant une situation juridique ou à caractère déclaratoire ainsi que dans le cas d'actes administratifs individuels à doubles effets (§ 80a).

(2) L'effet suspensif n'est exclu que :

1. pour le recouvrement de prélèvements et redevances publics,
2. pour les ordres et les mesures insusceptibles de suspension émanant de fonctionnaires de police,
3. dans les autres cas prévus par une loi fédérale,
4. dans les hypothèses où l'exécution immédiate est spécialement ordonnée, dans l'intérêt général ou dans l'intérêt prédominant d'une des parties, par l'autorité qui a édicté l'acte administratif individuel ou qui est chargée de statuer sur le contredit.

(3) ¹Dans les cas visés par l'alinéa 2, n° 4 l'intérêt justifiant une exécution immédiate de l'acte administratif individuel doit être motivé par écrit. ²Une motivation spéciale n'est pas nécessaire, si l'autorité prend préventivement dans l'intérêt général une mesure d'urgence qualifiée comme telle, au cas où il y a péril

insbesondere bei drohenden Nachteilen für Leben, Gesundheit oder Eigentum vorsorglich eine als solche bezeichnete Notstandsmaßnahme im öffentlichen Interesse trifft.

(4) ¹Die Behörde, die den Verwaltungsakt erlassen oder über den Widerspruch zu entscheiden hat, kann in den Fällen des Absatzes 2 die Vollziehung aussetzen, soweit nicht bundesgesetzlich etwas anderes bestimmt ist. ²Bei der Anforderung von öffentlichen Abgaben und Kosten kann sie die Vollziehung auch gegen Sicherheit aussetzen. ³Die Aussetzung soll bei öffentlichen Abgaben und Kosten erfolgen, wenn ernstliche Zweifel an der Rechtmäßigkeit des angegriffenen Verwaltungsakts bestehen oder wenn die Vollziehung für den Abgaben- oder Kostenpflichtigen eine unbillige, nicht durch überwiegende öffentliche Interessen gebotene Härte zur Folge hätte.

(5) ¹Auf Antrag kann das Gericht der Hauptsache die aufschiebende Wirkung in den Fällen des Absatzes 2 Nr. 1 bis 3 ganz oder teilweise anordnen, im Falle des Absatzes 2 Nr. 4 ganz oder teilweise wiederherstellen. ²Der Antrag ist schon vor Erhebung der Anfechtungsklage zulässig. ³Ist der Verwaltungsakt im Zeitpunkt der Entscheidung schon vollzogen, so kann das Gericht die Aufhebung der Vollziehung anordnen. ⁴Die Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung kann von der Leistung einer Sicherheit oder von anderen Auflagen abhängig gemacht werden. ⁵Sie kann auch befristet werden.

(6) ¹In den Fällen des Absatzes 2 Nr. 1 ist der Antrag nach Absatz 5 nur zulässig, wenn die Behörde einen Antrag auf Aussetzung der Vollziehung ganz oder zum Teil abgelehnt hat. ²Das gilt nicht, wenn

1. die Behörde über den Antrag ohne Mitteilung eines zureichenden Grundes in angemessener Frist sachlich nicht entschieden hat oder
2. eine Vollstreckung droht.

(7) ¹Das Gericht der Hauptsache kann Beschlüsse über Anträge nach Absatz 5 jederzeit ändern oder aufheben. ²Jeder Beteiligte kann die Änderung oder Aufhebung wegen veränderter oder im ursprünglichen Verfahren ohne Verschulden nicht geltend gemachter Umstände beantragen.

(8) In dringenden Fällen kann der Vorsitzende entscheiden.

§ 80a [Verwaltungsakte mit Doppelwirkung] (1) Legt ein Dritter einen Rechtsbehelf gegen den an einen anderen gerichteten, diesen begünstigenden Verwaltungsakt ein, kann die Behörde

1. auf Antrag des Begünstigten nach § 80 Abs. 2 Nr. 4 die sofortige Vollziehung anordnen,
2. auf Antrag des Dritten nach § 80 Abs. 4 die Vollziehung aussetzen und einstweilige Maßnahmen zur Sicherung der Rechte des Dritten treffen.

en la demeure, en particulier en cas de risques imminents de préjudice pour la vie, la santé ou la propriété.

(4) ¹L'autorité administrative qui a édicté l'acte administratif individuel ou qui est chargée de statuer sur le contredit peut, dans les cas visés par l'alinéa 2, surseoir à l'exécution, à moins qu'une loi fédérale n'en dispose autrement. ²En matière de recouvrement de prélèvements et redevances publics, cette autorité peut également surseoir à l'exécution contre le versement d'une garantie. ³En cette matière, le sursis doit intervenir s'il existe des doutes sérieux sur la régularité de l'acte administratif individuel attaqué ou si l'exécution devait avoir pour le redévable un caractère de dureté inéquitable, non justifiée par des intérêts publics prédominants.

(5) ¹Sur requête, le tribunal compétent au fond peut, dans les cas visés par l'alinéa 2, n° 1 à 3 ordonner qu'il y a effet suspensif pour tout ou partie ou, dans le cas visé par l'alinéa 2, n° 4 le rétablir rétroactivement pour tout ou partie. ²La requête est recevable dès avant l'introduction de l'action en annulation. ³Si l'acte administratif individuel a déjà été exécuté au moment de la décision, le tribunal peut ordonner le retrait de l'exécution. ⁴Le rétablissement rétroactif de l'effet suspensif peut être lié au versement d'une garantie ou à d'autres charges. ⁵Il peut également être assorti d'un délai.

(6) ¹Dans les cas visés par l'alinéa 2, n° 1 la requête prévue par l'alinéa 5 n'est recevable que si l'autorité a rejeté en tout ou partie une requête en sursis à exécution. ²Ceci ne s'applique pas si :

1. l'autorité n'a pas statué au fond sur la requête dans un délai raisonnable, sans avancer de motif suffisant, ou si
2. une exécution semble imminente.

(7) ¹Le tribunal compétent au fond peut modifier ou infirmer à tout moment les arrêts rendus sur les requêtes visées à l'alinéa 5. ²Chaque partie peut demander modification ou confirmation pour cause de changement de circonstances ou d'omission non fautive d'invocation de circonstances au cours de la procédure originelle.

(8) En cas d'urgence, le président peut statuer.

§ 80a [Actes administratifs individuels à doubles effets] (1) Si un tiers introduit une voie de recours contre un acte administratif individuel destiné à une autre personne et créateur de droits au bénéfice de celle-ci, l'autorité peut

1. ordonner l'exécution immédiate sur requête du bénéficiaire, en vertu du § 80, al. 2, n° 4,
2. surseoir à l'exécution, sur requête du tiers, en vertu du § 80, al. 4 et prendre des mesures conservatoires pour préserver les droits du tiers.

(2) Legt ein Betroffener gegen einen an ihn gerichteten belastenden Verwaltungsakt, der einen Dritten begünstigt, einen Rechtsbehelf ein, kann die Behörde auf Antrag des Dritten nach § 80 Abs. 2 Nr. 4 die sofortige Vollziehung anordnen.

(3) ¹Das Gericht kann auf Antrag Maßnahmen nach den Absätzen 1 und 2 ändern oder aufheben oder solche Maßnahmen treffen. ²§ 80 Abs. 5 bis 8 gelten entsprechend.

9. Abschnitt: Verfahren im ersten Rechtszug

§ 81 [Klageerhebung] (1) ¹Die Klage ist bei dem Gericht schriftlich zu erheben. ²Bei dem Verwaltungsgericht kann sie auch zur Niederschrift des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle erhoben werden.

(2) Der Klage und allen Schriftsätze sollen Abschriften für die übrigen Beteiligten beigelegt werden.

§ 82 [Inhalt der Klageschrift] (1) ¹Die Klage muß den Kläger, den Beklagten und den Gegenstand des Klagebegehrens bezeichnen. ²Sie soll einen bestimmten Antrag enthalten. ³Die zur Begründung dienenden Tatsachen und Beweismittel sollen angegeben, die angefochtene Verfügung und der Widerspruchsbescheid sollen in Urschrift oder in Abschrift beigelegt werden.

(2) ¹Entspricht die Klage diesen Anforderungen nicht, hat der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Richter (Berichterstatter) den Kläger zu der erforderlichen Ergänzung innerhalb einer bestimmten Frist aufzufordern. ²Er kann dem Kläger für die Ergänzung eine Frist mit ausschließender Wirkung setzen, wenn es an einem der in Absatz 1 Satz 1 genannten Erfordernisse fehlt. ³Für die Wieder-einsetzung in den vorigen Stand gilt § 60 entsprechend.

§ 83 [Sachliche und örtliche Zuständigkeit] ¹Für die sachliche und örtliche Zuständigkeit gelten die §§ 17 bis 17b des Gerichtsverfassungsgesetzes entsprechend. ²Beschlüsse entsprechend § 17 a Abs. 2 und 3 des Gerichtsverfassungsgesetzes sind unanfechtbar.

§ 84 [Gerichtsbescheid] (1) ¹Das Gericht kann ohne mündliche Verhandlung durch Gerichtsbescheid entscheiden, wenn die Sache keine besonderen Schwierigkeiten tatsächlicher oder rechtlicher Art aufweist und der Sachverhalt geklärt ist. ²Die Beteiligten sind vorher zu hören. ³Die Vorschriften über Urteile gelten entsprechend.

(2) Si une personne concernée introduit une voie de recours contre un acte administratif individuel à elle destiné, créant des obligations à son égard et des droits au profit d'un tiers, l'autorité peut ordonner, sur requête du tiers, l'exécution immédiate en vertu du § 80, al. 2, n^o 4.

(3) ¹Sur requête, le tribunal peut modifier, annuler ou prendre lui-même les mesures visées par les alinéas 1 et 2. ²Le § 80, al. 5 à 8 est applicable par analogie.

Section 9 : Procédure en première instance

§ 81 [Introduction du recours] (1) ¹Le recours doit être introduit par écrit auprès du tribunal. ²Auprès du tribunal administratif, il peut également être introduit par consignation au procès verbal du greffier.

(2) Le recours et toutes les pièces écrites doivent être accompagnés de copies destinées aux autres parties.

§ 82 [Contenu du mémoire introductif] (1) ¹Le recours doit désigner le requérant, le défendeur et l'objet de la demande. ²Il doit comporter une requête précise. ³Les faits et les moyens de preuve motivant cette requête doivent être indiqués ; la prescription attaquée et la décision sur contredit doivent être jointes en annexe, sous forme d'original ou de copie.

(2) ¹Si le recours ne satisfait pas à ces exigences, le président ou un juge désigné par lui (rapporteur) doit sommer le requérant d'apporter les compléments nécessaires dans un délai déterminé. ²Il peut pour cela imposer au requérant un délai dont l'expiration entraîne forclusion si une des exigences posées par l'alinéa 1^{er}, 1^{re} phrase fait défaut. ³Le § 60 est applicable par analogie au relevé de forclusion.

§ 83 [Compétence *ratione materiae* et *ratione loci*] ¹Les §§ 17 à 17b de la loi sur l'organisation judiciaire sont applicables par analogie à la compétence *ratione materiae* et *ratione loci*. ²Les arrêts rendus conformément au § 17a, al. 2 et 3 de la loi sur l'organisation judiciaire sont insusceptibles de recours.

§ 84 [Décision en forme simplifiée] (1) ¹Le tribunal peut statuer sans débats oraux par une décision en forme simplifiée, si l'affaire ne présente pas de difficultés particulières ni en fait, ni en droit et que les faits ont été clairement établis. ²Les parties doivent être préalablement entendues. ³Les dispositions relatives aux jugements sont applicables par analogie.

(2) Die Beteiligten können innerhalb eines Monats nach Zustellung des Gerichtsbescheides,

1. wenn die Berufung oder die Revision gegeben ist, das Rechtsmittel einlegen,
2. wenn die nur kraft Zulassung statthaft Berufung oder die Revision nicht zugelassen worden ist, Nichtzulassungsbeschwerde einlegen oder mündliche Verhandlungen beantragen; wird von beiden Rechtsbehelfen Gebrauch gemacht, findet mündliche Verhandlung statt,
3. wenn ein Rechtsmittel nicht gegeben ist, mündliche Verhandlung beantragen.

(3) Der Gerichtsbescheid wirkt als Urteil; wird rechtzeitig mündliche Verhandlung beantragt, gilt er als nicht ergangen.

(4) Wird mündliche Verhandlung beantragt, kann das Gericht in dem Urteil von einer weiteren Darstellung des Tatbestandes und der Entscheidungsgründe absehen, soweit es der Begründung des Gerichtsbescheides folgt und dies in seiner Entscheidung feststellt.

§ 85 [Klagezustellung] ¹Der Vorsitzende verfügt die Zustellung der Klage an den Beklagten. ²Zugleich mit der Zustellung ist der Beklagte aufzufordern, sich schriftlich zu äußern, § 81 Abs. 1 Satz 2 gilt entsprechend. ³Hierfür kann eine Frist gesetzt werden.

§ 86 [Untersuchungsgrundsatz, Aufklärungspflicht, vorbereitende Schriftsätze] ¹Das Gericht erforscht den Sachverhalt von Amts wegen, die Beteiligten sind dabei heranzuziehen. ²Es ist an das Vorbringen und an die Beweisanträge der Beteiligten nicht gebunden.

(2) Ein in der mündlichen Verhandlung gestellter Beweisantrag kann nur durch einen Gerichtsbeschuß, der zu begründen ist, abgelehnt werden.

(3) Der Vorsitzende hat darauf hinzuwirken, daß Formfehler beseitigt, unklare Anträge erläutert, sachdienliche Anträge gestellt, ungenügende tatsächliche Angaben ergänzt, ferner alle für die Feststellung und Beurteilung des Sachverhalts wesentlichen Erklärungen abgegeben werden.

(4) ¹Die Beteiligten sollen zur Vorbereitung der mündlichen Verhandlung Schriftsätze einreichen. ²Hierzu kann sie der Vorsitzende unter Fristsetzung auffordern. ³Die Schriftsätze sind den Beteiligten von Amts wegen zu übersenden.

(5) ¹Den Schriftsätzen sind die Urkunden, auf die Bezug genommen wird, in Urschrift oder in Abschrift ganz oder im Auszug beizufügen. ²Sind die Urkunden dem Gegen bereit bekannt oder sehr umfangreich, so genügt die genaue Bezeichnung mit dem Anerbieten, Einsicht bei Gericht zu gewähren.

(2) Les parties peuvent, dans un délai d'un mois à compter de la signification de la décision en forme simplifiée,

1. si l'appel ou la révision sont ouverts : introduire une voie de réformation,
2. si l'appel, quand il est soumis à autorisation, ou la révision n'a pas été autorisé : introduire un pourvoi contre le défaut d'autorisation ou solliciter des débats oraux ; s'il est fait usage de ces deux voies de recours, des débats oraux ont lieu,
3. si aucune voie de réformation n'est ouverte : solliciter des débats oraux.

(3) La décision en forme simplifiée produit les mêmes effets qu'un jugement ; si des débats oraux sont sollicités en temps utile, elle est réputée n'être pas intervenue ;

(4) Si des débats oraux sont sollicités, le tribunal peut renoncer, dans son jugement, à exposer à nouveau les faits et les motifs, dans la mesure où il reprend la motivation de sa décision en forme simplifiée et en fait mention dans sa décision.

§ 85 [Signification du recours] ¹Le président prescrit la signification du recours au défendeur. ²A l'occasion de cette signification, le défendeur doit être invité à faire connaître son point de vue par écrit ; le § 81, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase est applicable par analogie. ³Un délai peut être fixé pour cette formalité.

§ 86 [Principe inquisitoire, obligation d'enquêter, mémoires préparatoires]
(1) ¹Le tribunal recherche les faits d'office ; les parties doivent être invitées à collaborer à son action. ²Il n'est pas lié par les dires et les offres de preuve des parties.

(2) Une offre de preuve présentée au cours des débats oraux ne peut être refusée que par un arrêt motivé du tribunal.

(3) Le président doit veiller à ce que les vices de forme soient corrigés, que les requêtes peu claires soient précisées, que des requêtes pertinentes soient déposées, que les indications de faits insuffisantes soient complétées et également à ce que toutes les déclarations essentielles pour l'établissement et l'appréciation des faits soient faites.

(4) ¹Les parties doivent adresser des mémoires pour la préparation des débats oraux. ²Le président peut les sommer de remplir cette formalité en leur fixant un délai. ³Les mémoires doivent être transmis d'office aux parties intéressées.

(5) ¹Aux mémoires doivent être joints, sous forme d'original ou de copie, les documents, dans leur teneur intégrale ou sous forme d'extraits, auxquels ces mémoires se réfèrent. ²Si les documents sont déjà connus de la partie adverse ou s'ils sont très volumineux, il suffit de les désigner précisément en offrant la possibilité de les consulter au tribunal.

§ 87 [Vorbereitendes Verfahren] (1) ¹Der Vorsitzende oder der Berichterstatter hat schon vor der mündlichen Verhandlung alle Anordnungen zu treffen, die notwendig sind, um den Rechtsstreit möglichst in einer mündlichen Verhandlung zu erledigen. ²Er kann insbesondere

1. die Beteiligten zur Erörterung des Sach- und Streitstandes und zur gütlichen Beilegung des Rechtsstreits laden und einen Vergleich entgegennehmen;
2. den Beteiligten die Ergänzung oder Erläuterung ihrer vorbereitenden Schriftsätze sowie die Vorlegung von Urkunden und von anderen zur Niederlegung bei Gericht geeigneten Gegenständen aufgeben, insbesondere eine Frist zur Erklärung über bestimmte klärungsbedürftige Punkte setzen;
3. Auskünfte einholen;
4. die Vorlage von Urkunden anordnen;
5. das persönliche Erscheinen der Beteiligten anordnen; § 95 gilt entsprechend;
6. Zeugen und Sachverständige zur mündlichen Verhandlung laden.

(2) Die Beteiligten sind von jeder Anordnung zu benachrichtigen.

(3) ¹Der Vorsitzende oder der Berichterstatter kann einzelne Beweise erheben. ²Dies darf nur insoweit geschehen, als es zur Vereinfachung der Verhandlung vor dem Gericht sachdienlich und von vornherein anzunehmen ist, daß das Gericht das Beweisergebnis auch ohne unmittelbaren Eindruck von dem Verlauf der Beweisaufnahme sachgemäß zu würdigen vermag.

§ 87a [Entscheidung im vorbereitenden Verfahren] (1) Der Vorsitzende entscheidet, wenn die Entscheidung im vorbereitenden Verfahren ergeht,

1. über die Aussetzung und das Ruhen des Verfahrens;
2. bei Zurücknahme der Klage, Verzicht auf den geltend gemachten Anspruch oder Anerkenntnis des Anspruchs;
3. bei Erledigung des Rechtsstreits in der Hauptsache;
4. über den Streitwert;
5. über Kosten.

(2) Im Einverständnis der Beteiligten kann der Vorsitzende auch sonst anstelle der Kammer oder des Senats entscheiden.

(3) Ist ein Berichterstatter bestellt, so entscheidet dieser anstelle des Vorsitzenden.

§ 87b [Fristsetzung, Fristversäumnis] (1) ¹Der Vorsitzende oder der Berichterstatter kann dem Kläger eine Frist setzen zur Angabe der Tatsachen, durch deren Berücksichtigung oder Nichtberücksichtigung im Verwaltungsverfahren er sich beschwert fühlt. ²Die Fristsetzung nach Satz 1 kann mit der Fristsetzung nach § 82 Abs. 2 Satz 2 verbunden werden.

§ 87 [Procédure préparatoire] (1) ¹Le président ou le rapporteur doit prendre, dès avant les débats oraux, toutes les ordonnances nécessaires pour régler le litige au cours, si possible, d'une seule séance de débats oraux. ²Il peut en particulier

1. convier les parties à débattre des questions de fait et des questions relatives au litige et à régler le litige à l'amiable et enregistrer une transaction ;
2. imposer aux parties de compléter ou de préciser leurs mémoires préparatoires et de produire des documents et d'autres objets susceptibles d'être déposés au tribunal et, en particulier, fixer un délai pour éclaircir certains points douteux ;
3. rechercher des renseignements ;
4. ordonner la production de documents ;
5. ordonner la comparution personnelle des parties ; le § 95 est applicable par analogie ;
6. convoquer des témoins et des experts aux débats oraux.

(2) Les parties doivent être avisées de chaque ordonnance.

(3) ¹Le président ou le rapporteur peut recueillir certaines preuves séparément. ²Cela n'est possible que pour autant que ceci contribue à simplifier les débats devant le tribunal et que l'on peut considérer d'emblée que le tribunal peut apprécier correctement le résultat de preuve, même sans en avoir directement suivi l'administration.

§ 87a [Décision rendue au cours de la procédure préparatoire] (1) Quand la décision est rendue au cours de la procédure préparatoire, le président statue

1. sur la suspension et l'interruption de la procédure ;
2. en cas de désistement d'instance, de renonciation à la prétention invoquée ou de reconnaissance de la prétention par l'adversaire ;
3. en cas de règlement définitif du litige au fond ;
4. sur la valeur du litige ;
5. sur les dépens.

(2) Avec l'accord des parties, le président peut également statuer dans d'autres cas à la place de la section ou de la chambre.

(3) Si un rapporteur a été désigné, il statue à la place du président.

§ 87b [Fixation d'un délai, dépassement du délai] (1) ¹Le président ou le rapporteur peut fixer un délai au requérant pour qu'il indique les faits dont la prise en considération ou dont l'ignorance, au cours de la procédure administrative non-contentieuse, lui semble lui avoir été préjudiciable. ²Cette fixation du délai peut être liée avec la fixation du délai en vertu du § 82, al. 2, 2^{ème} phrase.

(2) Der Vorsitzende oder der Berichterstatter kann einem Beteiligten unter Fristsetzung aufgeben, zu bestimmten Vorgängen

1. Tatsachen anzugeben oder Beweismittel zu bezeichnen,
2. Urkunden oder andere bewegliche Sachen vorzulegen, soweit der Beteiligte dazu verpflichtet ist.

(3) ¹Das Gericht kann Erklärungen und Beweismittel, die erst nach Ablauf einer nach den Absätzen 1 und 2 gesetzten Frist vorgebracht werden, zurückweisen und ohne weitere Ermittlungen entscheiden, wenn

1. ihre Zulassung nach der freien Überzeugung des Gerichts die Erledigung des Rechtsstreits verzögern würde und
2. der Beteiligte die Verspätung nicht genügend entschuldigt und
3. der Beteiligte über die Folgen einer Fristversäumung belehrt worden ist.

²Der Entschuldigungsgrund ist auf Verlangen des Gerichts glaubhaft zu machen.

³Satz 1 gilt nicht, wenn es mit geringem Aufwand möglich ist, den Sachverhalt auch ohne Mitwirkung des Beteiligten zu ermitteln.

§ 88 [Bindung an Klagebegehren] Das Gericht darf über das Klagebegehren nicht hinausgehen, ist aber an die Fassung der Anträge nicht gebunden.

§ 89 [Widerklage] (1) ¹Bei dem Gericht der Klage kann eine Widerklage erhoben werden, wenn der Gegenanspruch mit dem in der Klage geltend gemachten Anspruch oder mit den gegen ihn vorgebrachten Verteidigungsmitteln zusammenhängt. ²Dies gilt nicht, wenn in den Fällen des § 52 Nr. 1 für die Klage wegen des Gegenanspruchs ein anderes Gericht zuständig ist.

(2) Bei Anfechtungs- und Verpflichtungsklagen ist die Widerklage ausgeschlossen.

§ 90 [Rechtshängigkeit] (1) Durch Erhebung der Klage wird die Streitsache rechtshängig.

(2) (weggefallen)

(3) (weggefallen)

§ 91 [Klageänderung] (1) Eine Änderung der Klage ist zulässig, wenn die übrigen Beteiligten einwilligen oder das Gericht die Änderung für sachdienlich hält.

(2) Die Einwilligung des Beklagten in die Änderung der Klage ist anzunehmen, wenn er sich, ohne ihr zu widersprechen, in einem Schriftsatz oder in einer mündlichen Verhandlung auf die geänderte Klage eingelassen hat.

(2) Le président ou le rapporteur peut enjoindre à l'une des parties, dans un délai fixé et sur certains éléments du dossier,

1. de mentionner des faits ou d'indiquer des moyens de preuve,
2. de produire des documents ou d'autres biens meubles, pour autant que la partie y est tenue.

(3) ¹Le tribunal peut rejeter les déclarations et moyens de preuve produits après l'expiration d'un des délais fixés en vertu des alinéas 1 et 2 et statuer sans investigations supplémentaires :

1. si leur admission est susceptible, selon la libre conviction du tribunal, de retarder le règlement du litige,
2. si la partie n'est pas en mesure de fournir une excuse justifiant suffisamment le retard et
3. si les conséquences d'un dépassement du délai ont été indiquées à la partie.

²A la demande du tribunal, l'excuse doit être présentée de manière crédible. ³La 1^{re} phrase ne s'applique pas s'il est possible de procéder à frais minimes aux investigations relatives à l'établissement des faits, même sans le concours de la partie.

§ 88 [Ne ultra petita] Le tribunal ne peut élargir la demande, mais il n'est pas lié par la formulation des requêtes.

§ 89 [Demande reconventionnelle] (1) ¹Une demande reconventionnelle peut être introduite auprès du tribunal saisi du recours, si la prétention du défendeur est en rapport avec celle soulevée par le recours ou avec les moyens de défense présentés contre celui-ci. ²Cette règle ne s'applique pas si, dans les cas visés par le § 52 n° 1, un autre tribunal est compétent pour statuer sur le recours relatif à la prétention du défendeur.

(2) En cas d'action en annulation et d'action tendant à l'émission d'un acte administratif individuel, la demande reconventionnelle est exclue.

§ 90 [Litispendance] (1) L'introduction du recours ouvre la litispendance.

(2) et (3) (abrogés)

§ 91 [Modification du recours] (1) Une modification du recours est possible, si les autres parties l'autorisent ou si le tribunal estime cette modification pertinente.

(2) L'autorisation de la modification du recours par le défendeur doit être considérée comme acquise si, dans un mémoire ou au cours de débats oraux, celui-ci a pris position sur le recours modifié sans faire d'objections.

(3) Die Entscheidung, daß eine Änderung der Klage nicht vorliegt oder zuzulassen sei, ist nicht selbständig anfechtbar.

§ 92 [Klagerücknahme] (1) ¹Der Kläger kann bis zur Rechtskraft des Urteils seine Klage zurücknehmen. ²Die Zurücknahme nach Stellung der Anträge in der mündlichen Verhandlung setzt die Einwilligung des Beklagten und, wenn ein Vertreter des öffentlichen Interesses an der mündlichen Verhandlung teilgenommen hat, auch seine Einwilligung voraus.

(2) ¹Wird die Klage zurückgenommen, so stellt das Gericht das Verfahren durch Beschuß ein und spricht in ihm die sich nach diesem Gesetz ergebenden Rechtsfolgen der Zurücknahme aus. ²Der Beschuß ist unanfechtbar.

§ 93 [Verbindung und Trennung von Verfahren] ¹Das Gericht kann durch Beschuß mehrere bei ihm anhängige Verfahren über den gleichen Gegenstand zu gemeinsamer Verhandlung und Entscheidung verbinden und wieder trennen. ²Es kann anordnen, daß mehrere in einem Verfahren erhobene Ansprüche in getrennten Verfahren verhandelt und entschieden werden.

§ 93a [Musterverfahren] (1) ¹Ist die Rechtmäßigkeit einer behördlichen Maßnahme Gegenstand von mehr als fünfzig Verfahren, kann das Gericht eines oder mehrere geeignete Verfahren vorab durchführen (Musterverfahren) und die übrigen Verfahren aussetzen. ²Die Beteiligten sind vorher zu hören. ³Der Beschuß ist unanfechtbar.

(2) ¹Ist über die durchgeföhrten Verfahren rechtskräftig entschieden worden, kann das Gericht nach Anhörung der Beteiligten über die ausgesetzten Verfahren durch Beschuß entscheiden, wenn es einstimmig der Auffassung ist, daß die Sachen gegenüber rechtskräftig entschiedenen Musterverfahren keine wesentlichen Besonderheiten tatsächlicher oder rechtlicher Art aufweisen und der Sachverhalt geklärt ist. ²Das Gericht kann in einem Musterverfahren erhobene Beweise einföhren; es kann nach seinem Ermessen die wiederholte Vernehmung eines Zeugen oder eine neue Begutachtung durch denselben oder andere Sachverständige anordnen. ³Den Beteiligten steht gegen den Beschuß nach Satz 1 das Rechtsmittel zu, das zulässig wäre, wenn das Gericht durch Urteil entschieden hätte. ⁴Die Beteiligten sind über dieses Rechtsmittel zu belehren.

§ 94 [Aussetzung des Verfahrens] Das Gericht kann, wenn die Entscheidung des Rechtsstreits ganz oder zum Teil von dem Bestehen oder Nichtbestehen eines Rechtsverhältnisses abhängt, das den Gegenstand eines anderen anhängigen Rechtsstreits bildet oder von einer Verwaltungsbehörde festzustellen ist, anordnen, daß die Verhandlung bis zur Erledigung des anderen Rechtsstreits oder bis zur Entscheidung der Verwaltungsbehörde auszusetzen sei.

(3) La décision dénierant l'existence d'une modification du recours ou refusant une telle modification n'est pas susceptible d'un recours autonome.

§ 92 [Désistement d'instance] (1) ¹Le requérant peut se désister de l'instance jusqu'à ce que le jugement ait acquis force de chose jugée. ²Le désistement après dépôt des conclusions au cours des débats oraux presuppose l'autorisation du défendeur ainsi que celle du représentant de l'intérêt général si celui-ci a participé aux débats oraux.

(2) ¹S'il y a désistement, le tribunal procède au classement de la procédure par un arrêt dans lequel il tire les conséquences juridiques du désistement selon la présente loi. ²L'arrêt est insusceptible de recours.

§ 93 [Jonction et disjonction de procédure] ¹Par arrêt, le tribunal peut joindre puis disjoindre plusieurs procédures pendantes devant lui et portant sur le même objet, en vue de débats communs et d'une décision commune. ²Il peut ordonner que plusieurs prétentions soulevées au moyen d'une seule procédure soient débattues et jugées dans des procédures distinctes.

§ 93a [Procédure modèle] (1) ¹Si la question de la régularité d'une mesure administrative fait l'objet de plus de cinquante procédures, le tribunal peut dans un premier temps mener à leur terme une ou plusieurs procédures appropriées à servir de modèle (procédure modèle) et suspendre les autres procédures. ²Les parties doivent être entendues préalablement. ³L'arrêt est insusceptible de recours.

(2) ¹Si les procédures menées à leur terme ont été closes par une décision ayant force de chose jugée, le tribunal peut, après audition des parties, statuer par voie d'arrêt sur les procédures suspendues, s'il est unanimement d'avis que les affaires ne présentent pas de particularités substantielles de fait, ni de droit, par rapport aux procédures modèles closes par des décisions ayant force de chose jugée, et que les faits sont clairement établis. ²Le tribunal peut recourir aux preuves recueillies dans la procédure modèle ; il peut ordonner discrétionnairement une nouvelle audition d'un témoin ou une nouvelle expertise, soit par le même expert, soit par un autre. ³La voie de réformation qui serait ouverte si le tribunal avait statué par voie de jugement est également ouverte à la partie contre l'arrêt visé à la 1^{ère} phrase. ⁴Cette voie de réformation doit être indiquée aux parties.

§ 94 [Suspension de la procédure] Si la décision sur le litige dépend en totalité ou en partie de l'existence ou de la non-existence d'un rapport de droit qui constitue l'objet d'un autre litige pendant ou qui doit être constaté par une autorité administrative, le tribunal peut ordonner la suspension des débats jusqu'au règlement de cet autre litige ou jusqu'à la décision de l'autorité administrative.

§ 95 [Persönliches Erscheinen] (1) ¹Das Gericht kann das persönliche Erscheinen eines Beteiligten anordnen. ²Für den Fall des Ausbleibens kann es Ordnungsgeld wie gegen einen im Vernehmungstermin nicht erschienenen Zeugen androhen. ³Bei schuldhaftem Ausbleiben setzt das Gericht durch Beschuß das ange drohte Ordnungsgeld fest. ⁴Androhung und Festsetzung des Ordnungsgelds können wiederholt werden.

(2) Ist Beteiliger eine juristische Person oder eine Vereinigung, so ist das Ordnungsgeld dem nach Gesetz oder Satzung Vertretungsberechtigten anzudrohen und gegen ihn festzusetzen.

(3) Das Gericht kann einer beteiligten öffentlich-rechtlichen Körperschaft oder Behörde aufgeben, zur mündlichen Verhandlung einen Beamten oder Angestellten zu entsenden, der mit einem schriftlichen Nachweis über die Vertretungsbefugnis versehen und über die Sach- und Rechtslage ausreichend unterrichtet ist.

§ 96 [Unmittelbarkeit der Beweisaufnahme] (1) ¹Das Gericht erhebt Beweis in der mündlichen Verhandlung. ²Es kann insbesondere Augenschein einnehmen, Zeugen, Sachverständige und Beteiligte vernehmen und Urkunden heranziehen.

(2) Das Gericht kann in geeigneten Fällen schon vor der mündlichen Verhandlung durch eines seiner Mitglieder als beauftragten Richter Beweis erheben lassen oder durch Bezeichnung der einzelnen Beweisfragen ein anderes Gericht um die Beweisaufnahme ersuchen.

§ 97 [Beweistermine] ¹Die Beteiligten werden von allen Beweisterminen benachrichtigt und können der Beweisaufnahme beiwohnen. ²Sie können an Zeugen und Sachverständige sachdienliche Fragen richten. ³Wird eine Frage beanstandet, so entscheidet das Gericht.

§ 98 [Beweisaufnahme] Soweit dieses Gesetz nicht abweichende Vorschriften enthält, sind auf die Beweisaufnahme §§ 358 bis 444 und 450 bis 494 der Zivilprozeßordnung entsprechend anzuwenden.

§ 99 [Vorlage- und Auskunftspflicht der Behörden] (1) ¹Behörden sind zur Vorlage von Urkunden oder Akten und zu Auskünften verpflichtet. ²Wenn das Bekanntwerden des Inhalts dieser Urkunden oder Akten und dieser Auskünfte dem Wohl des Bundes oder eines deutschen Landes Nachteile bereiten würde oder wenn die Vorgänge nach einem Gesetz oder ihrem Wesen nach geheimgehalten werden müssen, kann die zuständige oberste Aufsichtsbehörde die Vorlage von Urkunden oder Akten und die Erteilung der Auskunft verweigern.

§ 95 [Comparution personnelle] (1) ¹Le tribunal peut ordonner la comparution personnelle d'une partie. ²En cas de défaut de comparution, il peut la menacer d'amende, tout comme un témoin qui ne se rend pas à une audition. ³En cas de non-comparution fautive, le tribunal inflige par voie d'arrêt l'amende annoncée. ⁴La menace et le prononcé de l'amende peuvent être renouvelés.

(2) Si une personne morale ou un groupement est partie au procès, la menace d'amende doit être adressée et l'amende infligée à la personne légalement ou statutairement habilitée à le représenter.

(3) Le tribunal peut imposer à une collectivité de droit public ou à une autorité administrative partie à la procédure de déléguer aux débats oraux un fonctionnaire ou un employé, muni d'un écrit attestant son pouvoir de représentation et suffisamment informé des données de fait et de droit de l'affaire.

§ 96 [Caractère direct de l'administration de la preuve] (1) ¹Le tribunal recueille la preuve au cours des débats oraux. ²Il peut en particulier effectuer une descente sur les lieux, procéder à l'audition de témoins, d'experts et de parties et se faire communiquer des documents.

(2) Dès avant les débats oraux, le tribunal peut, dans les cas adéquats, faire recueillir une preuve par un de ses membres en tant que juge commis ou requérir un autre tribunal d'administrer la preuve en lui indiquant les différentes questions qui nécessitent une preuve.

§ 97 [Dates d'audition] ¹Les parties sont avisées de toutes les dates d'audition et peuvent assister à l'administration de la preuve. ²Les parties peuvent poser des questions pertinentes aux témoins et experts. ³Si une question donne lieu à contestation, le tribunal tranche.

§ 98 [Administration de la preuve] Dans la mesure où la présente loi n'en dispose pas autrement, les §§ 358 à 444 et 450 à 494 du code de procédure civile s'appliquent par analogie à l'administration de la preuve.

§ 99 [Obligation pour l'administration de produire des dossiers et de fournir des renseignements] (1) ¹Les autorités administratives sont tenues de produire des documents ou des dossiers et de fournir des renseignements. ²Si la divulgation du contenu de ces documents ou dossiers et de ces renseignements est de nature à porter préjudice au bien de la Fédération ou d'un *Land* allemand ou si les éléments en cause doivent être tenus secrets en vertu d'une loi ou en raison de leur nature, l'autorité de contrôle suprême compétente peut refuser la production des documents ou dossiers et la communication du renseignement.

(2) ¹Auf Antrag eines Beteiligten entscheidet das Gericht der Hauptsache durch Beschuß, ob glaubhaft gemacht ist, daß die gesetzlichen Voraussetzungen für die Verweigerung der Vorlage von Urkunden oder Akten und die Erteilung von Auskünften vorliegen. ²Die oberste Aufsichtsbehörde, die die Erklärung nach Absatz 1 abgegeben hat, ist zu diesem Verfahren beizuladen. ³Der Beschuß kann selbständig mit der Beschwerde angefochten werden. ⁴Über die Beschwerde entscheidet das Bundesverwaltungsgericht, wenn das Oberverwaltungsgericht erstmalig mit der Sache befaßt war.

§ 100 [Akteneinsicht; Abschriften] (1) Die Beteiligten können die Gerichtsakten und die dem Gericht vorgelegten Akten einsehen.

(2) ¹Sie können sich durch die Geschäftsstelle auf ihre Kosten Ausfertigungen, Auszüge und Abschriften erteilen lassen. ²Sind die Gerichtsakten zur Ersetzung der Urschrift auf einem Bildträger verkleinert wiedergegeben worden, gilt § 299a der Zivilprozeßordnung entsprechend. ³Nach dem Ermessen des Vorsitzenden können die Akten dem bevollmächtigten Rechtsanwalt zur Mitnahme in seine Wohnung oder in seine Geschäftsräume übergeben werden.

(3) Die Entwürfe zu Urteilen, Beschlüssen und Verfügungen, die Arbeiten zu ihrer Vorbereitung, ferner die Schriftstücke, die Abstimmungen betreffen, werden weder vorgelegt noch abschriftlich mitgeteilt.

§ 101 [Grundsatz der mündlichen Verhandlung] (1) Das Gericht entscheidet, soweit nichts anderes bestimmt ist, auf Grund mündlicher Verhandlung.

(2) Mit Einverständnis der Beteiligten kann das Gericht ohne mündliche Verhandlung entscheiden.

(3) Entscheidungen des Gerichts, die nicht Urteile sind, können ohne mündliche Verhandlung ergehen, soweit nichts anderes bestimmt ist.

§ 102 [Ladung, Sitzungen außerhalb des Gerichtssitzes] (1) ¹Sobald der Termin zur mündlichen Verhandlung bestimmt ist, sind die Beteiligten mit einer Ladungsfrist von mindestens zwei Wochen, bei dem Bundesverwaltungsgericht von mindestens vier Wochen, zu laden. ²In dringenden Fällen kann der Vorsitzende die Frist abkürzen.

(2) Bei der Ladung ist darauf hinzuweisen, daß beim Ausbleiben eines Beteiligten auch ohne ihn verhandelt und entschieden werden kann.

(3) Die Gerichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit können Sitzungen auch außerhalb des Gerichtssitzes abhalten, wenn dies zur sachdienlichen Erledigung notwendig ist.

(2) ¹Sur requête d'une partie, le tribunal compétent au fond statue par voie d'arrêt sur la crédibilité des affirmations relatives à l'existence des conditions légales justifiant le refus de produire des documents ou des dossiers et de fournir des renseignements. ²L'autorité de contrôle suprême qui a effectué la déclaration visée par l'alinéa 1^{er} doit être citée à comparaître à cette procédure. ³L'arrêt peut être attaqué de façon autonome par la voie du pourvoi. ⁴La Cour fédérale administrative statue sur ce pourvoi si le tribunal administratif supérieur était saisi pour la première fois de l'affaire.

§ 100 [Consultation des dossiers ; copies conformes] (1) Les parties peuvent consulter les dossiers du tribunal et ceux qui ont été produits devant lui.

(2) ¹Elles peuvent se faire communiquer à leurs frais, par le greffe, des expéditions, extraits et copies conformes. ²Si les dossiers originaux du tribunal ont été reproduits par des réductions sur un support d'images, le § 299a du code de procédure civile est applicable par analogie. ³Le président peut discrétionnairement faire remettre les dossiers à l'avocat mandaté pour qu'il les emporte à son domicile ou à son cabinet.

(3) Les projets de jugements, arrêts et prescriptions, les travaux ayant servi à leur préparation et également les pièces concernant les votes ne sont ni produits, ni communiqués sous forme de copies.

§ 101 [Principe de l'oralité des débats] (1) Sauf disposition contraire, le tribunal statue sur la base de débats oraux.

(2) Avec l'accord des parties, le tribunal peut statuer sans débats oraux.

(3) Sauf disposition contraire, les décisions du tribunal autres que les jugements peuvent intervenir sans débats oraux.

§ 102 [Citation à comparaître, séances tenues en dehors du siège du tribunal]

(1) ¹Dès que la date des débats oraux est fixée, les parties doivent être citées à comparaître au terme d'un délai d'au moins deux semaines et, s'il s'agit d'une comparution devant la Cour fédérale administrative, d'au moins quatre semaines. ²Dans les cas d'urgence, le président peut abréger ce délai.

(2) La citation doit souligner le fait que, même en cas de non-comparution d'une des parties, les débats oraux peuvent avoir lieu et que le tribunal peut statuer en son absence.

(3) Les tribunaux de la juridiction administrative peuvent tenir également des séances hors du siège du tribunal, si cela est nécessaire au règlement rationnel du litige.

§ 103 [Gang der mündlichen Verhandlung] (1) Der Vorsitzende eröffnet und leitet die mündliche Verhandlung.

(2) Nach Aufruf der Sache trägt der Vorsitzende oder der Berichterstatter den wesentlichen Inhalt der Akten vor.

(3) Hierauf erhalten die Beteiligten das Wort, um ihre Anträge zu stellen und zu begründen.

§ 104 [Richterliche Frage- und Erörterungspflicht] (1) Der Vorsitzende hat die Streitsache mit den Beteiligten tatsächlich und rechtlich zu erörtern.

(2) ¹Der Vorsitzende hat jedem Mitglied des Gerichts auf Verlangen zu gestatten, Fragen zu stellen. ²Wird eine Frage beanstandet, so entscheidet das Gericht.

(3) ¹Nach Erörterung der Streitsache erklärt der Vorsitzende die mündliche Verhandlung für geschlossen. ²Das Gericht kann die Wiedereröffnung beschließen.

§ 105 [Niederschrift über die mündliche Verhandlung] Für die Niederschrift gelten die §§ 159 bis 165 der Zivilprozeßordnung entsprechend.

§ 106 [Gerichtlicher Vergleich] ¹Um den Rechtsstreit vollständig oder zum Teil zu erledigen, können die Beteiligten zur Niederschrift des Gerichts oder des beauftragten oder ersuchten Richters einen Vergleich schließen, soweit sie über den Gegenstand des Vergleichs verfügen können. ²Ein gerichtlicher Vergleich kann auch dadurch geschlossen werden, daß die Beteiligten einen in der Form eines Beschlusses ergangenen Vorschlag des Gerichts, des Vorsitzenden oder des Berichterstatters schriftlich gegenüber dem Gericht annehmen.

10. Abschnitt: Urteile und andere Entscheidungen

§ 107 [Entscheidung durch Urteil] Über die Klage wird, soweit nichts anderes bestimmt ist, durch Urteil entschieden.

§ 108 [Urteilsgrundlage, freie Beweiswürdigung, rechtliches Gehör] (1) ¹Das Gericht entscheidet nach seiner freien, aus dem Gesamtergebnis des Verfahrens gewonnenen Überzeugung. ²In dem Urteil sind die Gründe anzugeben, die für die richterliche Überzeugung leitend gewesen sind.

(2) Das Urteil darf nur auf Tatsachen und Beweisergebnisse gestützt werden, zu denen die Beteiligten sich äußern konnten.

§ 103 [Déroulement des débats oraux] (1) Le président ouvre et dirige les débats oraux.

(2) Après avoir appelé l'affaire, le président ou le rapporteur expose l'essentiel du contenu des dossiers.

(3) Les parties se voient ensuite accorder la parole pour exposer et motiver leurs requêtes.

§ 104 [Obligation des juges de poser des questions et de débattre] (1) Le président doit débattre du litige avec les parties sous l'angle du fait et du droit.

(2) ¹Le président doit autoriser tout membre du tribunal qui en fait la demande à poser des questions. ²Si une question donne lieu à contestation, le tribunal tranche.

(3) ¹A l'issue des débats sur le litige, le président déclare clos les débats oraux. ²Le tribunal peut décider leur réouverture.

§ 105 [Procès-verbal des débats oraux] Les §§ 159 à 165 du code de procédure civile sont applicables par analogie au procès-verbal.

§ 106 [Transaction devant le tribunal] ¹Pour régler définitivement tout ou partie du litige, les parties peuvent conclure une transaction par consignation au procès-verbal du tribunal, du juge commis ou du juge saisi par commission rogatoire, dans la mesure où elles peuvent disposer sur l'objet de la transaction. ²Une transaction devant le tribunal peut également être conclue par acceptation écrite des parties, adressée au tribunal, d'une proposition faite, sous forme d'arrêt, par le tribunal, le président ou le rapporteur.

Section 10 : Jugements et autres décisions

§ 107 [Décision rendue sous forme de jugement] Sauf disposition contraire, il est statué sur le recours par voie de jugement.

§ 108 [Fondement du jugement, libre appréciation des preuves, droit à être entendu] (1) ¹Le tribunal statue selon sa libre conviction, formée à partir des résultats de l'ensemble de la procédure. ²Dans le jugement doivent être indiqués les motifs ayant emporté la conviction des juges.

(2) Le jugement ne peut être fondé que sur des faits et des preuves à propos desquels les parties ont pu exprimer leurs points de vue.

§ 109 [Zwischenurteil] Über die Zulässigkeit der Klage kann durch Zwischenurteil vorab entschieden werden.

§ 110 [Teilurteil] Ist nur ein Teil des Streitgegenstandes zur Entscheidung reif, so kann das Gericht ein Teilurteil erlassen.

§ 111 [Zwischenurteil über den Grund] ¹Ist bei einer Leistungsklage ein Anspruch nach Grund und Betrag streitig, so kann das Gericht durch Zwischenurteil über den Grund vorab entscheiden. ²Das Gericht kann, wenn der Anspruch für begründet erklärt ist, anordnen, daß über den Betrag zu verhandeln ist.

§ 112 [Besetzung des Gerichts] Das Urteil kann nur von den Richtern und ehrenamtlichen Richtern gefällt werden, die an der dem Urteil zugrunde liegenden Verhandlung teilgenommen haben.

§ 113 [Urteilstenor] (1) ¹Soweit der Verwaltungsakt rechtswidrig und der Kläger dadurch in seinen Rechten verletzt ist, hebt das Gericht den Verwaltungsakt und den etwaigen Widerspruchsbescheid auf. ²Ist der Verwaltungsakt schon vollzogen, so kann das Gericht auf Antrag auch aussprechen, daß und wie die Verwaltungsbehörde die Vollziehung rückgängig zu machen hat. ³Dieser Ausspruch ist nur zulässig, wenn die Behörde dazu in der Lage und diese Frage spruchreif ist. ⁴Hat sich der Verwaltungsakt vorher durch Zurücknahme oder anders erledigt, so spricht das Gericht auf Antrag durch Urteil aus, daß der Verwaltungsakt rechtswidrig gewesen ist, wenn der Kläger ein berechtigtes Interesse an dieser Feststellung hat.

(2) ¹Begeht der Kläger die Änderung eines Verwaltungsakts, der einen Geldbetrag festsetzt oder eine darauf bezogene Feststellung trifft, kann das Gericht den Betrag in anderer Höhe festsetzen oder die Feststellung durch eine andere ersetzen. ²Erfordert die Ermittlung des festzusetzenden oder festzustellenden Betrags einen nicht unerheblichen Aufwand, kann das Gericht die Änderung des Verwaltungsakts durch Angabe der zu Unrecht berücksichtigten oder nicht berücksichtigten tatsächlichen oder rechtlichen Verhältnisse so bestimmen, daß die Behörde den Betrag auf Grund der Entscheidung errechnen kann. ³Die Behörde teilt den Beteiligten das Ergebnis der Neuberechnung unverzüglich formlos mit; nach Rechtskraft der Entscheidung ist der Verwaltungsakt mit dem geänderten Inhalt neu bekanntzugeben.

(3) ¹Hält das Gericht eine weitere Sachaufklärung für erforderlich, kann es ohne in der Sache selbst zu entscheiden, den Verwaltungsakt und den Widerspruchsbescheid aufheben, soweit nach Art oder Umfang die noch erforderlichen Ermittlungen erheblich sind und die Aufhebung auch unter Berücksichtigung der

§ 109 [Jugement incident] Il peut être statué au préalable sur la recevabilité du recours par un jugement incident (*Zwischenurteil*).

§ 110 [Jugement partiel] Si le litige n'est que partiellement en l'état d'être tranché, le tribunal peut rendre un jugement partiel.

§ 111 [Jugement incident sur le fondement] ¹Si, en cas d'action tendant à l'obtention d'une prestation, le fondement et le montant d'une prétention sont contestés, le tribunal peut statuer préalablement par jugement incident sur le fondement. ²Le tribunal peut, si la prétention a été déclarée fondée, ordonner qu'il soit débattu sur le montant.

§ 112 [Composition du tribunal] Le jugement ne peut être rendu que par les juges et juges non-professionnels ayant participé aux débats qui ont précédé ce jugement.

§ 113 [Dispositif] (1) ¹Dans la mesure où l'acte administratif individuel est irrégulier et que le requérant est, de ce fait, lésé dans ses droits, le tribunal annule l'acte administratif individuel et le cas échéant, la décision sur contredit. ²Si l'acte administratif individuel a déjà donné lieu à exécution, le tribunal peut également prononcer sur requête la restitution par l'autorité administrative de la situation antérieure à cette exécution et les modalités de cette restitution. ³Une telle sentence n'est possible que si l'autorité en cause est en mesure d'y donner suite et si la question est en état d'être tranchée. ⁴Si l'acte administratif individuel a cessé auparavant de produire effet à la suite d'un retrait ou autrement, le tribunal prononce par un jugement rendu sur requête l'irrégularité de l'acte administratif individuel, lorsque le requérant a un intérêt légitime à une telle constatation.

(2) ¹Si le requérant sollicite la modification d'un acte administratif individuel qui liquide une somme d'argent ou procède à une constatation s'y rapportant, le tribunal peut procéder à la liquidation de la somme à un montant différent ou remplacer la constatation contenue dans l'acte par une autre. ²Si l'évaluation de la somme à liquider ou constater exige des moyens non négligeables, le tribunal peut indiquer, pour la modification de l'acte administratif individuel, les considérations de fait et de droit qui ont été, à tort, soit prises en compte, soit négligées, de sorte que l'autorité puisse calculer la somme à partir de la décision. ³L'autorité communique sans délai et sans formes spécifiques le résultat de la nouvelle évaluation aux parties ; après l'entrée en force de chose jugée de la décision, l'acte administratif individuel doit être à nouveau notifié avec son contenu modifié.

(3) ¹Si le tribunal estime que les faits doivent faire l'objet d'éclaircissements supplémentaires, il peut, sans statuer lui-même au fond, annuler l'acte administratif individuel et la décision sur contredit, pour autant que les investigations encore nécessaires sont d'une nature ou d'une ampleur considérable et que, par ailleurs, l'annulation est justifiée eu égard aux intérêts des parties. ²Sur requête, le tribunal

Belange der Beteiligten sachdienlich ist.² Auf Antrag kann das Gericht bis zum Erlaß des neuen Verwaltungsakts eine einstweilige Regelung treffen, insbesondere bestimmen, daß Sicherheiten geleistet werden oder ganz oder zum Teil bestehen bleiben und Leistungen zunächst nicht zurückgewährt werden müssen.³ Der Beschuß kann jederzeit geändert oder aufgehoben werden.⁴ Eine Entscheidung nach Satz 1 kann nur binnen sechs Monaten seit Eingang der Akten der Behörde bei Gericht ergehen.

(4) Kann neben der Aufhebung eines Verwaltungsakts eine Leistung verlangt werden, so ist im gleichen Verfahren auch die Verurteilung zur Leistung zulässig.

(5) Soweit die Ablehnung oder Unterlassung des Verwaltungsakts rechtswidrig und der Kläger dadurch in seinen Rechten verletzt ist, spricht das Gericht die Verpflichtung der Verwaltungsbehörde aus, die beantragte Amtshandlung vorzunehmen, wenn die Sache spruchreif ist.² Andernfalls spricht es die Verpflichtung aus, den Kläger unter Beachtung der Rechtsauffassung des Gerichts zu bescheiden.

§ 114 [Nachprüfung von Ermessensentscheidungen] Soweit die Verwaltungsbehörde ermächtigt ist, nach ihrem Ermessen zu handeln, prüft das Gericht auch, ob der Verwaltungsakt oder die Ablehnung oder Unterlassung des Verwaltungsakts rechtswidrig ist, weil die gesetzlichen Grenzen des Ermessens überschritten sind oder von dem Ermessen in einer dem Zweck der Ermächtigung nicht entsprechenden Weise Gebrauch gemacht ist.

§ 115 [Klagen gegen Widerspruchsbescheid] §§ 113 und 114 gelten entsprechend, wenn nach § 79 Abs. 1 Nr. 2 und Abs. 2 der Widerspruchsbescheid Gegenstand der Anfechtungsklage ist.

§ 116 [Verkündung und Zustellung des Urteils] (1) Das Urteil wird, wenn eine mündliche Verhandlung stattgefunden hat, in der Regel in dem Termin, in dem die mündliche Verhandlung geschlossen wird, verkündet, in besonderen Fällen in einem sofort anzuberaumenden Termin, der nicht über zwei Wochen hinaus angesetzt werden soll.² Das Urteil ist den Beteiligten zuzustellen.

(2) Statt der Verkündung ist die Zustellung des Urteils zulässig; dann ist das Urteil binnen zwei Wochen nach der mündlichen Verhandlung der Geschäftsstelle zu übergeben.

(3) Entscheidet das Gericht ohne mündliche Verhandlung, so wird die Verkündung durch Zustellung an die Beteiligten ersetzt.

peut prendre une mesure provisoire jusqu'à ce que le nouvel acte administratif individuel soit édicté et, en particulier, décider que des garanties soient versées ou que des garanties déjà versées soient maintenues en tout ou partie et que les versements, dans un premier temps, ne soient pas restitués.³L'arrêt peut être à tout moment modifié ou annulé.⁴La décision prévue par la 1^{ère} phrase ne peut intervenir que dans un délai de six mois à partir de l'arrivée des dossiers de l'autorité administrative au tribunal.

(4) Si, accessoirement à l'annulation d'un acte administratif individuel, une prestation peut être réclamée, la condamnation à fournir cette prestation est possible dans la même procédure.

(5) ¹Dans la mesure où le refus ou l'abstention d'édicter l'acte administratif individuel en cause est irrégulier et où, de ce fait, le requérant est lésé dans ses droits, le tribunal prononce, envers l'autorité administrative, si l'affaire est en état d'être jugée, l'obligation de procéder à l'action réclamée.²Dans le cas contraire, le tribunal prononce l'obligation de statuer sur la demande en tenant compte de la position du tribunal.

§ 114 [Contrôle des décisions discrétionnaires] Dans la mesure où l'autorité administrative est autorisée à agir discrétionnairement, le tribunal examine également si l'acte administratif individuel ou le refus ou l'abstention de l'édicter est irrégulier pour cause de franchissement des marges légales de la discréptionnarité ou d'un usage de cette discréptionnarité non conforme au but visé par l'autorisation.

§ 115 [Recours contre les décisions sur contredit] Les §§ 113 et 114 sont applicables par analogie si, en vertu du § 79, al. 1^{er}, n^o 2 et al. 2 la décision sur contredit fait l'objet de l'action en annulation.

§ 116 [Prononcé et signification du jugement] (1) ¹Si des débats oraux ont eu lieu, le jugement est prononcé, en règle générale, au cours de l'audience de clôture de ces débats oraux ; dans certains cas particuliers, il est prononcé au cours d'une audience dont la date est immédiatement fixée et ne peut être reportée à plus de deux semaines.²Le jugement doit être signifié aux parties.

(2) La signification du jugement peut tenir lieu de prononcé ; en ce cas, le jugement doit être transmis au greffe dans un délai de deux semaines à compter des débats oraux.

(3) Si le tribunal statue sans débats oraux, le prononcé est remplacé par la signification aux parties.

§ 117 [Form und Inhalt des Urteils] (1) ¹Das Urteil ergeht „Im Namen des Volkes“. ²Es ist schriftlich abzufassen und von den Richtern, die bei der Entscheidung mitgewirkt haben, zu unterzeichnen. ³Ist ein Richter verhindert, seine Unterschrift beizufügen, so wird dies mit dem Hinderungsgrund vom Vorsitzenden oder, wenn er verhindert ist, vom dienstältesten beisitzenden Richter unter dem Urteil vermerkt. ⁴Der Unterschrift der ehrenamtlichen Richter bedarf es nicht.

(2) Das Urteil enthält

1. die Bezeichnung der Beteiligten, ihrer gesetzlichen Vertreter und der Bevollmächtigten nach Namen, Beruf, Wohnort und ihrer Stellung im Verfahren,
2. die Bezeichnung des Gerichts und die Namen der Mitglieder, die bei der Entscheidung mitgewirkt haben,
3. die Urteilsformel,
4. den Tatbestand,
5. die Entscheidungsgründe,
6. die Rechtsmittelbelehrung.

(3) ¹Im Tatbestand ist der Sach- und Streitstand unter Hervorhebung der gestellten Anträge seinem wesentlichen Inhalt nach gedrängt darzustellen. ²Wegen der Einzelheiten soll auf Schriftsätze, Protokolle und andere Unterlagen verwiesen werden, soweit sich aus ihnen der Sach- und Streitstand ausreichend ergibt.

(4) ¹Ein Urteil, das bei der Verkündung noch nicht vollständig abgefaßt war, ist vor Ablauf von zwei Wochen, vom Tag der Verkündung an gerechnet, vollständig abgefaßt der Geschäftsstelle zu übergeben. ²Kann dies ausnahmsweise nicht geschehen, so ist innerhalb dieser zwei Wochen das von den Richtern unterschriebene Urteil ohne Tatbestand, Entscheidungsgründe und Rechtsmittelbelehrung der Geschäftsstelle zu übergeben; Tatbestand, Entscheidungsgründe und Rechtsmittelbelehrung sind alsbald nachträglich niederzulegen, von den Richtern besonders zu unterschreiben und der Geschäftsstelle zu übergeben.

(5) Das Gericht kann von einer weiteren Darstellung der Entscheidungsgründe absehen, soweit es der Begründung des Verwaltungsakts oder des Widerspruchsbescheids folgt und dies in seiner Entscheidung feststellt.

(6) Der Urkundsbeamte der Geschäftsstelle hat auf dem Urteil den Tag der Zustellung und im Falle des § 116 Abs. 1 Satz 1 den Tag der Verkündung zu vermerken und diesen Vermerk zu unterschreiben.

§ 118 [Urteilsberichtigung] (1) Schreibfehler, Rechenfehler und ähnliche offensichtliche Unrichtigkeiten im Urteil sind jederzeit vom Gericht zu berichtigen.

§ 117 [Forme et contenu du jugement] (1) ¹Le jugement est rendu "Au nom du peuple". ²Il doit être rédigé par écrit et signé par les juges ayant concouru à la décision. ³Si un juge est empêché d'apposer sa signature, mention est faite sous le jugement de cet empêchement et de son motif par le président ou, s'il est lui-même empêché, par le juge assesseur le plus ancien. ⁴La signature des juges non-professionnels n'est pas nécessaire.

(2) Le jugement comporte :

1. la désignation des parties, de leurs représentants légaux et de leurs mandataires, avec l'indication de leurs noms, profession, domicile et de leur situation au regard de la procédure,
2. la désignation du tribunal et les noms des membres ayant concouru à l'élaboration de la décision,
3. le dispositif,
4. l'exposé des faits,
5. les motifs,
6. l'indication des voies de réformation ouvertes contre le jugement.

(3) ¹Dans l'exposé des faits, les faits et le litige sont présentés dans leurs aspects essentiels avec concision, en faisant ressortir les requêtes présentées. ²Quant aux détails, il est fait renvoi aux mémoires, procès-verbaux et autres documents, dans la mesure où ceux-ci sont de nature à renseigner suffisamment sur les faits et le litige.

(4) ¹Un jugement qui n'était pas encore complètement rédigé au moment de son prononcé doit être transmis dans son intégralité au greffe dans un délai de deux semaines à compter du jour du prononcé. ²Si, exceptionnellement, cela n'est pas possible, le jugement doit être transmis au greffe dans ce même délai de deux semaines avec les signatures des juges et sans l'exposé des faits, ni les motifs ni l'indication des voies de réformation ; l'exposé des faits, les motifs et l'indication des voies de réformation doivent être rédigés ultérieurement et dans les meilleurs délais, de nouveau signés par les juges et transmis au greffe.

(5) Le tribunal peut renoncer dans sa décision à exposer à nouveau les motifs dans la mesure où il reprend la motivation de l'acte administratif individuel ou de la décision sur contredit et en fait mention dans sa décision.

(6) Le greffier doit mentionner sur le jugement le jour de sa signification et, dans le cas du § 116, al. 1^{er}, 1^{ère} phrase le jour du prononcé ; il doit signer cette mention.

§ 118 [Rectification du jugement] (1) Les erreurs de plume, erreurs de calcul et autres inexacuitudes manifestes doivent être rectifiées à tout moment par le tribunal.

(2) ¹Über die Berichtigung kann ohne vorgängige mündliche Verhandlung entschieden werden. ²Der Berichtigungsbeschuß wird auf dem Urteil und den Ausfertigungen vermerkt.

§ 119 [Berichtigung des Tatbestands eines Urteils] (1) Enthält der Tatbestand des Urteils andere Unrichtigkeiten oder Unklarheiten, so kann die Berichtigung binnen zwei Wochen nach Zustellung des Urteils beantragt werden.

(2) ¹Das Gericht entscheidet ohne Beweisaufnahme durch Beschuß. ²Der Beschuß ist unanfechtbar. ³Bei der Entscheidung wirken nur die Richter mit, die beim Urteil mitgewirkt haben. ⁴Ist ein Richter verhindert, so entscheidet bei Stimmengleichheit die Stimme des Vorsitzenden. ⁵Der Berichtigungsbeschuß wird auf dem Urteil und den Ausfertigungen vermerkt.

§ 120 [Urteilergänzung] (1) Wenn ein nach dem Tatbestand von einem Beteiligten gestellter Antrag oder die Kostenfolge bei der Entscheidung ganz oder zum Teil übergegangen ist, so ist auf Antrag das Urteil durch nachträgliche Entscheidung zu ergänzen.

(2) Die Entscheidung muß binnen zwei Wochen nach Zustellung des Urteils beantragt werden.

(3) Die mündliche Verhandlung hat nur den nicht erledigten Teil des Rechtsstreits zum Gegenstand.

§ 121 [Rechtskraft] Rechtskräftige Urteile binden, soweit über den Streitgegenstand entschieden worden ist,

1. die Beteiligten und ihre Rechtsnachfolger und
2. im Fall des § 65 Abs. 3 die Personen, die einen Antrag auf Beiladung nicht oder nicht fristgemäß gestellt haben.

§ 122 [Beschlüsse] (1) §§ 88, 108 Abs. 1 Satz 1, §§ 118, 119 und 120 gelten entsprechend für Beschlüsse.

(2) ¹Beschlüsse sind zu begründen, wenn sie durch Rechtsmittel angefochten werden können oder über einen Rechtsbehelf entscheiden. ²Beschlüsse über die Aussetzung der Vollziehung (§§ 80, 80 a) und über einstweilige Anordnungen (§ 123) sowie Beschlüsse nach Erledigung des Rechtsstreits in der Hauptsache (§ 161 Abs. 2) sind stets zu begründen. ³Beschlüsse, die über ein Rechtsmittel entscheiden, bedürfen keiner weiteren Begründung, soweit das Gericht das Rechtsmittel aus den Gründen der angefochtenen Entscheidung als unbegründet zurückweist.

(2) ¹Il peut être statué sur la rectification sans débats oraux préalables. ²L'arrêt de rectification fait l'objet d'une mention sur le jugement et les expéditions.

§ 119 [Rectification de l'exposé des faits d'un jugement] (1) Si les faits exposés dans le jugement sont entachés d'autres inexactitudes ou obscurités, la rectification peut être demandée dans un délai de deux semaines à compter de la signification du jugement.

(2) ¹Le tribunal statue par voie d'arrêt sans qu'il y ait lieu à administration de la preuve. ²L'arrêt est insusceptible de recours. ³Seuls concourent à la décision les juges ayant concouru au jugement. ⁴Si un juge est empêché, la voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. ⁵L'arrêt de rectification fait l'objet d'une mention sur le jugement et les expéditions.

§ 120 [Compléments apportés au jugement] (1) Si une requête de l'une des parties, évoquée dans l'exposé des faits, ou si les dépens correspondants n'ont pas été pris en considération au moment de la décision, le jugement doit être complété, sur requête, par une décision ultérieure.

(2) La décision doit être sollicitée dans un délai de deux semaines à compter de la signification du jugement.

(3) Les débats oraux n'ont pour objet que la partie du litige qui n'a pas été réglée.

§ 121 [Autorité de chose jugée] Les jugements ayant force de chose jugée lient, dans la mesure où il a été statué sur l'objet du litige,

1. les parties et leurs ayants droit, et
2. dans le cas visé par le § 65, al. 3 les personnes qui n'ont pas déposé de requêtes à fin d'être appelées en cause ou n'ont pas respecté les délais pour former cette requête.

§ 122 [Arrêts (*Beschlüsse*)] (1) Les §§ 88, 108 al. 1^{er}, 1^{ère} phrase, 118, 119 et 120 sont applicables par analogie aux arrêts.

(2) ¹Les arrêts doivent être motivés s'ils sont susceptibles d'être attaqués par des voies de réformation ou s'ils statuent sur une voie de recours. ²Les arrêts portant sur le sursis à exécution (§§ 80, 80a) et sur des ordonnances de référé (§ 123) ainsi que les arrêts rendus après le règlement d'un litige au fond (§ 161, al. 2) doivent toujours être motivés. ³Les arrêts qui statuent sur une voie de réformation n'ont pas à être motivés à nouveau, dans la mesure où le tribunal rejette la voie de réformation comme non fondée pour les mêmes motifs que la décision attaquée.

11. Abschnitt: Einstweilige Anordnung

§ 123 [Erlaß einstweiliger Anordnungen] (1) ¹Auf Antrag kann das Gericht, auch schon vor Klageerhebung, eine einstweilige Anordnung in bezug auf den Streitgegenstand treffen, wenn die Gefahr besteht, daß durch eine Veränderung des bestehenden Zustands die Verwirklichung eines Rechts des Antragstellers vereitelt oder wesentlich erschwert werden könnte. ²Einstweilige Anordnungen sind auch zur Regelung eines vorläufigen Zustands in bezug auf ein streitiges Rechtsverhältnis zulässig, wenn diese Regelung, vor allem bei dauernden Rechtsverhältnissen, um wesentliche Nachteile abzuwenden oder drohende Gewalt zu verhindern oder aus anderen Gründen nötig erscheint.

(2) ¹Für den Erlaß einstweiliger Anordnungen ist das Gericht der Hauptsache zuständig. ²Dies ist das Gericht des ersten Rechtszugs und, wenn die Hauptsache im Berufungsverfahren anhängig ist, das Berufungsgericht. ³§ 80 Abs. 8 ist entsprechend anzuwenden.

(3) Für den Erlaß einstweiliger Anordnungen gelten § § 920, 921, 923, 926, 928 bis 932, 938, 939, 941 und 945 der Zivilprozeßordnung entsprechend.

(4) Das Gericht entscheidet durch Beschuß.

(5) Die Vorschriften der Absätze 1 bis 3 gelten nicht für die Fälle der §§ 80 und 80a.

TEIL III: RECHTSMITTEL UND WIEDERAUFPNAHME DES VERFAHRENS

12. Abschnitt: Berufung

§ 124 [Zulässigkeit und Einlegung der Berufung] (1) Gegen Endurteile einschließlich der Teilurteile nach § 110 und gegen Zwischenurteile nach den §§ 109 und 111 steht den Beteiligten die Berufung an das Oberverwaltungsgericht zu.

(2) ¹Die Berufung ist bei dem Gericht, dessen Entscheidung angefochten wird, innerhalb eines Monats nach Zustellung des vollständigen Urteils schriftlich oder zur Niederschrift des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle einzulegen. ²Die Beru-

Section 11 :
Ordonnances de référé
(Einstweilige Anordnung)

§ 123 [Ordonnances de référé] (1) ¹Sur requête, le tribunal peut, dès avant l'introduction du recours, prendre une ordonnance de référé concernant l'objet du litige, s'il existe un risque qu'une modification de l'état des choses rende impossible ou sensiblement plus difficile la réalisation d'un droit du requérant. ²Les ordonnances de référé sont également possibles pour régler une situation provisoire concernant un rapport de droit litigieux lorsque cette réglementation paraît nécessaire, notamment dans le cas de rapports de droit s'étendant dans le temps, pour écarter des préjudices substantiels ou faire échec à une violence imminente ou pour d'autres raisons.

(2) ¹Le tribunal compétent pour édicter l'ordonnance de référé est le tribunal compétent au fond. ²Il s'agit du tribunal saisi en première instance et, si l'affaire au fond est pendante en appel, du tribunal d'appel. ³Le § 80, al. 8 est applicable par analogie.

(3) Les §§ 920, 921, 923, 926, 928 à 932, 938, 939, 941 et 945 du code de procédure civile sont applicables par analogie à l'édition des ordonnances de référé.

(4) Le tribunal statue par voie d'arrêt.

(5) Les dispositions des alinéas 1 à 3 ne sont pas applicables aux cas visés par les §§ 80 et 80a.

TROISIÈME PARTIE :
VOIES DE REFORMATION ET REPRISE DE LA PROCEDURE

Section 12 :
L'appel

§ 124 [Recevabilité et introduction de l'appel] (1) L'appel devant le tribunal administratif supérieur est ouvert aux parties contre les jugements définitifs, y compris contre les jugements partiels visés par le § 110 et contre les jugements incidents visés par les §§ 109 et 111.

(2) ¹L'appel doit être introduit, par écrit ou par consignation au procès-verbal du greffier, devant le tribunal dont la décision est attaquée, dans un délai d'un mois à compter de la signification du jugement intégral. ²Le délai est également conser-

fungsfrist ist auch gewahrt, wenn die Berufung innerhalb der Frist bei dem Oberverwaltungsgericht eingeht.

(3) ¹Die Berufungsschrift muß das angefochtene Urteil bezeichnen und einen bestimmten Antrag enthalten. ²Die zur Begründung dienenden Tatsachen und Beweismittel sollen angegeben werden.

§ 125 [Berufungsverfahren, Entscheidung bei Unzulässigkeit] (1) ¹Für das Berufungsverfahren gelten die Vorschriften des Teils II entsprechend, soweit sich aus diesem Abschnitt nichts anderes ergibt. ²§ 84 findet keine Anwendung.

(2) ¹Ist die Berufung unzulässig, so ist sie zu verwerfen. ²Die Entscheidung kann durch Beschuß ergehen. ³Die Beteiligten sind vorher zu hören. ⁴Gegen den Beschuß steht den Beteiligten das Rechtsmittel zu, das zulässig wäre, wenn das Gericht durch Urteil entschieden hätte. ⁵Die Beteiligten sind über dieses Rechtsmittel zu belehren.

§ 126 [Zurücknahme der Berufung] (1) ¹Die Berufung kann bis zur Rechtskraft des Urteils zurückgenommen werden. ²Die Zurücknahme nach Stellung der Anträge in der mündlichen Verhandlung setzt die Einwilligung des Beklagten und, wenn ein Vertreter des öffentlichen Interesses an der mündlichen Verhandlung teilgenommen hat, auch seine Einwilligung voraus.

(2) ¹Die Zurücknahme bewirkt den Verlust des eingelegten Rechtsmittels. ²Das Gericht entscheidet durch Beschuß über die Kostenfolge.

§ 127 [Anschlußberufung] ¹Der Berufungsbeklagte und die anderen Beteiligten können sich auch im Laufe der mündlichen Verhandlung, selbst wenn sie auf die Berufung verzichtet haben, der Berufung anschließen. ²Wird die Anschlußberufung erst nach Ablauf der Berufungsfrist eingelegt oder hatte der Beteiligte auf die Berufung verzichtet, so wird die Anschlußberufung unwirksam, wenn die Berufung zurückgenommen oder als unzulässig verworfen wird.

§ 128 [Umfang der Nachprüfung] ¹Das Oberverwaltungsgericht prüft den Streitfall innerhalb des Berufungsantrags im gleichen Umfang wie das Verwaltungsgericht. ²Es berücksichtigt auch neu vorgebrachte Tatsachen und Beweismittel.

§ 128a [Neue Erklärungen und Beweismittel, Verspätung, Ausschuß]

(1) ¹Neue Erklärungen und Beweismittel, die im ersten Rechtszug entgegen einer hierfür gesetzten Frist (§ 87 b Abs. 1 und 2) nicht vorgebracht worden sind, sind nur zuzulassen, wenn nach der freien Überzeugung des Gerichts ihre Zulassung die Erledigung des Rechtsstreits nicht verzögern würde oder wenn der Beteiligte die Verspätung genügend entschuldigt. ²Der Entschuldigungsgrund ist auf Verlangen des Gerichts glaubhaft zu machen. ³Satz 1 gilt nicht, wenn der

vé lorsque l'appel est porté dans les délais auprès du tribunal administratif supérieur.

(3) ¹Le mémoire introductif d'appel doit désigner le jugement attaqué et comporter une requête précise. ²Les faits et les moyens de preuve motivant l'appel doivent être indiqués.

§ 125 [Procédure d'appel, décision en cas d'irrecevabilité] (1) ¹Les dispositions de la deuxième partie sont applicables par analogie à la procédure d'appel, sauf si la présente section en dispose autrement. ²Le § 84 n'est pas applicable.

(2) ¹Si l'appel est irrecevable, il doit être écarté. ²La décision peut être rendue sous forme d'arrêt. ³Les parties doivent être auparavant entendues. ⁴La voie de réformation qui serait recevable si le tribunal avait statué par voie de jugement est ouverte aux parties contre l'arrêt. ⁵Cette voie de réformation doit être indiquée aux parties.

§ 126 [Désistement d'appel] (1) ¹Il peut y avoir désistement d'appel jusqu'à ce que le jugement ait acquis force de chose jugée. ²Le désistement après dépôt des conclusions au cours des débats oraux presuppose l'autorisation du défendeur ainsi que celle du représentant de l'intérêt général si celui-ci a participé aux débats oraux.

(2) ¹Le désistement a pour effet la perte de la voie de réformation introduite. ²Le tribunal statue par arrêt sur les dépens correspondants.

§ 127 [Appel incident] ¹L'intimé et les autres parties peuvent se joindre à l'appel à titre incident au cours des débats oraux, même s'ils ont renoncé à l'appel. ²Un désistement ou un écart pour irrecevabilité de l'appel principal met fin aux effets de l'appel incident si celui-ci n'avait été introduit qu'après l'expiration du délai d'appel ou si la partie avait renoncé à l'appel.

§ 128 [Etendue du contrôle] ¹Le tribunal administratif supérieur examine le cas litigieux dans les limites de la requête présentée en appel, en poussant cet examen aussi loin que le tribunal administratif. ²Il prend également en considération les faits et moyens de preuve présentés pour la première fois.

§ 128a [Nouvelles déclarations et nouveaux moyens de preuve, retard, exclusion] (1) ¹Les nouvelles déclarations et les nouveaux moyens de preuve qui, nonobstant un délai imparti (§ 87b, al. 1 et 2), n'ont pas été présentés en première instance, ne peuvent être admis que si, d'après la libre conviction du tribunal, leur admission ne retarde pas le règlement du litige ou si la partie excuse suffisamment son retard. ²A la demande du tribunal, l'excuse doit être présentée de manière crédible. ³La 1^{ère} phrase ne s'applique pas si, en violation du § 87b, al. 3, n^o 3, les conséquences du non-respect du délai n'ont pas été indiquées à la partie au cours

Beteiligte im ersten Rechtszug über die Folgen einer Fristversäumung nicht nach § 87b Abs. 3 Nr. 3 belehrt worden ist oder wenn es mit geringem Aufwand möglich ist, den Sachverhalt auch ohne Mitwirkung des Beteiligten zu ermitteln.

(2) Erklärungen und Beweismittel, die das Verwaltungsgericht zu Recht zurückgewiesen hat, bleiben auch im Berufungsverfahren ausgeschlossen.

§ 129 [Bindung an die Anträge] Das Urteil des Verwaltungsgerichts darf nur soweit geändert werden, als eine Änderung beantragt ist.

§ 130 [Zurückverweisung] (1) Das Oberverwaltungsgericht kann durch Urteil die angefochtene Entscheidung aufheben und die Sache an das Verwaltungsgericht zurückverweisen, wenn

1. dieses noch nicht in der Sache selbst entschieden hat,
2. das Verfahren an einem wesentlichen Mangel leidet,
3. neue Tatsachen oder Beweismittel bekannt werden, die für die Entscheidung wesentlich sind.

(2) Das Verwaltungsgericht ist an die rechtliche Beurteilung der Berufungsentcheidung gebunden.

§ 130a [Zurückweisung durch Beschluß] ¹Das Oberverwaltungsgericht kann, außer in den Fällen des § 84 Abs. 2 Nr. 1, die Berufung durch Beschluß zurückweisen, wenn es sie einstimmig für unbegründet und eine mündliche Verhandlung nicht für erforderlich hält. ²§ 125 Abs. 2 Satz 3 bis 5 gilt entsprechend.

§ 130b [Zurückweisung ohne Darstellung der Entscheidungsgründe]. Das Oberverwaltungsgericht kann im Urteil über die Berufung von einer weiteren Darstellung der Entscheidungsgründe absehen, soweit es die Berufung aus den Gründen der angefochtenen Entscheidung als unbegründet zurückweist.

§ 131 [Beschränkung der Berufung] (1) ¹Für besondere Rechtsgebiete kann durch Bundesgesetz die Berufung von einer besonderen Zulassung abhängig gemacht werden. ²Soweit die Berufung nicht durch Bundesgesetz beschränkt ist, kann sie auch durch Landesgesetz für einzelne Rechtsgebiete des Landesrechts beschränkt werden. ³Die Beschränkung der Berufung ist nur einmal für die Dauer von höchstens fünf Jahren zulässig.

(2) ¹Die Berufung bedarf der Zulassung in dem Urteil des Verwaltungsgerichts oder auf Beschwerde durch Beschluß des Oberverwaltungsgerichts, wenn der Wert des Beschwerdegegenstandes

1. bei einer Klage, die eine Geldleistung oder einen hierauf gerichteten Verwaltungsakt betrifft, eintausend Deutsche Mark oder

de la procédure de première instance ou s'il est possible de procéder aux investigations relatives à l'établissement des faits à frais minimes sans le concours de la partie.

(2) Les déclarations et les moyens de preuve que le tribunal administratif a rejetés à bon droit restent également exclus dans la procédure d'appel.

§ 129 [Ne ultra petita] Le jugement du tribunal administratif ne peut être modifié que dans la mesure où une modification est demandée.

§ 130 [Décision de renvoi] (1) Le tribunal administratif supérieur peut infirmer par un jugement la décision attaquée et renvoyer l'affaire devant le tribunal administratif, si :

1. celui-ci n'a pas encore statué lui-même au fond,
2. la procédure est affectée d'un vice substantiel,
3. apparaissent des faits ou moyens de preuve nouveaux, essentiels pour la décision.

(2) Le tribunal administratif est lié par l'appréciation juridique contenue dans la décision d'appel.

§ 130a [Rejet par voie d'arrêt] ¹Sauf dans les cas visés par le § 84, al. 2, nº 1 le tribunal administratif supérieur peut rejeter l'appel par un arrêt, quand il estime à l'unanimité que celui-là n'est pas fondé et que des débats oraux ne sont pas nécessaires. ²Le § 125, al. 2, 3^{ème} à 5^{ème} phrase est applicable par analogie.

§ 130b [Rejet sans exposé des motifs] Le tribunal administratif supérieur peut renoncer dans son jugement rendu sur l'appel à exposer à nouveau les motifs, dans la mesure où il rejette l'appel comme non-fondé pour les mêmes motifs que la décision attaquée.

§ 131 [Limitation de l'exercice de l'appel] (1) ¹En certaines matières, une loi fédérale peut subordonner l'exercice de l'appel à une autorisation spéciale. ²Dans la mesure où l'exercice de l'appel n'est pas limité par une loi fédérale, il peut l'être, pour certaines matières du droit des *Länder*, par une loi de *Land*. ³La limitation de l'exercice de l'appel n'est possible qu'une fois pour une durée maximale de cinq ans.

(2) ¹L'appel doit être autorisé dans le jugement rendu par le tribunal administratif ou, sur pourvoi, par arrêt du tribunal administratif supérieur quand la valeur de l'objet du pourvoi ne dépasse pas :

1. 1000 marks allemands dans le cas d'un recours se rapportant au versement d'une somme d'argent ou à un acte administratif individuel qui y est lié, ou

2. bei einer Erstattungsstreitigkeit zwischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts oder Behörden zehntausend Deutsche Mark nicht übersteigt.

²Das gilt nicht, wenn die Berufung wiederkehrende oder laufende Leistungen für mehr als ein Jahr betrifft.

- (3) In den Fällen der Absätze 1 und 2 ist die Berufung nur zuzulassen, wenn
1. die Rechtssache grundsätzlich Bedeutung hat,

2. das Urteil von einer Entscheidung des Oberverwaltungsgerichts, des Bundesverwaltungsgerichts, des Gemeinsamen Senats der obersten Gerichtshöfe des Bundes oder des Bundesverfassungsgerichts abweicht und auf dieser Abweichung beruht oder

3. ein Verfahrensmangel geltend gemacht wird und vorliegt, auf dem die Entscheidung beruhen kann.

- (4) Das Oberverwaltungsgericht ist an die Zulassung gebunden.

(5) ¹Die Nichtzulassung der Berufung durch das Verwaltungsgericht kann durch Beschwerde angefochten werden. ²Die Beschwerde ist bei dem Gericht, gegen dessen Urteil Berufung eingelegt werden soll, innerhalb eines Monats nach Zustellung des vollständigen Urteils einzulegen. ³Die Beschwerde muß das angefochtene Urteil bezeichnen. ⁴Sie soll die zur Begründung dienenden Tatsachen und Beweismittel angeben.

- (6) Die Einlegung der Beschwerde hemmt die Rechtskraft des Urteils.

(7) ¹Wird der Beschwerde nicht abgeholfen, entscheidet das Oberverwaltungsgericht durch Beschuß. Der Beschuß bedarf keiner Begründung. ²Mit der Ablehnung der Beschwerde durch das Oberverwaltungsgericht wird das Urteil rechtskräftig.

(8) ¹Wird der Beschwerde abgeholfen oder läßt das Oberverwaltungsgericht die Berufung zu, so wird das Beschwerdeverfahren als Berufungsverfahren fortgesetzt, der Einlegung einer Berufung durch den Beschwerdeführer bedarf es nicht. ²Darauf ist in dem Beschuß hinzuweisen.

2. 10000 marks allemands dans le cas d'un litige en remboursement entre personnes morales de droit public ou entre autorités administratives.

²Ces dispositions ne s'appliquent pas si l'appel est relatif à des versements périodiques ou courants s'étendant sur plus d'une année.

(3) Dans les cas visés par les alinéas 1 et 2, l'appel ne doit être autorisé que si :

1. l'affaire a une portée de principe,
2. le jugement s'écarte d'une décision du tribunal administratif supérieur, de la Cour fédérale administrative, de la chambre commune des cours suprêmes de la Fédération ou de la Cour constitutionnelle fédérale et repose sur cette divergence, ou
3. un vice de procédure, sur lequel la décision est susceptible de reposer, est invoqué et a été effectivement commis.

(4) Le tribunal administratif supérieur est lié par l'autorisation.

(5) ¹Le défaut d'autorisation de l'appel par le tribunal administratif peut être attaqué par la voie du pourvoi. ²Le pourvoi doit être introduit devant le tribunal dont le jugement doit faire l'objet de l'appel, dans un délai d'un mois après la signification du jugement intégral. ³Le pourvoi doit désigner le jugement attaqué. ⁴Il doit indiquer les faits et moyens de preuve motivant la requête.

(6) L'introduction du pourvoi suspend l'entrée en force de chose jugée du jugement.

(7) ¹S'il n'est pas fait droit au pourvoi, le tribunal administratif supérieur statue par voie d'arrêt. ²Cet arrêt n'a pas à être motivé. ³Le rejet du pourvoi par le tribunal administratif supérieur a pour effet l'entrée en force de chose jugée du jugement.

(8) ¹S'il est fait droit au pourvoi ou si le tribunal administratif supérieur autorise l'appel, la procédure du pourvoi se prolonge en procédure d'appel ; l'auteur du pourvoi n'a pas à introduire d'appel. ²Il doit en être fait mention dans l'arrêt.

13. Abschnitt: Revision

§ 132 [Zulassung der Revision] (1) Gegen das Urteil des Oberverwaltungsgerichts (§ 49 Nr. 1) steht den Beteiligten die Revision an das Bundesverwaltungsgericht zu, wenn das Oberverwaltungsgericht oder auf Beschwerde gegen die Nichtzulassung das Bundesverwaltungsgericht sie zugelassen hat.

(2) Die Revision ist nur zuzulassen, wenn

1. die Rechtssache grundsätzliche Bedeutung hat,
2. das Urteil von einer Entscheidung des Bundesverwaltungsgerichts, des Gemeinsamen Senats der obersten Gerichtshöfe des Bundes oder des Bundesverfassungsgerichts abweicht und auf dieser Abweichung beruht oder
3. ein Verfahrensmangel geltend gemacht wird und vorliegt, auf dem die Entscheidung beruhen kann.

(3) Das Bundesverwaltungsgericht ist an die Zulassung gebunden.

§ 133 [Beschwerde bei Nichtzulassung der Revision] (1) Die Nichtzulassung der Revision kann durch Beschwerde angefochten werden.

(2) ¹Die Beschwerde ist bei dem Gericht, gegen dessen Urteil Revision eingelegt werden soll, innerhalb eines Monats nach Zustellung des vollständigen Urteils einzulegen. ²Die Beschwerde muß das angefochtene Urteil bezeichnen.

(3) ¹Die Beschwerde ist innerhalb von zwei Monaten nach der Zustellung des vollständigen Urteils zu begründen. ²Die Begründung ist bei dem Gericht, gegen dessen Urteil Revision eingelegt werden soll, einzureichen. ³In der Begründung muß die grundsätzliche Bedeutung der Rechtssache dargelegt oder die Entscheidung, von der das Urteil abweicht, oder der Verfahrensmangel bezeichnet werden.

(4) Die Einlegung der Beschwerde hemmt die Rechtskraft des Urteils.

(5) ¹Wird der Beschwerde nicht abgeholfen, entscheidet das Bundesverwaltungsgericht durch Beschuß. ²Der Beschuß soll kurz begründet werden; von einer Begründung kann abgesehen werden, wenn sie nicht geeignet ist, zur Klärung der Voraussetzungen beizutragen, unter denen eine Revision zuzulassen ist. ³Mit der Ablehnung der Beschwerde durch das Bundesverwaltungsgericht wird das Urteil rechtskräftig.

(6) Liegen die Voraussetzungen des § 132 Abs. 2 Nr. 3 vor, kann das Bundesverwaltungsgericht in dem Beschuß das angefochtene Urteil aufheben und den Rechtsstreit zur anderweitigen Verhandlung und Entscheidung zurückverweisen.

Section 13 : La révision

§ 132 [Autorisation de la révision] (1) La révision devant la Cour fédérale administrative est ouverte aux parties contre le jugement d'un tribunal administratif supérieur (§ 49 n° 1), si le tribunal administratif supérieur ou, s'il y a eu pourvoi contre le défaut d'autorisation de la révision, la Cour fédérale administrative, l'a autorisée.

(2) La révision ne doit être autorisée que si :

1. l'affaire a une portée de principe,
2. le jugement s'écarte d'une décision de la Cour fédérale administrative, de la chambre commune des cours suprêmes de la Fédération ou de la Cour constitutionnelle fédérale et repose sur cette divergence, ou
3. un vice de procédure, sur lequel la décision est susceptible de reposer, est invoqué et a effectivement été commis.

(3) La Cour fédérale administrative est liée par l'autorisation.

§ 133 [Pourvoi en cas de défaut d'autorisation de la révision] (1) Le défaut d'autorisation de la révision peut être attaqué par la voie du pourvoi.

(2) ¹Le pourvoi doit être introduit devant le tribunal dont le jugement doit faire l'objet de la révision, dans un délai d'un mois à compter de la signification du jugement intégral. ²Le pourvoi doit désigner le jugement attaqué.

(3) ¹Le pourvoi doit être motivé dans un délai de deux mois à partir de la signification du jugement intégral. ²La motivation doit être adressée au tribunal dont le jugement doit faire l'objet de la révision. ³La motivation doit exposer la portée de principe de l'affaire ou désigner le vice de procédure ou la décision dont s'écarte le jugement.

(4) L'introduction du pourvoi suspend l'entrée en force de chose jugée du jugement.

(5) ¹S'il n'est pas fait droit au pourvoi, la Cour fédérale administrative statue par voie d'arrêt. ²L'arrêt doit être succinctement motivé ; il peut être renoncé à la motivation si elle n'est pas de nature à contribuer à la clarification des conditions sous lesquelles la révision doit être autorisée. ³Le rejet du pourvoi par la Cour fédérale administrative a pour effet l'entrée en force de chose jugée du jugement.

(6) Si les conditions posées par le § 132, al. 2, n° 3 sont remplies, la Cour fédérale administrative peut dans le même arrêt infirmer le jugement attaqué et renvoyer le litige pour nouveaux débats et décision.

§ 134 [Sprungrevision] (1) ¹Gegen das Urteil eines Verwaltungsgerichts (§ 49 Nr. 2) steht den Beteiligten die Revision unter Übergehung der Berufungsinstanz zu, wenn der Kläger und der Beklagte schriftlich zustimmen und wenn sie von dem Verwaltungsgericht im Urteil oder auf Antrag durch Beschuß zugelassen wird. ²Der Antrag ist innerhalb eines Monats nach Zustellung des vollständigen Urteils schriftlich zu stellen. ³Die Zustimmung ist dem Antrag oder, wenn die Revision im Urteil zugelassen ist, der Revisionsschrift beizufügen.

(2) ¹Die Revision ist nur zuzulassen, wenn die Voraussetzungen des § 132 Abs. 2 Nr. 1 oder 2 vorliegen. ²Das Bundesverwaltungsgericht ist an die Zulassung gebunden. ³Die Ablehnung der Zulassung ist unanfechtbar.

(3) ¹Lehnt das Verwaltungsgericht den Antrag auf Zulassung der Revision durch Beschuß ab, beginnt mit der Zustellung dieser Entscheidung der Lauf der Berufungsfrist oder der Frist für die Beschwerde gegen die Nichtzulassung der Berufung von neuem, sofern der Antrag in der gesetzlichen Frist und Form gestellt und die Zustimmungserklärung beigelegt war. ²Läßt das Verwaltungsgericht die Revision durch Beschuß zu, beginnt der Lauf der Revisionsfrist mit der Zustellung dieser Entscheidung.

(4) Die Revision kann nicht auf Mängel des Verfahrens gestützt werden.

(5) Die Einlegung der Revision und die Zustimmung gelten als Verzicht auf die Berufung, wenn das Verwaltungsgericht die Revision zugelassen hat.

§ 135 [Revision bei Ausschuß der Berufung] ¹Gegen das Urteil eines Verwaltungsgerichts (§ 49 Nr. 2) steht den Beteiligten die Revision an das Bundesverwaltungsgericht zu, wenn durch Bundesgesetz die Berufung ausgeschlossen ist. ²Die Revision kann nur eingelegt werden, wenn das Verwaltungsgericht oder auf Beschwerde gegen die Nichtzulassung das Bundesverwaltungsgericht sie zugelassen hat. Für die Zulassung gelten die §§ 132 und 133 entsprechend.

§ 136 [Ausschuß der Revision] Gegen Urteile nach § 47 ist die Revision nicht zulässig.

§ 137 [Zulässige Revisionsgründe] (1) Die Revision kann nur darauf gestützt werden, daß das angefochtene Urteil auf der Verletzung

1. von Bundesrecht oder
2. einer Vorschrift des Verwaltungsverfahrensgesetzes eines Landes, die ihrem Wortlaut nach mit dem Verwaltungsverfahrensgesetz des Bundes übereinstimmt, beruht.

§ 134 [Révision à saute-mouton] (1) ¹La révision est ouverte aux parties contre le jugement d'un tribunal administratif (§ 49 n° 2) en sautant l'appel, si le requérant et le défendeur donnent leur approbation par écrit et si elle a été autorisée par le tribunal administratif dans le jugement ou par arrêt sur requête. ²La requête doit être déposée par écrit dans le délai d'un mois à compter de la signification du jugement intégral. ³L'approbation doit être jointe à la requête ou, dans le cas où la révision est autorisée par le jugement, au mémoire introductif de la révision.

(2) ¹La révision ne doit être autorisée que si les conditions posées par le § 132, al. 2, n° 1 ou 2 sont remplies. ²La Cour fédérale administrative est liée par l'autorisation. ³Le refus d'autorisation est insusceptible de recours.

(3) ¹Si le tribunal administratif rejette par voie d'arrêt la requête en autorisation de la révision, un nouveau délai pour faire appel ou pour introduire un pourvoi contre le défaut d'autorisation de l'appel commence à courir à partir de la signification de cette décision, dans la mesure où la requête a été déposée dans les délais et dans les formes prévues par la loi et que l'approbation expresse y a été jointe. ²Si le tribunal administratif autorise la révision par voie d'arrêt, le délai pour introduire la révision commence à courir avec la signification de cette décision.

(4) La révision ne peut pas être appuyée sur des vices de procédure.

(5) Lorsque le tribunal administratif a autorisé la révision, l'introduction de la révision et l'approbation valent renonciation à l'appel.

§ 135 [Révision en cas d'exclusion de l'appel] ¹La révision auprès de la Cour fédérale administrative est ouverte aux parties contre le jugement d'un tribunal administratif (§ 49 n° 2), si l'appel est exclu en vertu d'une loi fédérale. ²La révision ne peut être introduite que si le tribunal administratif ou, s'il y a eu pourvoi contre le défaut d'autorisation de la révision, la Cour fédérale administrative, l'a autorisée. ³Pour l'autorisation, les §§ 132 et 133 sont applicables par analogie.

§ 136 [Exclusion de la révision] La révision n'est pas recevable contre les jugements visés au § 47.

§ 137 [Moyens de révision recevables] (1) La révision ne peut être fondée que sur le fait que le jugement attaqué repose sur la violation :

1. du droit fédéral ou
2. d'une disposition de la loi sur la procédure administrative non contentieuse d'un *Land* dont la lettre reproduit celle de la loi sur la procédure administrative non contentieuse de la Fédération.

(2) Das Bundesverwaltungsgericht ist an die in dem angefochtenen Urteil getroffenen tatsächlichen Feststellungen gebunden, außer wenn in bezug auf diese Feststellung zulässige und begründete Revisionsgründe vorgebracht sind.

(3) ¹Wird die Revision auf Verfahrensmängel gestützt und liegt nicht zugleich eine der Voraussetzungen des § 132 Abs. 2 Nr. 1 und 2 vor, so ist nur über die geltend gemachten Verfahrensmängel zu entscheiden. ²Im übrigen ist das Bundesverwaltungsgericht an die geltend gemachten Revisionsgründe nicht gebunden.

§ 138 [Absolute Revisionsgründe] Ein Urteil ist stets als auf der Verletzung von Bundesrecht beruhend anzusehen, wenn

1. das erkennende Gericht nicht vorschriftsmäßig besetzt war,
2. bei der Entscheidung ein Richter mitgewirkt hat, der von der Ausübung des Richteramts kraft Gesetzes ausgeschlossen oder wegen Besorgnis der Befangenheit mit Erfolg abgelehnt war,
3. einem Beteiligten das rechtliche Gehör versagt war,
4. ein Beteiligter im Verfahren nicht nach Vorschrift des Gesetzes vertreten war, außer wenn er der Prozeßführung ausdrücklich oder stillschweigend zugestimmt hat,
5. das Urteil auf eine mündliche Verhandlung ergangen ist, bei der die Vorschriften über die Öffentlichkeit des Verfahrens verletzt worden sind, oder
6. die Entscheidung nicht mit Gründen versehen ist.

§ 139 [Frist; Revisionseinlegung; Revisionsbegründung] (1) ¹Die Revision ist bei dem Gericht, dessen Urteil angefochten wird, innerhalb eines Monats nach Zustellung des vollständigen Urteils oder des Beschlusses über die Zulassung der Revision nach § 134 Abs. 3 Satz 2 schriftlich einzulegen. ²Die Revisionsfrist ist auch gewahrt, wenn die Revision innerhalb der Frist bei dem Bundesverwaltungsgericht eingelegt wird. ³Die Revision muß das angefochtene Urteil bezeichnen.

(2) ¹Wird der Beschwerde gegen die Nichtzulassung der Revision abgeholfen oder läßt das Bundesverwaltungsgericht die Revision zu, so wird das Beschwerdeverfahren als Revisionsverfahren fortgesetzt, wenn nicht das Bundesverwaltungsgericht das angefochtene Urteil nach § 133 Abs. 6 aufhebt; der Einlegung einer Revision durch den Beschwerdeführer bedarf es nicht. ²Darauf ist in dem Beschuß hinzuweisen.

(3) ¹Die Revision ist innerhalb von zwei Monaten nach Zustellung des vollständigen Urteils oder des Beschlusses über die Zulassung der Revision nach § 134 Abs. 3 Satz 2 zu begründen; im Falle des Absatzes 2 beträgt die Begründungsfrist einen Monat nach Zustellung des Beschlusses über die Zulassung der Revision. ²Die Begründung ist bei dem Bundesverwaltungsgericht einzureichen. ³Die Begründungsfrist kann auf einen vor ihrem Ablauf gestellten Antrag von dem Vorsitzenden verlängert werden. ⁴Die Begründung muß einen bestimmten Antrag enthalten, die verletzte Rechtsnorm und, soweit Verfahrensmängel gerügt werden, die Tatsachen angeben, die den Mangel ergeben.

2) La Cour fédérale administrative est liée par les faits tels qu'ils ont été établis dans le jugement attaqué, sauf si des moyens de révision recevables et fondés sont apportés à l'encontre des faits ainsi établis.

3) ¹Si la révision est appuyée sur des vices de procédure et si l'une des conditions posées par le § 132, al. 2, n^os 1 et 2 n'est pas simultanément remplie, il n'y a lieu de statuer que sur les vices de procédure invoqués. ²Pour le reste, la Cour fédérale administrative n'est pas liée par les moyens de révision invoqués.

§ 138 [Moyens de révision absolus] Un jugement doit toujours être considéré comme reposant sur une violation du droit fédéral si :

1. le tribunal saisi au fond n'était pas régulièrement composé,
2. un juge exclu de l'exercice de sa fonction en vertu de la loi ou récusé à juste titre pour suspicion légitime a concouru à la décision,
3. une partie a été empêchée de faire valoir son droit à être entendue,
4. une partie n'était pas représentée conformément à la loi dans la procédure, sauf si cette partie a approuvé la conduite du procès de manière expresse ou tacite,
5. le jugement a été rendu à la suite de débats oraux au cours desquels les dispositions relatives à la publicité de la procédure ont été violées ou
6. la décision n'est pas motivée.

§ 139 [Délais ; introduction de la révision ; motivation de la révision] (1) ¹La révision doit être introduite par écrit devant le tribunal dont le jugement est attaqué, dans un délai d'un mois à compter de la signification du jugement intégral ou de l'arrêt relatif à l'autorisation de la révision prévu au § 134, al. 3, 2^eme phrase. ²Le délai est également conservé lorsque la révision est introduite dans les délais auprès de la Cour fédérale administrative. ³La révision doit désigner le jugement attaqué.

(2) ¹S'il est fait droit au pourvoi contre le défaut d'autorisation de la révision ou si la Cour fédérale administrative autorise la révision, la procédure du pourvoi se prolonge en procédure de révision si la Cour fédérale administrative n'infirme pas le jugement attaqué en vertu du § 133, al. 6 ; l'auteur du pourvoi n'a pas à introduire de révision. ²Il doit en être fait mention dans l'arrêt.

(3) ¹La révision doit être motivée dans un délai de deux mois à compter de la signification du jugement intégral ou de l'arrêt relatif à l'autorisation de la révision visé au § 134, al. 3, 2^eme phrase ; dans le cas visé à l'alinéa 2, le délai pour motiver le pourvoi est d'un mois à compter de la signification de l'arrêt relatif à l'autorisation de la révision. ²La motivation doit être adressée à la Cour fédérale administrative. ³Le délai de motivation peut être prolongé par le président si une requête est déposée avant l'expiration du délai. ⁴La motivation doit contenir une requête déterminée, indiquer la norme de droit violée ainsi que, dans la mesure où des vices de forme sont dénoncés, les faits dont résulte un tel vice.

§ 140 [Zurücknahme der Revision] (1) ¹Die Revision kann bis zur Rechtskraft des Urteils zurückgenommen werden. ²Die Zurücknahme nach Stellung der Anträge in der mündlichen Verhandlung setzt die Einwilligung des Revisionsbeklagten und, wenn der Oberbundesanwalt an der mündlichen Verhandlung teilgenommen hat, auch seine Einwilligung voraus.

(2) ¹Die Zurücknahme bewirkt den Verlust des eingelegten Rechtsmittels. ²Das Gericht entscheidet durch Beschuß über die Kostenfolge.

§ 141 [Revisionsverfahren] ¹Für die Revision gelten die Vorschriften über die Berufung entsprechend, soweit sich aus diesem Abschnitt nichts anderes ergibt. ²Die §§ 87a, 130a und 130b finden keine Anwendung.

§ 142 [Unzulässigkeit von Klageänderungen und Beiladungen] (1) ¹Klageänderungen und Beiladungen sind im Revisionsverfahren unzulässig. ²Das gilt nicht für Beiladungen nach § 65 Abs. 2.

(2) ¹Ein im Revisionsverfahren nach § 65 Abs. 2 Beigeladener kann Verfahrensmängel nur innerhalb von zwei Monaten nach Zustellung des Beiladungsbeschlusses rügen. ²Die Frist kann auf einen vor ihrem Ablauf gestellten Antrag von dem Vorsitzenden verlängert werden.

§ 143 [Prüfung der Zulässigkeitsvoraussetzungen] ¹Das Bundesverwaltungsgericht prüft, ob die Revision statthaft und ob sie in der gesetzlichen Form und Frist eingelegt und begründet worden ist. ²Mangelt es an einem dieser Erforderisse, so ist die Revision unzulässig.

§ 144 [Revisionsentscheidung] (1) Ist die Revision unzulässig, so verwirft sie das Bundesverwaltungsgericht durch Beschuß.

(2) Ist die Revision unbegründet, so weist das Bundesverwaltungsgericht die Revision zurück.

(3) ¹Ist die Revision begründet, so kann das Bundesverwaltungsgericht
1. in der Sache selbst entscheiden,
2. das angefochtene Urteil aufheben und die Sache zur anderweitigen Verhandlung und Entscheidung zurückverweisen.

²Das Bundesverwaltungsgericht verweist den Rechtsstreit zurück, wenn der im Revisionsverfahren nach § 142 Abs. 1 Satz 2 Beigeladene ein berechtigtes Interesse daran hat.

(4) Ergeben die Entscheidungsgründe zwar eine Verletzung des bestehenden Rechts, stellt sich die Entscheidung selbst aber aus anderen Gründen als richtig dar, so ist die Revision zurückzuweisen.

§ 140 [Désistement de la révision] (1) ¹Il peut y avoir désistement de la révision jusqu'à ce que le jugement ait acquis force de chose jugée. ²Le désistement après dépôt des requêtes et au cours des débats oraux presuppose l'autorisation du défendeur en révision et du procureur général fédéral si celui-ci a participé aux débats oraux.

(2) ¹Le désistement a pour effet la perte de la voie de réformation introduite. ²Le tribunal statue par arrêt sur les dépens correspondants.

§ 141 [Procédure de révision] ¹Les dispositions sur l'appel sont applicables par analogie à la révision, sauf si la présente section en dispose autrement. ²Les §§ 87a, 130a et 130b ne sont pas applicables.

§ 142 [Irrecevabilité de modifications du recours et d'appels en cause]

(1) ¹Les modifications du recours et les appels en cause sont irrecevables dans la procédure de révision. ²Ceci ne s'applique pas aux appels en cause prévus par le § 65, al. 2.

(2) ¹Une personne appelée en cause dans la procédure de révision selon le § 65, al. 2, ne peut dénoncer des vices de procédure que dans un délai de 2 mois à compter de la signification de l'arrêt d'appel en cause. ²Le délai peut être prolongé par le président, sur requête formée avant l'expiration du délai.

§ 143 [Examen des conditions de recevabilité] ¹La Cour fédérale administrative examine si la révision est admissible et si elle a été introduite et motivée dans les formes et les délais légaux. ²Si l'une de ces exigences fait défaut, la révision est irrecevable.

§ 144 [Décision sur la révision] (1) Si la révision est irrecevable, la Cour fédérale administrative l'écarte par un arrêt.

(2) Si la révision n'est pas fondée, la Cour fédérale administrative la rejette.

(3) ¹Si la révision est fondée, la Cour fédérale administrative peut :

1. statuer elle-même sur le fond,
2. infirmer le jugement attaqué et renvoyer l'affaire pour nouveaux débats et décision.

²La Cour fédérale administrative renvoie le litige si la personne appelée en cause dans la procédure de révision en vertu du § 142, al. 1, 2^{me} phrase y a un intérêt légitime.

(4) Si les motifs de la décision attaquée constituent effectivement une violation du droit en vigueur, mais que la décision elle-même s'avère être correcte pour d'autres motifs, la révision doit être rejetée.

(5) ¹Verweist das Bundesverwaltungsgericht die Sache bei der Sprungrevision nach § 49 Nr. 2 und nach § 134 zur anderweitigen Verhandlung und Entscheidung zurück, so kann es nach seinem Ermessen auch an das Oberverwaltungsgericht zurückverweisen, das für die Berufung zuständig gewesen wäre. ²Für das Verfahren vor dem Oberverwaltungsgericht gelten dann die gleichen Grundsätze, wie wenn der Rechtsstreit auf eine ordnungsgemäß eingelegte Berufung bei dem Oberverwaltungsgericht anhängig geworden wäre.

(6) Das Gericht, an das die Sache zur anderweitigen Verhandlung und Entscheidung zurückverwiesen ist, hat seiner Entscheidung die rechtliche Beurteilung des Revisionsgerichts zugrunde zu legen.

(7) ¹Die Entscheidung über die Revision bedarf keiner Begründung, soweit das Bundesverwaltungsgericht Rügen von Verfahrensmängeln nicht für durchgreifend hält. ²Das gilt nicht für Rügen nach § 138 und, wenn mit der Revision ausschließlich Verfahrensmängel geltend gemacht werden, für Rügen, auf denen die Zulassung der Revision beruht.

§ 145 [Revision zum OVG] Soweit für Landesrecht nach § 131 die Berufung beschränkt wird, kann die Landesgesetzgebung die Revision an das Oberverwaltungsgericht zulassen und bestimmen, daß die Vorschriften für das Revisionsverfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht entsprechend gelten.

14. Abschnitt: Beschwerde

§ 146 [Statthaftigkeit der Beschwerde] (1) Gegen die Entscheidungen des Verwaltungsgerichts, des Vorsitzenden oder des Berichterstatters, die nicht Urteile oder Gerichtsbescheide sind, steht den Beteiligten und den sonst von der Entscheidung Betroffenen die Beschwerde an das Oberverwaltungsgericht zu, soweit nicht in diesem Gesetz etwas anderes bestimmt ist.

(2) Prozeßleitende Verfügungen, Aufklärungsanordnungen, Beschlüsse über eine Vertagung oder die Bestimmung einer Frist, Beweisbeschlüsse, Beschlüsse über Ablehnung von Beweisanträgen, über Verbindung und Trennung von Verfahren und Ansprüchen können nicht mit der Beschwerde angefochten werden.

(5) ¹Si la Cour fédérale administrative renvoie l'affaire, en cas de révision à saute-mouton en vertu du § 49, n^o 2 et du § 134, pour nouveaux débats et décision, elle peut aussi, discrétionnairement, renvoyer l'affaire devant le tribunal administratif supérieur qui aurait été compétent pour connaître de l'appel. ²Les principes qui auraient trouvé application si le litige avait été pendant devant le tribunal administratif supérieur à la suite d'un appel régulièrement introduit s'appliquent de façon analogue à la procédure devant le tribunal administratif supérieur.

(6) Le tribunal devant lequel l'affaire est renvoyée pour nouveaux débats et décision doit prendre pour fondement de sa décision l'appréciation juridique du tribunal de révision.

(7) ¹La décision sur la révision n'a pas à être motivée, dans la mesure où la Cour fédérale administrative ne considère pas comme décisives les dénonciations de vices de procédure. ²La présente disposition ne s'applique ni aux dénonciations de vices visés au § 138, ni, dans le cas où des vices de procédure sont seuls invoqués dans la révision, aux dénonciations des vices sur lesquels repose l'autorisation de la révision.

§ 145 [Révision devant le tribunal administratif supérieur] Dans la mesure où, en vertu du § 131, l'exercice de l'appel subit des limitations pour le droit des *Länder*, le législateur de *Land* peut autoriser la révision devant le tribunal administratif supérieur et décider que les dispositions relatives à la procédure de révision devant la Cour fédérale administrative sont applicables par analogie.

Section 14 : Le pourvoi

§ 146 [Cas d'ouverture du pourvoi] (1) Dans la mesure où la présente loi n'en dispose pas autrement, le pourvoi devant le tribunal administratif supérieur est ouvert aux parties et à toute autre personne concernée par la décision contre les décisions du tribunal administratif, du président ou du rapporteur qui ne sont ni des jugements, ni des décisions en forme simplifiée.

(2) Les prescriptions touchant à la direction du procès, les ordonnances requérant un supplément d'information, les arrêts relatifs à un ajournement ou la fixation d'un délai, les arrêts ordonnant la production de preuves ou refusant des offres de preuve, les arrêts statuant sur la jonction et la disjonction de procédures ou de prétentions ne peuvent être attaqués par la voie du pourvoi.

(3) Außerdem ist vorbehaltlich einer gesetzlich vorgesehenen Beschwerde gegen die Nichtzulassung der Berufung oder der Revision die Beschwerde nicht gegeben in Streitigkeiten über Kosten, Gebühren und Auslagen, wenn der Wert des Beschwerdegegenstands zweihundert Deutsche Mark nicht übersteigt.

(4) Die Beschwerde gegen Beschlüsse über die Aussetzung der Vollziehung (§§ 80, 80a) und über einstweilige Anordnungen (§123) sowie gegen Beschlüsse in Verfahren über die Prozeßkostenhilfe ist nicht gegeben, wenn im Verfahren zur Hauptsache die Berufung gemäß §131 Abs.2 der Zulassung bedürfte.

§ 147 [Form; Frist] (1) ¹Die Beschwerde ist bei dem Gericht, dessen Entscheidung angefochten wird, schriftlich oder zur Niederschrift des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle innerhalb von zwei Wochen nach Bekanntgabe der Entscheidung einzulegen. ²§ 67 Abs. 1 Satz 2 bleibt unberührt.

(2) Die Beschwerdefrist ist auch gewahrt, wenn die Beschwerde innerhalb der Frist bei dem Beschwerdegericht eingeht.

§ 148 [Abhilfe oder Vorlage an das OVG] (1) Hält das Verwaltungsgericht, der Vorsitzende oder der Berichterstatter, dessen Entscheidung angefochten wird, die Beschwerde für begründet, so ist ihr abzuholen; sonst ist sie unverzüglich dem Oberverwaltungsgericht vorzulegen.

(2) Das Verwaltungsgericht soll die Beteiligten von der Vorlage der Beschwerde an das Oberverwaltungsgericht in Kenntnis setzen.

§ 149 [Aufschiebende Wirkung] (1) ¹Die Beschwerde hat nur dann aufschiebende Wirkung, wenn sie die Festsetzung eines Ordnungs- oder Zwangsmittels zum Gegenstand hat. ²Das Gericht, der Vorsitzende oder der Berichterstatter, dessen Entscheidung angefochten wird, kann auch sonst bestimmen, daß die Vollziehung der angefochtenen Entscheidung einstweilen auszusetzen ist.

(2) §§ 178 und 181 Abs. 2 des Gerichtsverfassungsgesetzes bleiben unberührt.

§ 150 [Entscheidung durch Beschuß] Über die Beschwerde entscheidet das Oberverwaltungsgericht durch Beschuß.

§ 151 [Beauftragter oder ersuchter Richter; Urkundsbeamter] ¹Gegen die Entscheidungen des beauftragten oder ersuchten Richters oder des Urkundsbeamten kann innerhalb von zwei Wochen nach Bekanntgabe die Entscheidung des Gerichts beantragt werden. ²Der Antrag ist schriftlich oder zur Niederschrift des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle des Gerichts zu stellen. ³§§ 147 bis 149 gelten entsprechend.

(3) En outre, sauf la possibilité prévue par la loi d'introduire un pourvoi contre le défaut d'autorisation de l'appel ou de la révision, le pourvoi n'est pas ouvert dans les litiges portant sur les dépens, droits forfaitaires et débours si la valeur de l'objet de ce pourvoi n'excède pas deux cents marks allemands.

(4) Le pourvoi dirigé contre les arrêts relatifs au sursis à exécution (§§ 80, 80a) et aux ordonnances de référé (§ 123) ainsi que contre les arrêts rendus en matière d'aide juridictionnelle n'est pas ouvert si, dans la procédure au fond, l'appel doit être autorisé en vertu du § 131, al. 2.

§ 147 [Forme et délai] (1) ¹Le pourvoi doit être introduit, par écrit ou par consignation au procès-verbal du greffier, devant le tribunal dont la décision est attaquée, dans un délai de deux semaines à compter de la notification de la décision. ²Le § 67, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase, n'est pas affecté par ce qui précède.

(2) Le délai est également conservé lorsque le pourvoi est porté dans les délais devant le tribunal appelé à en connaître.

§ 148 [Admission du pourvoi ou renvoi au tribunal administratif supérieur]
(1) Si le tribunal administratif, le président de ce tribunal ou le rapporteur dont la décision est attaquée estime le pourvoi fondé, il doit y être fait droit ; sinon, il doit être soumis immédiatement au tribunal administratif supérieur.

(2) Le tribunal administratif doit aviser les parties du renvoi du pourvoi devant le tribunal administratif supérieur.

§ 149 [Effet suspensif] (1) ¹Le pourvoi n'a d'effet suspensif que s'il a pour objet la fixation de pénalités ou de contraintes. ²Le tribunal, le président ou le rapporteur dont la décision est attaquée peut également décider qu'il soit provisoirement sursis à l'exécution de la décision attaquée.

(2) Les §§ 178 et 181, al. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire ne sont pas affectés par ce qui précède.

§ 150 [Forme de la décision] Le tribunal administratif supérieur statue sur le pourvoi par voie d'arrêt.

§ 151 [Juge commis ou juge saisi par commission rogatoire ; greffier] ¹Contre les décisions du juge commis ou du juge saisi par commission rogatoire ou du greffier, la décision du tribunal peut être sollicitée dans un délai de deux semaines à compter de leur notification. ²La requête doit être déposée par écrit ou par consignation au procès-verbal du greffier du tribunal. ³Les §§ 147 à 149 sont applicables par analogie.

§ 152 [Beschwerde zum BVerwG]. (1) Entscheidungen des Oberverwaltungsgerichts können vorbehaltlich des § 47 Abs. 7, des § 99 Abs. 2 und des § 133 Abs. 1 dieses Gesetzes sowie des § 17 a Abs. 4 Satz 4 des Gerichtsverfassungsgesetzes nicht mit der Beschwerde an das Bundesverwaltungsgericht angefochten werden.

(2) Im Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht gilt für Entscheidungen des beauftragten oder ersuchten Richters oder des Urkundsbeamten der Geschäftsstelle § 151 entsprechend.

15. Abschnitt: Wiederaufnahme des Verfahrens

§ 153 [Wiederaufnahme des Verfahrens] (1) Ein rechtskräftig beendetes Verfahren kann nach den Vorschriften des Vierten Buches der Zivilprozeßordnung wiederaufgenommen werden.

(2) Die Befugnis zur Erhebung der Nichtigkeitsklage und der Restitutionsklage steht auch dem Vertreter des öffentlichen Interesses, im Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht im ersten und letzten Rechtszug auch dem Oberbundesanwalt zu.

TEIL IV: KOSTEN UND VOLLSTRECKUNG

16. Abschnitt: Kosten

§ 154 [Kostentragungspflicht] (1) Der unterliegende Teil trägt die Kosten des Verfahrens.

(2) Die Kosten eines ohne Erfolg eingelegten Rechtsmittels fallen demjenigen zur Last, der das Rechtsmittel eingelegt hat.

(3) Dem Beigeladenen können Kosten nur auferlegt werden, wenn er Anträge gestellt oder Rechtsmittel eingelegt hat.

(4) Die Kosten des erfolgreichen Wiederaufnahmeverfahrens können der Staatskasse auferlegt werden, soweit sie nicht durch das Verschulden eines Beteiligten entstanden sind.

§ 152 [Pourvoi devant la Cour fédérale administrative] (1) Les décisions du tribunal administratif supérieur ne peuvent, sous réserve des §§ 47, al. 7, 99, al. 2 et 133, al. 1^{er} de la présente loi ainsi que du § 17a, al. 4, 4^{ème} phrase de la loi sur l'organisation judiciaire, être attaquées par la voie du pourvoi devant la Cour fédérale administrative.

(2) Dans la procédure devant la Cour fédérale administrative, le § 151 est applicable par analogie aux décisions du juge commis ou du juge saisi par commission rogatoire ou du greffier.

Section 15 : La reprise de la procédure

§ 153 [Reprise de la procédure] (1) Une procédure conclue par une décision ayant force de chose jugée peut être reprise selon les dispositions du quatrième livre du code de procédure civile.

(2) Le représentant de l'intérêt général et, dans la procédure devant la Cour fédérale administrative en première et dernière instance, le procureur général fédéral, ont également qualité pour introduire une action en constatation de nullité de jugement et une action en révision de la procédure.

QUATRIÈME PARTIE : DEPENS ET EXECUTION DU JUGEMENT

Section 16 : Dépens

§ 154 [Charge des dépens] (1) La partie qui succombe supporte les dépens de la procédure.

(2) Les dépens entraînés par l'introduction infructueuse d'une voie de réformation sont à la charge de celui qui a introduit cette voie de réformation.

(3) Des dépens ne peuvent être mis à la charge d'une personne appelée en cause que si elle a déposé des requêtes ou introduit une voie de réformation.

(4) Les dépens occasionnés par la reprise de la procédure intentée avec succès peuvent être mis à la charge du Trésor Public, dans la mesure où ils n'ont pas été occasionnés par la faute d'une partie.

§ 155 [Kostenverteilung] (1) ¹Wenn ein Beteiligter teils obsiegt, teils unterliegt, so sind die Kosten gegeneinander aufzuheben oder verhältnismäßig zu teilen. ²Sind die Kosten gegeneinander aufgehoben, so fallen die Gerichtskosten jedem Teil zur Hälfte zur Last. ³Einem Beteiligten können die Kosten ganz auferlegt werden, wenn der andere nur zu einem geringen Teil unterlegen ist.

(2) Wer einen Antrag, eine Klage, ein Rechtsmittel oder einen anderen Rechtsbehelf zurücknimmt, hat die Kosten zu tragen.

(3) Kosten, die durch einen Antrag auf Wiedereinsetzung in den vorigen Stand entstehen, fallen dem Antragsteller zur Last.

(4) (weggefallen)

(5) Kosten, die durch Verschulden eines Beteiligten entstanden sind, können diesem auferlegt werden.

§ 156 [Kosten bei sofortigem Anerkenntnis] Hat der Beklagte durch sein Verhalten keine Veranlassung zur Erhebung der Klage gegeben, so fallen dem Kläger die Prozeßkosten zur Last, wenn der Beklagte den Anspruch sofort anerkennt.

§ 157 (weggefallen)

§ 158 [Anfechtung der Kostenentscheidung] (1) Die Anfechtung der Entscheidung über die Kosten ist unzulässig, wenn nicht gegen die Entscheidung in der Hauptsache ein Rechtsmittel eingelegt wird.

(2) Ist eine Entscheidung in der Hauptsache nicht ergangen, so ist die Entscheidung über die Kosten unanfechtbar.

§ 159 [Mehrere Kostenpflichtige] ¹Besteht der kostenpflichtige Teil aus mehreren Personen, so gilt § 100 der Zivilprozeßordnung entsprechend. ²Kann das streitige Rechtsverhältnis dem kostenpflichtigen Teil gegenüber nur einheitlich entschieden werden, so können die Kosten den mehreren Personen als Gesamtschuldner auferlegt werden.

§ 160 [Kostenpflicht bei Vergleich] ¹Wird der Rechtsstreit durch Vergleich erledigt und haben die Beteiligten keine Bestimmung über die Kosten getroffen, so fallen die Gerichtskosten jedem Teil zur Hälfte² zur Last. ²Die außergerichtlichen Kosten trägt jeder Beteiligte selbst.

§ 155 [Répartition des dépens] (1) ¹Si l'une des parties obtient partiellement gain de cause et succombe partiellement, les dépens doivent être compensés ou répartis proportionnellement. ²Si les dépens sont compensés, les frais de justice sont mis pour moitié à la charge de chacune des parties. ³Les dépens peuvent être mis en totalité à la charge d'une partie, si l'autre n'a succombé que pour une faible part.

(2) Quiconque retire sa requête, se désiste de l'instance, d'une voie de réformation ou de toute autre voie de recours doit supporter les dépens.

(3) Les dépens occasionnés par une requête en relevé de forclusion sont à la charge du requérant.

(4) (abrogé)

(5) Les dépens occasionnés par la faute d'une partie peuvent être mis à la charge de celle-ci.

§ 156 [Charge des dépens en cas de reconnaissance immédiate des droits de la partie adverse] Si le défendeur n'a pas, par son comportement, provoqué l'introduction du recours, les dépens sont à la charge du requérant lorsque le défendeur reconnaît immédiatement la prétention de son adversaire.

§ 157 (abrogé)

§ 158 [Recours contre la décision relative aux dépens] (1) La décision relative aux dépens est insusceptible de recours, à moins qu'une voie de réformation ne soit introduite contre la décision au fond.

(2) Si la décision au fond n'a pas été rendue, la décision relative aux dépens est insusceptible de recours.

§ 159 [Pluralité de personnes redevables des dépens] ¹Si la partie redevable des dépens est composée de plusieurs personnes, le § 100 du code de procédure civile est applicable par analogie. ²Si le rapport de droit litigieux ne peut être tranché que de façon uniforme à l'encontre de la partie redevable des dépens, les dépens peuvent être mis à la charge des personnes concernées en tant que débiteurs solidaires.

§ 160 [Charge des dépens à la suite d'une transaction]¹ Si le litige est définitivement réglé par une transaction et si les parties n'ont pas pris de dispositions en ce qui concerne les dépens, les frais de justice sont à la charge de chacune d'entre elles pour moitié. ²Chacune des parties supporte elle-même les dépens non inclus dans les frais de justice.

§ 161 [Kostenentscheidung, Erledigung der Hauptsache] (1) Das Gericht hat im Urteil oder, wenn das Verfahren in anderer Weise beendet worden ist, durch Beschuß über die Kosten zu entscheiden.

(2) Ist der Rechtsstreit in der Hauptsache erledigt, so entscheidet das Gericht außer in den Fällen des § 113 Abs. 1 Satz 4 nach billigem Ermessen über die Kosten des Verfahrens durch Beschuß, der bisherige Sach- und Streitstand ist zu berücksichtigen.

(3) In den Fällen des § 75 fallen die Kosten stets dem Beklagten zur Last, wenn der Kläger mit seiner Bescheidung vor Klageerhebung rechnen durfte.

§ 162 [Erstattungsfähige Kosten] (1) Kosten sind die Gerichtskosten (Gebühren und Auslagen) und die zur zweckentsprechenden Rechtsverfolgung oder Rechtsverteidigung notwendigen Aufwendungen der Beteiligten einschließlich der Kosten des Vorverfahrens.

(2) ¹Die Gebühren und Auslagen eines Rechtsanwalts oder eines Rechtsbeistands, in Steuersachen auch eines Steuerberaters, sind stets erstattungsfähig. ²Soweit ein Vorverfahren geschwebt hat, sind Gebühren und Auslagen erstattungsfähig, wenn das Gericht die Zuziehung eines Bevollmächtigten für das Vorverfahren für notwendig erklärt.

(3) Die außergerichtlichen Kosten des Beigeladenen sind nur erstattungsfähig, wenn sie das Gericht aus Billigkeit der unterliegenden Partei oder der Staatskasse auferlegt.

§ 163 (wegefallen)

§ 164 [Kostenfestsetzung] Der Urkundsbeamte des Gerichts des ersten Rechtszugs setzt auf Antrag den Betrag der zu erstattenden Kosten fest.

§ 165 [Anfechtung der Kostenfestsetzung]. ¹Die Beteiligten können die Festsetzung der zu erstattenden Kosten anfechten. ²§ 151 gilt entsprechend.

§ 166 [Prozeßkostenhilfe] Die Vorschriften der Zivilprozeßordnung über die Prozeßkostenhilfe gelten entsprechend.

§ 161 [Décision relative aux dépens, règlement définitif de l'affaire au fond]

(1) Le tribunal doit statuer sur les dépens dans le jugement ou par voie d'arrêt si la procédure s'est terminée d'une autre manière.

(2) Si le litige est définitivement réglé au fond, le tribunal statue en équité sur les dépens par voie d'arrêt, sauf dans les cas visés par le § 113, al. 1^e, 4^{ème} phrase ; l'état des faits et du litige avant le règlement doit être pris en considération.

(3) Dans les cas visés au § 75, les dépens sont toujours à la charge du défendeur, si le requérant pouvait escompter qu'il statue sur sa demande avant l'introduction du recours.

§ 162 [Dépens recouvrables] (1) Sont considérés comme dépens, les frais de justice (droits forfaictaires et débours) et les dépenses nécessaires des parties en vue de poursuivre ou défendre leur droit, y compris les dépens du recours administratif préalable.

(2) ¹Les droits forfaictaires et les débours d'un avocat ou d'un conseil juridique, et, dans les affaires fiscales, ceux d'un conseiller fiscal, sont toujours recouvrables.

²Dans la mesure où un recours administratif préalable a eu lieu, les droits forfaictaires et les débours sont recouvrables si le tribunal déclare nécessaire l'assistance d'un mandataire pour ce recours.

(3) Les dépens non inclus dans les frais de justice et exposés par la personne appelée en cause ne sont recouvrables que si le tribunal les met à la charge de la partie qui succombe ou du Trésor Public dans un souci d'équité.

§ 163 (abrogé)**§ 164 [Taxation des dépens]** Le greffier du tribunal saisi en première instance procède, sur requête, à la taxation des dépens à recouvrer.**§ 165 [Recours contre la taxation des dépens]** ¹Les parties peuvent attaquer la taxation des dépens à recouvrer. ²Le § 151 est applicable par analogie.**§ 166 [Aide juridictionnelle]** Les dispositions du code de procédure civile relatives à l'aide juridictionnelle sont applicables par analogie.

17. Abschnitt: Vollstreckung

§ 167 [Anwendung der ZPO, vorläufige Vollstreckbarkeit] (1) ¹Soweit sich aus diesem Gesetz nichts anderes ergibt, gilt für die Vollstreckung das Achte Buch der Zivilprozeßordnung entsprechend. ²Vollstreckungsgericht ist das Gericht des ersten Rechtszugs.

(2) Urteile auf Anfechtungs- und Verpflichtungsklagen können nur wegen der Kosten für vorläufig vollstreckbar erklärt werden.

§ 168 [Vollstreckungstitel]. (1) Vollstreckt wird

1. aus rechtskräftigen und aus vorläufig vollstreckbaren gerichtlichen Entscheidungen,
2. aus einstweiligen Anordnungen,
3. aus gerichtlichen Vergleichen,
4. aus Kostenfestsetzungsbeschlüssen,
5. aus den für vollstreckbar erklären Schiedssprüchen öffentlich-rechtlicher Schiedsgerichte und schiedsrichterlichen Vergleichen, sofern die Entscheidung über die Vollstreckbarkeit rechtskräftig oder für vorläufig vollstreckbar erklärt ist.

(2) Für die Vollstreckung können den Beteiligten auf ihren Antrag Ausfertigungen des Urteils ohne Tatbestand und ohne Entscheidungsgründe erteilt werden, deren Zustellung in den Wirkungen der Zustellung eines vollständigen Urteils gleichsteht.

§ 169 [Vollstreckung zugunsten der öffentlichen Hand] (1) ¹Soll zugunsten des Bundes, eines Landes, eines Gemeindeverbandes, einer Gemeinde oder einer Körperschaft, Anstalt oder Stiftung des öffentlichen Rechts vollstreckt werden, so richtet sich die Vollstreckung nach dem Verwaltungsvollstreckungsgesetz. ²Vollstreckungsbehörde im Sinne des Verwaltungsvollstreckungsgesetzes ist der Vorsitzende des Gerichts des ersten Rechtszugs; er kann für die Ausführung der Vollstreckung eine andere Vollstreckungsbehörde oder einen Gerichtsvollzieher in Anspruch nehmen.

(2) Wird die Vollstreckung zur Erzwingung von Handlungen, Duldungen und Unterlassungen im Wege der Amtshilfe von Organen der Länder vorgenommen, so ist sie nach landesrechtlichen Bestimmungen durchzuführen.

§ 170 [Vollstreckung gegen die öffentliche Hand] (1) ¹Soll gegen den Bund, ein Land, einen Gemeindeverband, eine Gemeinde, eine Körperschaft, eine Anstalt oder Stiftung des öffentlichen Rechts wegen einer Geldforderung vollstreckt werden, so verfügt auf Antrag des Gläubigers das Gericht des ersten Rechtszugs die Vollstreckung. ²Es bestimmt die vorzunehmenden Vollstreckungsmaßnahmen

Section 17 : Exécution du jugement

§ 167 [Application du code de procédure civile, exécution par provision] (1) ¹Sauf si la présente loi en dispose autrement, le huitième livre du code de procédure civile est applicable par analogie à l'exécution des jugements. ²Le juge de l'exécution forcée est le tribunal saisi en première instance.

(2) Les jugements rendus sur les actions en annulation et les actions tendant à l'émission d'un acte administratif individuel ne peuvent être déclarés exécutoires par provision qu'en ce qui concerne les dépens.

§ 168 [Titre exécutoire] (1) Il peut être procédé à exécution en vertu :

1. de jugements ayant force de chose jugée et de décisions de justice exécutoires par provision,
2. d'ordonnances de référé,
3. de transactions faites devant les tribunaux,
4. d'arrêts de taxation des dépens,
5. de sentences arbitrales déclarées exécutoires des tribunaux arbitraux de droit public et de transactions établies devant eux, à condition que la décision sur le caractère exécutoire ait force de chose jugée ou ait été déclarée exécutoire par provision.

(2) En vue de l'exécution, les parties peuvent, sur leur requête, obtenir des expéditions du jugement, sans exposé des faits ni motifs, et dont la signification a des effets équivalents à celle d'un jugement intégral.

§ 169 [Exécution au profit d'une personne de droit public] (1) ¹S'il doit être procédé à exécution au profit de la Fédération, d'un *Land*, d'un groupement de communes, d'une commune ou d'une collectivité, d'un établissement ou d'une fondation de droit public, cette exécution est régie par la loi sur l'exécution en matière administrative. ²L'autorité d'exécution, au sens de cette loi, est le président du tribunal saisi en première instance ; il peut requérir, pour qu'il soit procédé à exécution, une autre autorité d'exécution ou un huissier de justice.

(2) Si une exécution ayant pour but de contraindre à procéder à certaines actions, à les souffrir ou à s'en abstenir est menée au moyen de l'entraide administrative par des organes des *Länder*, elle est soumise aux dispositions du droit du *Land*.

§ 170 [Exécution contre une personne de droit public] (1) ¹S'il doit être procédé à exécution contre la Fédération, un *Land*, un groupement de communes, une commune, une collectivité, un établissement ou une fondation de droit public en raison d'une créance en argent, le tribunal saisi en première instance prescrit l'exécution, sur requête du créancier. ²Il arrête les mesures d'exécution à prendre

und ersucht die zuständige Stelle um deren Vornahme.³ Die ersuchte Stelle ist verpflichtet, dem Ersuchen nach den für sie geltenden Vollstreckungsvorschriften nachzukommen.

(2) ¹Das Gericht hat vor Erlaß der Vollstreckungsverfügung die Behörde oder bei Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des öffentlichen Rechts, gegen die vollstreckt werden soll, die gesetzlichen Vertreter von der beabsichtigten Vollstreckung zu benachrichtigen mit der Aufforderung, die Vollstreckung innerhalb einer vom Gericht zu bemessenden Frist abzuwenden.² Die Frist darf einen Monat nicht übersteigen.

(3) ¹Die Vollstreckung ist unzulässig in Sachen, die für die Erfüllung öffentlicher Aufgaben unentbehrlich sind oder deren Veräußerung ein öffentliches Interesse entgegensteht. ²Über Einwendungen entscheidet das Gericht nach Anhörung der zuständigen Aufsichtsbehörde oder bei obersten Bundes- oder Landesbehörden des zuständigen Ministers.

(4) Für öffentlich-rechtliche Kreditinstitute gelten die Absätze 1 bis 3 nicht.

(5) Der Ankündigung der Vollstreckung und der Einhaltung einer Wartefrist bedarf es nicht, wenn es sich um den Vollzug einer einstweiligen Anordnung handelt.

§ 171 [Vollstreckungsklausel] In den Fällen der §§ 169, 170 Abs. 1 bis 3 bedarf es einer Vollstreckungsklausel nicht.

§ 172 [Zwangsgeld gegen Behörde] ¹Kommt die Behörde in den Fällen des § 113 Abs. 1 Satz 2 und Abs. 5 und des § 123 der ihr im Urteil oder in der einstweiligen Anordnung auferlegten Verpflichtung nicht nach, so kann das Gericht des ersten Rechtszugs auf Antrag unter Fristsetzung gegen sie ein Zwangsgeld bis zweitausend Deutsche Mark durch Beschuß androhen, nach fruchtlosem Fristablauf festsetzen und von Amts wegen vollstrecken. ²Das Zwangsgeld kann wiederholt angedroht, festgesetzt und vollstreckt werden.

et requiert le service compétent de les prendre.³ Le service requis est tenu de déférer à cette requête, conformément aux dispositions sur l'exécution qui lui sont applicables.

(2) ¹Avant d'édicter la prescription d'exécution, le tribunal doit aviser l'autorité administrative de l'exécution projetée ou, s'agissant de collectivités, établissements ou fondations de droit public contre lesquels il doit être procédé à exécution, leurs représentants légaux, en faisant sommation de prendre dans un délai fixé par le tribunal toutes mesures pour éviter l'exécution.² Ce délai ne peut excéder un mois.

(3) ¹L'exécution ne peut porter sur les biens qui sont indispensables à l'accomplissement de missions publiques ou dont l'aliénation compromet un intérêt public.²Le tribunal statue sur les exceptions soulevées après audition de l'autorité de contrôle compétente ou, s'agissant des autorités suprêmes de la Fédération ou des *Länder*, après audition du ministre compétent.

(4) Les alinéas 1 à 3 ne sont pas applicables aux établissements de crédit de droit public.

(5) L'annonce de l'exécution et l'observation d'un délai d'attente ne sont pas nécessaires en cas d'exécution d'une ordonnance de référé.

§ 171 [Clause exécutoire] Une clause exécutoire n'est pas nécessaire dans les cas visés aux §§ 169 et 170, al. 1 à 3.

§ 172 [Astreinte contre des autorités administratives] ¹Lorsque dans les cas visés au § 113, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase et al. 5, et au § 123, l'autorité administrative en cause ne défère pas à l'obligation qui lui est imposée dans le jugement ou l'ordonnance de référé, le tribunal saisi en première instance peut, sur requête, la menacer par arrêt d'une astreinte de deux mille marks allemands sous un certain délai et, ce délai écoulé sans résultat, infliger l'astreinte et l'exécuter de plein droit.²La menace d'astreinte peut être répétée, l'astreinte à nouveau infligée et exécutée.

**TEIL V:
SCHLUSS- UND ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN**

§ 173 [Entsprechende Anwendung von GVG und ZPO] Soweit dieses Gesetz keine Bestimmungen über das Verfahren enthält, sind das Gerichtsverfassungsgesetz und die Zivilprozeßordnung entsprechend anzuwenden, wenn die grundsätzlichen Unterschiede der beiden Verfahrensarten dies nicht ausschließen.

§ 174 [Befähigung zum Richteramt] (1) Für den Vertreter des öffentlichen Interesses bei dem Oberverwaltungsgericht und bei dem Verwaltungsgericht steht der Befähigung zum Richteramt nach dem Deutschen Richtergesetz die Befähigung zum höheren Verwaltungsdienst gleich, wenn sie nach mindestens dreijährigem Studium der Rechtswissenschaft an einer Universität und dreijähriger Ausbildung im öffentlichen Dienst durch Ablegen der gesetzlich vorgeschriebenen Prüfungen erlangt worden ist.

(2) Bei Kriegsteilnehmern gilt die Voraussetzung des Absatzes 1 als erfüllt, wenn sie den für sie geltenden besonderen Vorschriften genügt haben.

§§ 175 bis 177 (weggefallen)

§§ 178 und 179 (Änderungsvorschriften)

§ 180 [Zeugen- und Sachverständigenvernehmung nach dem VerVfG oder SGB X] ¹Erfolgt die Vernehmung oder die Vereidigung von Zeugen und Sachverständigen nach dem Verwaltungsverfahrensgesetz oder nach dem Zehnten Buch Sozialgesetzbuch durch das Verwaltungsgericht, so findet sie vor dem dafür im Geschäftsverteilungsplan bestimmten Richter statt. ²Über die Rechtmäßigkeit einer Verweigerung des Zeugnisses, des Gutachtens oder der Eidesleistung nach dem Verwaltungsverfahrensgesetz oder nach dem Zehnten Buch Sozialgesetzbuch entscheidet das Verwaltungsgericht durch Beschuß.

§§ 181 und 182 (Änderungsvorschriften)

§ 183 [Nichtigkeit von Landesrecht] ¹Hat das Verfassungsgericht eines Landes die Nichtigkeit von Landesrecht festgestellt oder Vorschriften des Landesrechts für nichtig erklärt, so bleiben vorbehaltlich einer besonderen gesetzlichen Regelung durch das Land die nicht mehr anfechtbaren Entscheidungen der Gerichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit, die auf der für nichtig erklärt Norm beruhen, unberührt. ²Die Vollstreckung aus einer solchen Entscheidung ist unzulässig. ³§ 767 der Zivilprozeßordnung gilt entsprechend.

CINQUIÈME PARTIE : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

§ 173 [Application par analogie de la loi sur l'organisation judiciaire et du code de procédure civile] Dans la mesure où la présente loi ne renferme pas de dispositions relatives à la procédure, la loi sur l'organisation judiciaire et le code de procédure civile doivent être appliqués par analogie, si les différences de principe entre les deux procédures n'excluent pas cette solution.

§ 174 [Aptitude aux fonctions de juge] (1) Pour le représentant de l'intérêt général auprès du tribunal administratif supérieur et auprès du tribunal administratif, l'aptitude à servir dans la fonction publique supérieure, acquise au minimum au terme de trois années d'études juridiques universitaires et de trois années de formation dans la fonction publique, sanctionnées par les examens requis par la loi, équivaut à l'aptitude aux fonctions de juge selon la loi sur les juges allemands.

(2) Les anciens combattants satisfaisant aux dispositions qui leur sont spécifiques, sont considérés comme remplissant la condition de l'alinéa 1^e.

§ 175 à 177 (abrogés)

§ 178 et 179 (dispositions modificatives)

§ 180 [Audition de témoins et d'experts en application de la loi sur la procédure administrative non contentieuse ou du dixième livre du code de droit social] ¹Lorsque l'audition ou la prestation de serment de témoins et d'experts sont accomplis devant le tribunal administratif en application de la loi sur la procédure administrative non contentieuse et du dixième livre du code de droit social, ils ont lieu devant le juge désigné à cet effet par le plan de répartition des affaires. ²Le tribunal statue par arrêt sur la régularité d'un refus de témoignage, de rapport d'expert ou de prestation de serment en violation de la loi sur la procédure administrative non contentieuse ou du dixième livre du code de droit social.

§ 181 et 182 (dispositions modificatives)

§ 183 [Règles de droit de *Land* inexistantes] ¹Si le tribunal constitutionnel d'un *Land* a constaté l'inexistence de règles de droit de *Land* ou a déclaré des dispositions de droit de *Land* nulles et non-avenues, les décisions des tribunaux de la juridiction administrative qui ne peuvent plus être attaquées et qui reposent sur la norme déclarée nulle et non-avenue ne sont pas affectées, sauf intervention spéciale du législateur du *Land*. ²Il ne peut être procédé à exécution en vertu d'une telle décision. ³Le § 767 du code de procédure civile est applicable par analogie.

§ 184 [Sonderregelungen der Länder] Das Land kann bestimmen, daß das Oberverwaltungsgericht die bisherige Bezeichnung "Verwaltungsgerichtshof" weiterführt.

§ 185 (1) In den Ländern Berlin und Hamburg treten an die Stelle der Kreise im Sinne des § 28 die Bezirke.

(2) Die Länder Berlin, Brandenburg, Bremen, Hamburg, Mecklenburg-Vorpommern, Saarland und Schleswig-Holstein können Abweichungen von den Vorschriften des § 73 Abs. 1 Satz 2 zulassen.

§ 186 § 22 Nr. 3 findet in den Ländern Berlin, Bremen und Hamburg auch mit der Maßgabe Anwendung, daß in der öffentlichen Verwaltung ehrenamtlich tätige Personen nicht zu ehrenamtlichen Richtern berufen werden können.

§ 187 (1) Die Länder können den Gerichten der Verwaltungsgerichtsbarkeit Aufgaben der Disziplinargerichtsbarkeit und der Schiedsgerichtsbarkeit bei Vermögensauseinandersetzungen öffentlich-rechtlicher Verbände übertragen, diesen Gerichten Berufsgerichte angliedern sowie dabei die Besetzung und das Verfahren regeln.

(2) Die Länder können ferner für das Gebiet des Personalvertretungsrechts von diesem Gesetz abweichende Vorschriften über die Besetzung und das Verfahren der Verwaltungsgerichte und des Oberverwaltungsgerichts erlassen.

(3) Die Länder können auch bestimmen, daß Rechtsbehelfe keine aufschiebende Wirkung haben, soweit sie sich gegen Maßnahmen richten, die in der Verwaltungsvollstreckung getroffen werden.

§ 188 [Sozialkammern, Sozialsenate, Kostenfreiheit] Die Sachgebiete der Sozialhilfe, der Jugendhilfe, der Kriegsopferfürsorge, der Schwerbehindertenfürsorge sowie der Ausbildungsförderung sollen in einer Kammer oder in einem Senat zusammengefaßt werden.² Gerichtskosten (Gebühren und Auslagen) werden in den Verfahren dieser Art nicht erhoben.

§ 189 (weggefallen)

§ 190 [Weitergeltung bestimmter Sonderregelungen] (1) Die folgenden Gesetze, die von diesem Gesetz abweichen, bleiben unberührt:

1. das Lastenausgleichsgesetz vom 14. August 1952 (Bundesgesetzbl. I S. 446) in der Fassung der dazu ergangenen Änderungsgesetze,
2. das Gesetz über die Errichtung eines Bundesaufsichtsamtes für das Versicherungs- und Bausparwesen vom 31. Juli 1951 (Bundesgesetzbl. I S. 480) in der Fassung des Gesetzes zur Ergänzung des Gesetzes über die Errich-

§ 184 [Réglementations particulières des *Länder*] Le *Land* peut disposer que le tribunal administratif supérieur conserve son ancienne domination de "Cour de justice administrative" (*Verwaltunggerichtshof*).

§ 185 (1) Dans les *Länder* de Berlin et Hambourg, les secteurs (*Bezirke*) se substituent aux arrondissements au sens du § 28.

(2) Les *Länder* de Berlin, Brandebourg, Brême, Hambourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Sarre et Schleswig-Holstein peuvent autoriser des dérogations au § 73, al. 1^{er}, 2^{ème} phrase.

§ 186 Le § 22, n° 3, s'applique également dans les *Länder* de Berlin, Brême et Hambourg, sous la réserve que des personnes travaillant dans l'administration publique à titre non-professionnel ne peuvent être désignées comme juges non-professionnels.

§ 187 (1) Les *Länder* peuvent transmettre aux tribunaux de la juridiction administrative les attributions de la juridiction disciplinaire, leur transmettre celles de la juridiction arbitrale pour les différents de nature patrimoniale entre groupements de droit public, leur incorporer des tribunaux professionnels et régler la composition et la procédure dans ce dernier cas.

(2) En matière de droit de la représentation du personnel, les *Länder* peuvent également édicter des dispositions dérogatoires à la présente loi, relativement à la procédure devant les tribunaux administratifs et le tribunal administratif supérieur, ainsi qu'à leur composition.

(3) Les *Länder* peuvent également disposer que les voies de recours dirigées contre des mesures prises dans le cadre de l'exécution en matière administrative n'ont pas d'effet suspensif.

§ 188 [Sections sociales, chambres sociales, gratuité] ¹Les matières de l'aide sociale, de l'aide à la jeunesse, de l'assistance aux victimes de guerre, de l'assistance aux grands handicapés et de l'aide à la formation doivent normalement être regroupées dans une section ou dans une chambre. ²Les procédures de ce type ne donnent pas lieu à perception de frais de justice (droits forfaitaires et débours).

§ 189 (abrogé)

§ 190 [Validité de certaines réglementations particulières] (1) Ne sont pas affectées, bien que dérogeant à la présente loi, les lois suivantes :

1. La loi du 14 août 1952 sur la péréquation des charges au profit des victimes de la guerre (*Lastenausgleichsgesetz*) (*Bundesgesetzblatt I*, p. 446), dans sa version telle qu'elle résulte des modifications intervenues,

tung eines Bundesaufsichtsamtes für das Versicherungs- und Bausparwesen vom 22. Dezember 1954 (Bundesgesetzbl. I S. 501),
3. (weggefallen)
4. das Flurbereinigungsgesetz vom 14. Juli 1953 (Bundesgesetzbl. I S. 591),
5. das Personalvertretungsgesetz vom 5. August 1955 (Bundesgesetzbl. I S. 477),
6. die Wehrbeschwerdeordnung (WBO) vom 23. Dezember 1956 (Bundesgesetzbl. I S. 1066),
7. das Kriegsgefangenenentschädigungsgesetz (KgfEG) in der Fassung vom 8. Dezember 1956 (Bundesgesetzbl. I S. 908),
8. § 13 Abs. 2 des Patentgesetzes und die Vorschriften über das Verfahren vor dem Deutschen Patentamt.

(2) (weggefallen)

(3) (weggefallen)

§ 191 (1) (Änderungsvorschrift)

(2) § 127 des Beamtenrechtsrahmengesetzes bleibt unberührt.

§ 192 (Änderungsvorschrift)

§ 193 [OVG als Verfassungsgericht] In einem Land, in dem kein Verfassungsgericht besteht, bleibt eine dem Oberverwaltungsgericht übertragene Zuständigkeit zur Entscheidung von Verfassungsstreitigkeiten innerhalb des Landes bis zur Errichtung eines Verfassungsgerichts unberührt.

§ 194 (gegenstandslos)

§ 195 (1) Das Gesetz tritt am 1. April 1960 in Kraft. Vorschriften, die zum Erlass von Rechtsverordnungen ermächtigen oder den Erlass von Landesgesetzen vorsehen, treten am Tage nach der Verkündung in Kraft.

(2) bis (6) (Aufhebungs-, Änderungs- und zeitlich überholte Vorschriften)

*

tung eines Bundesaufsichtsamtes für das Versicherungs- und Bausparwesen) (*Bundesgesetzblatt I*, p. 480), dans la version de la loi du 22 décembre 1954, complétant la loi portant création d'un Office fédéral de contrôle pour les assurances et pour le crédit immobilier (*Bundesgesetzblatt I*, p. 501),

3. (abrogé)
4. la loi du 14 juillet 1953 sur le remembrement (*Flurbereinigungsgesetz*) (*Bundesgesetzblatt I*, p. 591),
5. la loi du 5 août 1955 sur la représentation du personnel (*Personalvertretungsgesetz*) (*Bundesgesetzblatt I*, p. 477),
6. la loi du 23 décembre 1956 sur les recours en matière militaire (*Wehrbeschwerdeordnung, WBO*) (*Bundesgesetzblatt I*, p. 1066),
7. la loi d'indemnisation des prisonniers de guerre (*Kriegsgefangenenentschädigungsgesetz, KgfEG*), dans sa version du 8 décembre 1956 (*Bundesgesetzblatt I*, p. 908),
8. le § 13, al. 2 de la loi sur les brevets (*Patentgesetz*), et les dispositions sur la procédure devant l'Office allemand des brevets.

(2) et (3) (abrogés)

§ 191 (1) (disposition modificative)

(2) Le § 127 de la loi-cadre sur la fonction publique n'est pas affecté.

§ 192 (disposition modificative)

§ 193 [Tribunal administratif supérieur, compétence en matière constitutionnelle] Dans un *Land* dans lequel n'existe pas de tribunal constitutionnel, le tribunal administratif supérieur reste compétent jusqu'à la création d'un tribunal constitutionnel pour connaître, dans ce *Land*, des litiges constitutionnels pour lesquels la compétence lui a été attribuée.

§ 194 (sans objet)

§ 195 (1) ¹La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1960. ²Les dispositions autorisant l'édition de règlements d'application ou prévoyant l'édition de lois dans les *Länder* entrent en vigueur le jour suivant la promulgation.

(2)-(6) (abrogation et modification



**CENTRE D'ETUDES
JURIDIQUES FRANCAISES**

Université de la Sarre, Postfach 15 11 50, D 66041 Saarbrücken
Tél. : (49 681) 302 21 21 ou 21 85
Télécopieur : (49 681) 302-4668

Codirecteurs : Christian AUTEIXIER
Claude WITZ
Professeurs des Universités

Chargée d'enseignement : Françoise FURKEL
Docteur en Droit

Chargée d'administration et secrétariat : Marie-Thérèse MOTTEAU
Licenciée de lettres modernes
Licenciée d'allemand

Le Centre d'Etudes Juridiques Françaises, intégré dans le Département juridique de l'Université de la Sarre, constitue une institution universitaire de coopération unique en Europe. Son existence et sa mission sont le fruit d'un héritage de l'histoire et reflètent l'évolution des relations franco-allemandes.

Dans le domaine de la recherche, le Centre a naturellement vocation à servir de trait d'union entre les cultures juridiques francaises et allemandes.

Ses enseignements s'adressent à des étudiants de toutes nationalités qui veulent suivre au sein d'une université allemande, soit à titre principal, soit parallèlement à des études de droit allemand, des études de droit français sanctionnées par le DEUG, mention Droit. Les enseignements de droit français sont assurés par des enseignants des universités françaises et ceux de droit allemand par des enseignants des universités allemandes.

Renseignements :

- . à l'Office Allemand d'Echanges Universitaires (DAAD)
- . aux bureaux locaux de l'ONISEP
- . au Centre d'Etudes Juridiques Françaises
Universität des Saarlandes
Postfach 15 11 50
D 66041 Saarbrücken

PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES FRANÇAISES :

Série études et documents du c.e.j.f. :

- | | |
|--|--|
| Nº 1 Christian AUTEXIER
(sous la direction de) | 1987 Le glossaire de la Loi fondamentale |
| Nº 2 Christian AUTEXIER | 1987 La loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale |
| Nº 3 AUTEXIER / FLAUSS /
FROMONT / GREWE /
JOUANJAN / KOENIG | 1987 Grundgesetz / Loi fondamentale
(3 ^e édition 1995 synoptique bilingue) |
| Nº 4 Christian AUTEXIER | 1988 Constitution du 4 octobre 1958 / die
Verfassung der französischen Republik
(2 ^e édition 1994 synoptique bilingue) |
| Nº 5 Christian AUTEXIER | 1991 Einigungsvertrag / traité d'Union
(édition synoptique bilingue) |
| Nº 6 Christian AUTEXIER | 1993 Gemeinsame lothringisch-saarländische
administrative Einrichtungen und Ver-
fahrensweisen. Rechtsgutachten,
15. April 1993 |